



Mobilité internationale

LES DONNÉES DE LA PROTECTION SOCIALE



POUR INFORMATION

- Comme les années précédentes, ce rapport est disponible sur deux supports :
 - **La version intégrale** (données globales pour tous les risques et pays, plus, transférable sur fichiers Excel, le détail par régimes de sécurité sociale) téléchargeable sur le site du Cleiss.
 - **La version « synthétique »** diffusée sur plaquette, contenant les données ci-dessus, à l'exception du détail par régimes.

- Les icônes :

 **Version Excel** indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est disponible à l'identique, mais sous Excel.

 **Plus de détails** indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est consultable dans une mouture détaillée par régimes et par modes de paiement au format Excel.

 indique la présence d'un glossaire à la fin du rapport.

- Il est possible d'obtenir le détail des données par pays sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, sous réserve que les informations recueillies auprès des différents régimes de sécurité sociale français soient disponibles.

Pour plus d'information,
consultez le site du Cleiss : www.cleiss.fr



AVANT-PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements européens de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts financiers sont enregistrés par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire, puis transmis au Cleiss.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsque ces personnes passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs Etats ; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

Quels sont les pays visés ?

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France dispose de cadres juridiques visant l'ensemble de la protection sociale :

- **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux Etats membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) et à la Suisse ;
- **Les accords internationaux de sécurité sociale, dont 38 conventions bilatérales** conclues avec des partenaires pour l'essentiel extra-européens et **3 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

À noter : contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques, les accords bilatéraux ne sont pas uniformes et couvrent des prestations variables suivant les pays signataires.

Quelles sont les personnes concernées par ces textes ?

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des territoires d'outremer concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large : l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un Etat membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs Etats membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.

Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité aux ressortissants de l'un ou l'autre Etat qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre Etat.

Thématiques abordées dans ce rapport :

- En matière de paiements de prestations : les remboursements de soins de santé, les contrôles médicaux et les prestations en espèces servies par la France pour le compte d'un autre Etat ; les prestations familiales réglées aux personnes en situation de mobilité transnationale ; les pensions, rentes et allocations payées à l'étranger ; et les prestations chômage versées dans le cadre des règlements européens.
- En matière de législation applicable, concernant les règlements européens, le Cleiss exploite les données de la Cnamts (la base d'informations XI regroupant les formulaires européens émis par les CPAM), et procède plus largement depuis une dizaine d'années à la collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français. Il s'agit dans ce cas des **détachements « sortants » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse**. Depuis l'an dernier, le Cleiss diffuse également les dénombrements de formulaires A1 ou E101 émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France : on parle alors des **détachements « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France**. Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) à Bruxelles. Les dernières données disponibles au-

près de cette institution sont celles de l'année 2014. Des informations sur les détachements « sortants » sont également disponibles pour les pays à convention bilatérales, les décrets de coordination ou dans le cadre de législation interne.

- Dans le cadre de la réciprocité : les flux financiers en provenance des organismes européens de protection sociale vers la France, essentiellement en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité.
- Les mouvements migratoires, informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (Ofii) et le Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International.

NOUVEAUTÉS 2015

La partie 2 – Prestations familiales – est complétée, en sa synthèse, des données globales se rapportant à l'Allocation Différentielle (ADI), telles que transmises par la Cnaf (Caisse Nationale des Allocations Familiales).

Dans la partie 5 - législation applicable - suite à une exploitation plus fine des formulaires E101 et A1 délivrés par la Cnamts, des informations additionnelles ont été apportées aux détachements « sortants » dans le cadre des règlements européens, à savoir le secteur d'activité des entreprises françaises et les durées moyennes de détachement.

Ces nouveautés traduisent la volonté du Cleiss d'approfondir les travaux qu'il conduit en matière statistique en apportant une plus large information et en procédant à des nouveaux traitements de données.



SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	• 4
-------------------	-----

PARTIE 1 : SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

• Les créances et les dettes présentées	
→ Tous types d'accords	• 14
→ Règlements européens.....	• 16
→ Accords internationaux.....	• 19
• Les remboursements des dépenses de santé	
LES REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE	
→ Tous types d'accords	• 22
→ Règlements européens.....	• 25
→ Accords internationaux.....	• 27
→ Pays hors conventions.....	• 30
LES REMBOURSEMENTS DANS LE CADRE DE LA COORDINATION	
→ Tous types d'accords	• 34
→ Règlements européens.....	• 36
→ Accords internationaux.....	• 40
• Incapacité temporaire	
→ Règlements européens.....	• 45
→ Accords internationaux.....	• 51

PARTIE 2 : PRESTATIONS FAMILIALES

• Synthèse	• 58
• Règlements européens.....	• 62
• Accords internationaux.....	• 66

PARTIE 3 : RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

• Avant-propos.....	• 72
• Synthèse	• 73
• Règlements européens.....	• 76
• Accords internationaux.....	• 94
• Pays hors conventions.....	• 112

PARTIE 4 : ASSURANCE CHÔMAGE

- Règlements européens • 116

PARTIE 5 : LÉGISLATION APPLICABLE

- Avant-propos • 118
- Règlements européens • 122
- Accords internationaux • 133
- Pays hors conventions • 137

PARTIE 6 : FLUX FINANCIERS ÉTRANGER ➔ FRANCE

- Règlements européens • 142

PARTIE 7 : MOUVEMENTS MIGRATOIRES

- Les travailleurs étrangers entrés en France • 146
- Immigration familiale • 152
- Les Français à l'étranger • 156

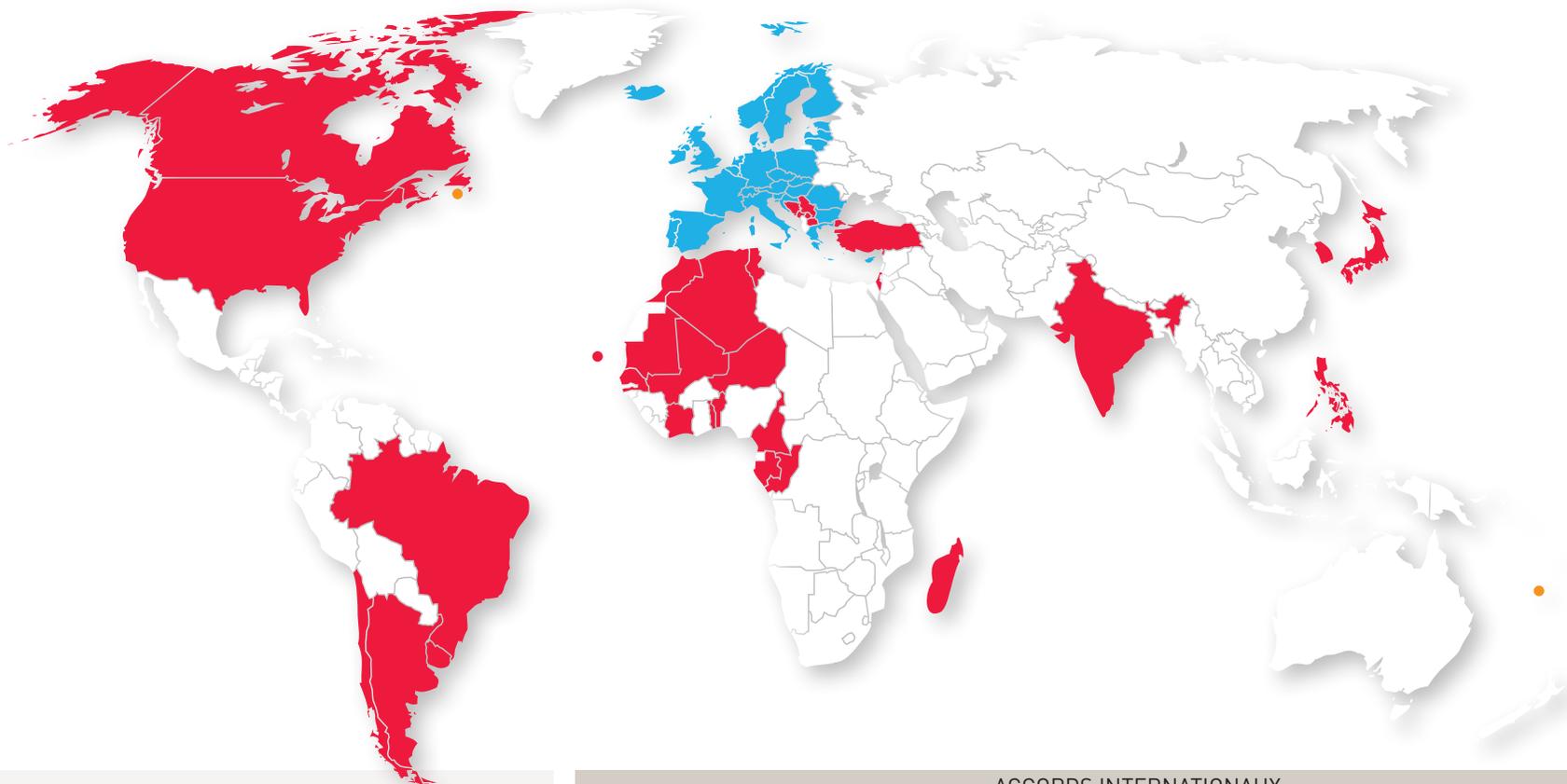
- GLOSSAIRE • 163





INTRODUCTION

LES ACCORDS DE SÉCURITÉ SOCIALE SIGNÉS PAR LA FRANCE DANS LE MONDE



● Règlements européens

Allemagne	Finlande	Lituanie	Roumanie
Autriche	France	Luxembourg	Royaume-Uni
Belgique	Grèce	Malte	Slovaquie
Bulgarie	Hongrie	Norvège	Slovénie
Chypre	Irlande	Pays-Bas	Suède
Croatie	Islande	Pologne	Suisse
Danemark	Italie	Portugal	
Espagne	Lettonie	République tchèque	
Estonie	Liechtenstein		

ACCORDS INTERNATIONAUX

● Conventions bilatérales

Algérie	Cap-Vert	Guernesey,	Madagascar
Andorre	Chili	Aurigny, Herm,	Mali
Argentine	Congo	Jéthou	Maroc
Benin	(Brazzaville/ indép. du)	Inde	Mauritanie
Bosnie-Herzégovine	Corée du Sud	Israël	Monaco
Brésil	Côte d'Ivoire	Japon	Monténégro
Cameroun	Etats-Unis	Jersey	Niger
Canada	Gabon	Kosovo	Philippines
		Macédoine	Québec

● Décrets de coordination

Nouvelle-Calédonie
Polynésie française
Saint-Pierre-et-Miquelon



ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾					
RÈGLEMENTS EUROPÉENS													
Union Européenne	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/05/2010	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui*	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	* Choix effectué par chaque institution compétente.
Islande		01/06/2012											
Norvège		01/06/2012											
Liechtenstein		01/06/2012											
Suisse		01/04/2012											
ACCORDS INTERNATIONAUX													
CONVENTIONS BILATÉRALES													
Algérie	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation	
Andorre	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux
Argentine	Convention du 22/09/2008	01/11/2012	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Bénin	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France-Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Bosnie- Herzégovine	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁽⁴⁾	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Brésil	Accord de sécurité sociale du 15/12/2011	01/09/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Cameroun	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur





ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations	
			Maladie-Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays		
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾						
Canada	Accord du 09/02/1979	01/03/1981	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non	
Cap-Vert	Convention générale du 15/01/1980	01/04/1983	oui	oui	T.F.A	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation		* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Chili	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non		
Congo	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation		* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo. *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Corée	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Côte d'Ivoire	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/01/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	oui	oui	Participation		* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire.
États-Unis	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Gabon	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation		* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Guernesey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi		* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois).
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980												
Inde	Accord du 30/09/2008	01/07/2011	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Israël	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non		* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.
Japon	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Jersey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi		* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois).
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980												



ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE)

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations	
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays		
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾						
Kosovo	Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 ⁽⁵⁾	06/02/2013	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Macédoine	Échanges de lettres en 1995 ⁽⁶⁾	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	
Madagascar	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	pas visé	oui		Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.
Mali	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui		Participation	* Uniquement en cas de maladie. ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
Maroc	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui		Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Mauritanie	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui		Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
Monaco	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui		Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Monténégro	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁷⁾	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui		Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Niger	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui		Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger.
Philippines	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994	oui	non	non	non	non	oui*	oui	oui	oui		non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Québec	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui		non	
Saint-Marin	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui		non	
Sénégal	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui		Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal et en cas de maternité, des positions bilatérales. *** Travailleur français détaché au Sénégal.
Serbie	Accord du 26 mars 2003 ⁽⁷⁾	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui		Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	





ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015 DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS, CONVENTIONS BILATÉRALES ET DÉCRETS DE COORDINATION SIGNÉS PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)

Pays	Textes de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ⁽¹⁾	Séjour temporaire ⁽²⁾	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ⁽³⁾					
Togo	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
Tunisie	Convention générale du 26/06/2003	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
Turquie	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Uruguay	Accord de sécurité sociale du 06/12/2010	01/07/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
DÉCRETS DE COORDINATION													
Nouvelle-Calédonie	Accord du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Polynésie française	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Saint-Pierre-et-Miquelon	Accord du 10/05/2011	01/06/2011	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs ; F = Famille ; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

(1) Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

(2) Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens

(3) Possibilité d'obtenir le service des prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

(4) Échange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(5) Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

(6) Échange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

(7) Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Montenegro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

NB : - La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée, Etats-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés et bien entendu les règlements européens à compter du 01/07/1982

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.



Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2015 se présente en sept parties :

- les soins de santé et contrôles médicaux : créances et dettes présentées en 2015 (informations uniquement disponibles dans la version interactive du rapport), créances et dettes remboursées en 2015 ; les prestations en espèces des assurances maladie-maternité et/ou paternité et AT-MP (Accidents du Travail-Maladies Professionnelles) servies par la France pour le compte d'un autre Etat ;
- les prestations familiales ;
- les rentes d'AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès ainsi que les allocations de retraites complémentaires ;
- l'assurance chômage ;
- la législation applicable ;
- les flux financiers étranger → France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens) ;
- les mouvements migratoires.

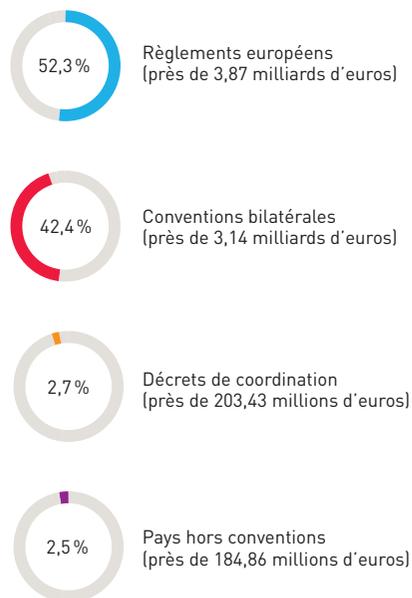
Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2015, **7,40 milliards d'euros** ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale contre près de 7,47 milliards d'euros en 2014, soit une baisse de près de 0,9 % représentant plus de 64,11 millions d'euros.

Cette évolution s'explique essentiellement par le poste des soins de santé - contrôles médicaux (- 136 millions d'euros) et le caractère exceptionnel des remboursements effectués en 2014 (régularisation des comptes avec l'Algérie et la Serbie et versements compensatoires auprès de l'Espagne), et ce malgré la hausse de 1,1 % (+ 70,6 millions d'euros) du poste retraite (Vieillesse + Retraite complémentaire).

RÉPARTITION DES PAIEMENTS RÉALISÉS

PAR LA FRANCE EN 2015



Cette répartition par zones géographiques est quasi identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans, depuis 2006. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2015 du présent rapport, la Direction des Etudes Financières et Statistiques (DEFS) du Cleiss a collecté, contrôlé puis enfin consolidé 8 972 états statistiques transmis selon la répartition suivante :

Régimes et organismes	Nombre d'états statistiques reçus
Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA)	3 945
Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (Cnamts)	3 106
Régime Social des Indépendants (RSI)	484
Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf)	474
AGIRC-ARRCO (Retraite complémentaire)	280
Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (Cnav)	248
Régimes spéciaux	207
Professions Libérales	160
Minier *	50
Établissement National des Invalides de la Marine (Enim)	14
Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN)	4
TOTAL GÉNÉRAL	8 972

* A compter du 1^{er} juillet 2015, la gestion du paiement des rentes AT a été reprise par le régime général.

Nota bene : les éléments recueillis dans le présent rapport sont donc le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible. S'agissant des détachements « entrants », les données sont celles communiquées à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) par les Etats européens.

TABLEAU SYNTHÉTIQUE - VENTILATION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE À L'ÉTRANGER

Type d'accord	Montants en euros									%
	Soins de santé et contrôles médicaux	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	TOTAL	
Règlements Européens	483 333 241	12 698 451	10 019 243	89 608 242	18 062 731	2 295 383 205	962 797 988	1 409 248	3 873 312 349	52,32
Conventions bilatérales	94 671 150	3 641 611	4 115 251	73 945 340	5 440 407	2 254 235 988	680 461 774	24 440 943	3 140 952 463	42,43
Décrets de coordination	95 746 392	36 783	970	73 886	101 316	29 786 046	77 682 545	0	203 427 938	2,75
Pays hors conventions	11 038 044			1 338 405	1 053 066	98 545 090	72 860 609	28 330	184 863 544	2,50
TOTAL 2015⁽¹⁾	684 788 828	16 376 844	14 135 463	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 878 521	7 402 556 294	100,00
TOTAL 2014⁽²⁾	820 843 120	16 665 167	14 766 919	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 880 193	7 466 668 994	
% d'évolution	-16,57	-1,73	-4,28	0,61	5,46	0,16	3,65	-0,01	-0,86	

(1) Le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » pour 2015 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit plus de 510,76 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements)

(2) Même remarque que (1). A titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination, par le Cleiss en 2014 (mission confiée au Cleiss jusqu'au 31/12/2014) est de près de 681,21 millions d'euros.

RÉPARTITION PAR TYPES DE PRESTATIONS DES PAIEMENTS RÉALISÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER EN 2015



Plus de 7,4 milliards d'euros payés par la France au cours de l'année 2015 en application des accords internationaux de sécurité sociale soit une baisse de plus de 64 millions d'euros par rapport à 2014 (- 0,86 %), en majeure partie due aux soins de santé et contrôles médicaux [- 136 millions d'euros]. Une telle chute à ce poste s'explique par le caractère exceptionnel de l'exercice 2014 où, d'une part, les comptes avec l'Algérie et la Serbie se sont vus régularisés, d'autre part, l'Espagne a bénéficié cette même année de remboursements importants venus compenser les retards de paiements des exercices précédents.

Le poste «retraite» représente à lui seul près de 87,5 % des flux financiers vers l'étranger : les pensions de vieillesse regroupent en effet près de 63,2 % du montant total des prestations servies à l'étranger, et les allocations de retraites complémentaires 24,2%. Les autres prestations totalisent un peu plus de 12,5 % du global.

Tous types d'accord

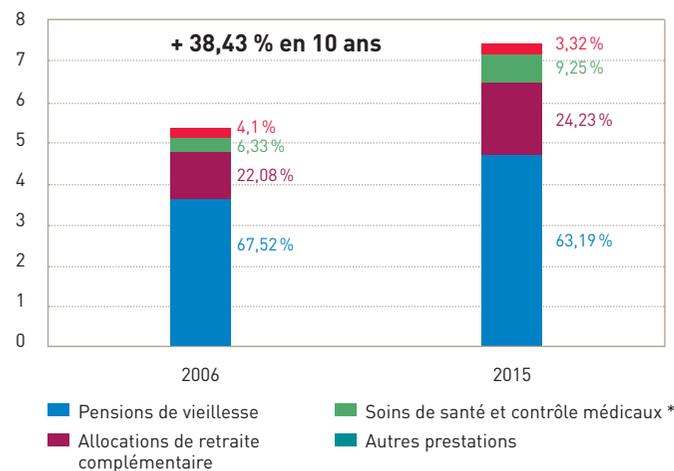
ÉVOLUTION DES PAIEMENTS EFFECTUÉS PAR LA FRANCE VERS L'ÉTRANGER DE 2006 À 2015

Année	Soins de santé et contrôles médicaux*	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	TOTAL
2006	338 638 481	19 289 207	13 257 753	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 422 283	5 347 669 423
2007	298 025 802	19 580 635	14 091 336	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 845 650	5 747 328 786
2008	322 007 048	19 714 569	13 736 323	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 543 682	6 001 022 695
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 199	182 415 910	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 945 359
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 914 173
2011	407 094 534	19 347 353	13 811 139	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 436 458
2012	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 171
2013	525 260 227	16 043 891	15 264 554	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 792 085	6 934 492 961
2014	820 843 120	16 665 167	14 766 919	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 880 193	7 466 668 994
2015	684 788 828	16 376 844	14 135 463	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 878 521	7 402 556 294
2006 À 2015	4 642 311 613	182 771 353	141 818 913	1 666 173 303	262 957 759	42 861 742 762	14 936 956 553	188 609 057	64 883 341 314
<i>Tx d'évolution annuel moyen (2006/2015)</i>	8,1%	-1,8%	0,7%	2,3%	-2,5%	2,9%	4,8%	3,2%	3,7%

[*] Depuis 2011, le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » comprend, en plus des montants remboursés dans le cadre de la coordination, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements).

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de 5,35 à plus de 7,4 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 3,7 % par an.

Milliards d'euros



Ce graphique ainsi que l'historique permettent de faire les observations suivantes :

- une stabilité incontestable dans la répartition des paiements selon les différents types de prestations entre 2006 et 2015 ;
- les tendances à la hausse comme à la baisse concernent toujours les mêmes prestations : Incapacité temporaire et pensions d'invalidité diminuent respectivement de 1,8 % et 2,5 % en moyenne par an. En revanche, soins de santé, pensions de vieillesse, allocations de retraites complémentaires, rentes AT-MP et allocations (veuvage et décès) connaissent le phénomène inverse et augmentent en moyenne de 2,3 à 8,1 % annuellement, avec une dynamique particulièrement élevée des soins de santé ;
- enfin, les prestations familiales sont restées quasi stables sur la période.





SOINS DE SANTÉ MALADIE AT-MP

• Les créances et dettes présentées	
→ Tous types d'accords	14
→ Règlements européens	16
→ Accords internationaux	19
• Les remboursements des dépenses de santé	
LES REMBOURSEMENTS PAR LA FRANCE	
→ Tous types d'accords	22
→ Règlements européens	25
→ Accords internationaux	27
→ Pays hors conventions	30
LES REMBOURSEMENTS DANS LE CADRE DE LA COORDINATION	
→ Tous types d'accords	34
→ Règlements européens	36
→ Accords internationaux	40
• Incapacité temporaire	
→ Règlements européens	45
→ Accords internationaux	51



Tous types d'accords

Les **créances présentées** par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des Etats avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (*voir chapitre en question ci-après*) aux États concernés.

Les **dettes présentées** par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un État avec lequel des accords de sécurité sociale visant le «risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles» ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (*voir chapitre en question ci-après*).

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES CES 10 DERNIÈRES ANNÉES, DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS ET DES ACCORDS INTERNATIONAUX DE SÉCURITÉ SOCIALE

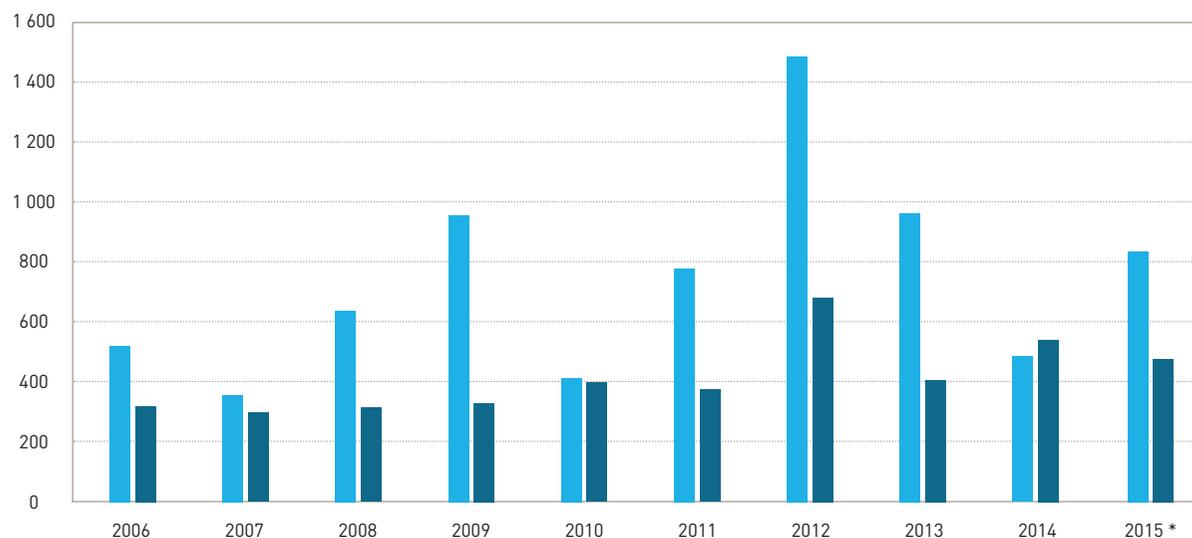
Années	Créances présentées par la France (euros)	% évolution [N/N-1]	Dettes notifiées à la France (euros)	% évolution [N/N-1]	Solde	% évolution [N/N-1]
2006	525 421 181		322 141 917		203 279 263	
2007	358 430 059	-31,78	301 289 163	-6,47	57 140 896	-71,89
2008	646 585 719	80,39	314 654 940	4,44	331 930 779	480,90
2009	968 006 485	49,71	333 718 575	6,06	634 287 910	91,09
2010	417 404 896	-56,88	401 363 840	20,27	16 041 056	-97,47
2011	787 958 819	88,78	381 119 651	-5,04	406 839 167	2 436,24
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
2013	977 432 190	-35,17	412 587 470	-40,04	564 844 719	-31,08
2014	489 966 018	-49,87	546 663 875	32,50	-56 697 857	-110,04
2015 *	856 258 728	74,76	473 886 246	-13,31	382 372 481	774,40
dont UE-EEE-Suisse	831 670 713		327 455 832		504 214 881	
dont hors UE-EEE-Suisse	24 588 014		146 430 414		-121 842 400	

* En 2015, transfert à la Cnamts de la gestion du recouvrement des créances et le règlement des dettes internationales, mission jusque-là assurée par le Cleiss.

Tous types d'accords

ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2006 ET 2015

Millions d'euros



* : En 2015, transfert à la Chamts de la gestion du recouvrement des créances et le règlement des dettes internationales, mission jusque là assurée par le Cleiss.

■ Créances présentées par la France (euros)
■ Dettes notifiées à la France (euros)



En 2015, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 382,4 millions d'euros ce qui constitue un renversement de tendance par rapport à 2014.

Il convient toutefois de noter que l'exercice précédent est particulier à plusieurs titres :

- D'une part, en matière de créances présentées, seul un semestre de facturation a été réalisé.
- D'autre part, compte tenu des commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie qui ont permis de régulariser plusieurs exercices comptables, les dettes notifiées avaient progressé de 32,5%.

En 2015, 97,1% des créances présentées et 69,1% des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.



Règlements européens

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2008 À 2015

Pays	2015		2014		2013		2012	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	105 538 264	43 699 123	55 057 579	32 276 346	111 806 512	43 005 129	170 157 258	48 175 103
Autriche	1 742 059	3 005 094	719 730	2 568 628	2 125 591	2 572 165	2 810 766	6 414 177
Belgique	160 714 020	132 499 632	84 113 632	129 829 921	187 853 556	136 714 774	283 105 031	210 716 207
Bulgarie	5 279 087	11 543	2 230 857	60 467	4 509 802	1 938	5 546 646	623
Chypre	91 789	18 415	14 705	11 738	43 399	14 172	43 820	47 034
Croatie	254 381	486 615	41 206	129 597	0	0	0	0
Danemark	5 909 731	82 615	3 193 885	8 163	7 938 543	0	13 461 578	0
Espagne	22 218 973	87 831 753	10 001 539	86 320 383	21 716 627	86 213 467	31 811 497	151 815 629
Estonie	347 660	3 814	103 967	20 567	568 634	4 295	917 401	18 790
Finlande	1 115 896	320 293	632 100	131 926	1 340 858	470 745	2 248 677	176 350
Grèce	4 288 053	262 638	1 759 095	174 563	5 190 236	1 108 093	6 006 053	55 898
Hongrie	1 608 310	234 350	509 833	191 723	1 181 039	151 544	1 253 431	150 054
Irlande	2 441 789	245 875	2 074 900	0	1 111 251	0	1 956 648	0
Islande	29 395	95 491	20 246	89 943	57 476	68 920	48 660	94 661
Italie	48 814 922	15 111 407	27 939 336	17 018 159	59 155 297	4 028 348	90 082 158	39 626 792
Lettonie	306 790	1 981	410 650	7 147	383 496	3 695	496 025	3 441
Liechtenstein	6 744	24 880	3 884	98 885	10 805	0	17 667	5 038
Lituanie	932 968	17 944	608 899	9 746	553 350	8 248	703 305	6 697
Luxembourg	166 300 073	21 514 635	83 838 245	3 901 876	171 044 606	11 369 450	250 129 184	30 226 897
Malte	75 371	98 928	25 186	31 122	32 022	124 467	38 831	140 465
Norvège	3 478 949	656 027	2 646 781	327 093	3 273 070	559 072	3 705 038	197 820
Pays-Bas	38 165 395	2 070 542	21 716 580	1 003 568	52 532 494	1 831 939	84 090 809	1 988 841
Pologne	7 808 078	884 351	4 009 749	1 144 886	8 568 959	965 043	12 542 308	964 842
Portugal	24 567 755	113 839	13 091 619	19 806 768	29 339 400	12 820 414	38 207 439	96 806 562
République tchèque	1 838 342	227 547	1 190 307	423 827	1 595 226	213 633	2 048 001	217 269
Roumanie	11 307 375	42 535	5 423 214	40 742	10 693 699	50 686	13 314 160	26 413
Royaume-Uni	187 837 462	431 214	96 110 928	790 533	258 344 896	0	443 843 518	7 548 519
Slovaquie	905 517	82 378	541 737	75 754	1 289 452	98 372	832 052	104 669
Slovénie	349 148	514 051	176 299	355 498	380 538	0	669 123	335 819
Suède	7 340 818	1 396 467	3 282 969	746 015	10 138 629	635 333	18 009 452	1 353 586
Suisse	20 055 599	15 469 852	10 846 873	17 953 935	18 503 347	34 753 935	21 265 081	16 042 208
TOTAL	831 670 713	327 455 832	432 336 527	315 549 522	971 282 810	337 787 874	1 499 361 617	613 260 404

Règlements européens

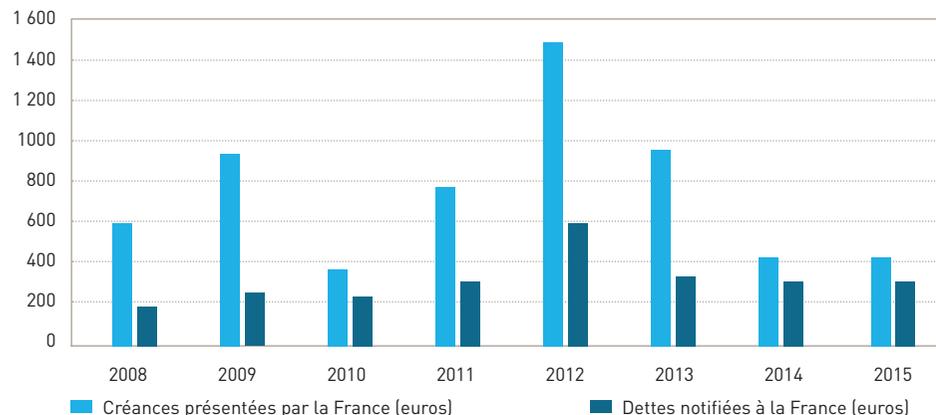
CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2008 À 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	2011		2010		2009		2008	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	83 140 978	48 504 923	70 053 217	42 420 139	116 052 367	24 879 474	91 357 152	16 546 302
Autriche	1 463 180	2 423 954	861 635	1 543 967	2 064 463	1 588 109	1 627 916	1 727 314
Belgique	140 572 183	115 593 187	57 436 703	26 581 576	165 128 838	106 984 214	111 977 501	68 586 401
Bulgarie	1 703 040	5 133	1 093 897	7 580	2 351 504	2 774	1 080 201	39
Chypre	119 525	12 673	93 147	19 719	77 675	1 235	8 637	1 346
Croatie	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	7 998 573	0	0	0	9 947 486	0	4 178 170	0
Espagne	14 983 348	21 903 709	14 039 456	69 148 629	22 202 561	64 371 226	17 393 523	60 720 102
Estonie	420 399	2 429	149 908	3 837	96 772	1 744	144 055	2 510
Finlande	1 152 599	300 040	575 513	453 020	1 821 566	78 183	935 169	137 025
Grèce	3 448 054	2 959 224	4 078 304	273 493	6 636 636	1 588 787	3 194 366	231 709
Hongrie	589 084	229 443	581 175	170 530	784 672	147 924	300 878	21 752
Irlande	1 102 271	0	0	0	1 093 078	0	461 482	0
Islande	100 848	22 903	101 300	34 137	66 548	8 568	74 811	45 178
Italie	44 527 311	16 005 987	34 453 391	13 421 206	60 426 182	14 766 522	47 555 767	7 600 699
Lettonie	131 146	1 138	161 618	3 196	94 343	570	71 675	1 762
Liechtenstein	2 845	20 831	12 799	16 774	4 854	13 470	1 951	15 170
Lituanie	292 067	10 008	206 519	9 440	314 721	2 590	137 079	3 094
Luxembourg	107 956 205	4 984 698	105 173 990	9 096 138	145 676 513	3 326 797	120 986 018	3 984 805
Malte	23 660	87 156	6 899	30 859	54 679	69 047	104 739	64 215
Norvège	2 076 556	530 431	1 278 520	251 559	2 602 454	312 499	1 750 119	0
Pays-Bas	50 262 380	2 459 129	12 173 829	4 781 282	62 543 851	0	21 593 595	3 362 042
Pologne	4 228 855	750 156	3 850 871	375 236	5 421 398	189 625	4 508 162	179 271
Portugal	19 121 744	84 140 987	11 951 896	41 022 402	26 805 996	16 722 752	18 493 982	269 605
République tchèque	1 344 049	377 766	984 662	226 280	1 516 679	102 695	1 408 842	117 698
Roumanie	4 379 433	1 816	5 328 485	20 908	4 439 983	6 772	1 488 136	7 259
Royaume-Uni	274 913 513	5 974 424	39 466 094	5 700 550	300 360 247	12 877 378	146 896 722	0
Slovaquie	634 219	35 471	429 942	23 273	682 343	37 541	705 093	40 732
Slovénie	118 297	337 937	265 973	120 407	274 783	184 904	172 228	145 222
Suède	9 974 306	831 283	1 336 581	2 142 806	13 705 012	0	7 008 649	1 250 985
Suisse	7 493 449	15 232 025	7 589 924	28 350 588	8 488 388	15 405 299	8 036 059	16 236 064
TOTAL	784 274 116	323 738 860	373 736 246	246 249 530	961 736 593	263 670 698	613 652 677	181 298 302

Règlements européens

ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2008 ET 2015

Millions d'euros



En 2015, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 504,2 millions d'euros ce qui représente une hausse de 331,7% (+ 387,4 millions d'euros) par rapport à 2014.

A noter cependant qu'en 2014 un seul semestre de facturation a pu être réalisé.

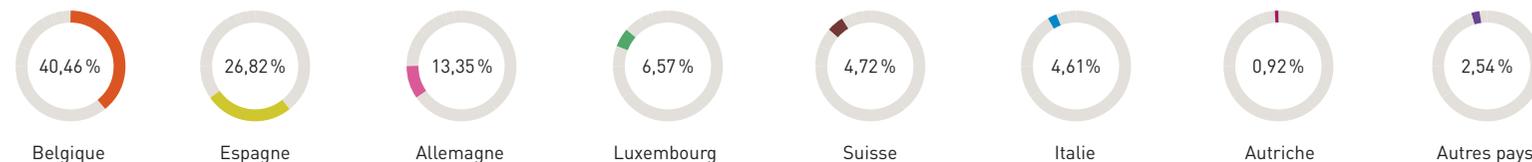
Par ailleurs, ce solde est positif de manière continue depuis 2008 avec un plus haut niveau atteint en 2012 (+ 886 millions d'euros).

CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LA FRANCE À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2015



En 2015, le groupe des 5 premiers pays représente 80,5% des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 187,8 millions d'euros soit une part de 22,6 %).

DETTES NOTIFIÉES À LA FRANCE PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2015



En 2015, la Belgique et l'Espagne ont notifié plus de 67% du volume global des dettes.

Accords internationaux

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2008 À 2015

	Pays	2015		2014		2013		2012	
		Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	19 456 448	56 623 838	55 445 494	146 034 001	1 209 631	0	1 195 554	0
	Allemagne (1)	1 617	0	781	0	1 806	0	1 653	1 645
	Andorre	817 401	810 122	360 336	843 781	1 145 838	839 498	1 518 733	923 059
	Belgique (1)	0	6 399	0	0	0	0	0	20 993
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	7 210	0
	Croatie	-	-	0	28	2 412	0	684	4 007
	Gabon	29	0	0	0	1 615	0	786	0
	Luxembourg (1)	18 919	0	24 440	0	71 607	0	116 655	0
	Macédoine	3 294	0	1 466	0	51 482	0	21 736	0
	Madagascar	0	0	0	79	0	0	0	458
	Mali	14 888	0	1 761	0	1 653	0	10 825	0
	Maroc	164 644	7 426 120	29 446	6 228 250	80 462	1 103 846	11 908	3 254 978
	Mauritanie	0	0	0	451	0	0	0	518
	Monténégro	1 919	0	873	0	2 897	0	6 386	0
	Pays-Bas (1)	0	0	16	0	0	0	8	0
	Québec	215 840	2 378 162	129 149	1 675 027	254 599	2 687 332	864 857	917 005
	Serbie	0	139	68 751	633 108	238	1 810	1 583	0
	Suisse (1)	133	0	11 681	0	7 456	0	18 031	0
Tunisie	164 912	0	61 751	0	171 370	0	174 020	9 827 948	
Turquie	125 356	56 241	63 794	56 516	122 774	102 630	552 922	5 305 568	
	SOUS-TOTAL	20 985 399	67 301 021	56 199 739	155 471 242	3 125 840	4 735 115	4 503 551	20 256 179
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	2 713 831	16 625 532	1 188 917	15 742 832	2 527 083	16 486 753	3 058 217	20 602 705
	Polynésie française	877 237	62 145 759	236 816	59 900 279	496 457	53 577 728	754 124	34 013 977
	Saint-Pierre-et-Miquelon	11 548	358 102	4 020	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL	3 602 616	79 129 393	1 429 752	75 643 111	3 023 540	70 064 481	3 812 340	54 616 682
	TOTAL GÉNÉRAL	24 588 014	146 430 414	57 629 491	231 114 353	6 149 380	74 799 596	8 315 891	74 872 861

(1) : concerne les bateliers rhénans

Accords internationaux

CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES DE 2008 À 2015

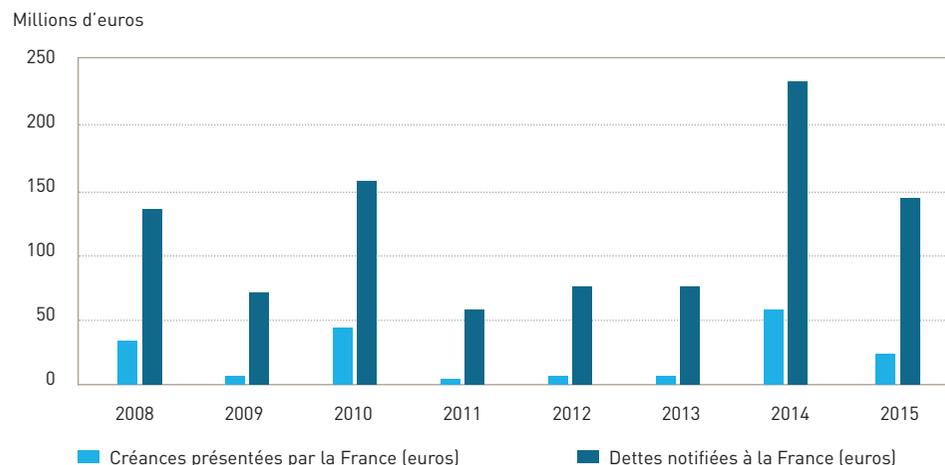
(SUITE ET FIN)

	Pays	2011		2010		2009		2008	
		Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	650 215	0	39 312 921	85 931 131	1 832 414	0	29 608 478	80 158 556
	Allemagne (1)	0	0	0	0	0	995	0	1 423
	Andorre	1 098 040	1 205 473	1 012 725	1 231 125	1 459 797	1 185 328	1 276 989	990 891
	Belgique (1)	0	0	0	0	0	0	112	0
	Bosnie-Herzégovine	0	0	48	186	0	0	0	0
	Cap-Vert	6 225	0	15 292	0	18 529	0	14 211	0
	Croatie	13 209	227	17 723	713	1 286	1 641	704	2 442
	Gabon	0	0	0	0	0	0	620	0
	Jersey	4 555	0	0	0	0	0	719	0
	Luxembourg (1)	109 400	0	60 787	0	143 523	0	138 511	0
	Macédoine	3 943	0	12 874	22	2 703	0	1 466	0
	Mali	206	0	1 106	0	1 292	937 247	1 904	0
	Maroc	0	21 145	0	1 766	3 965	1 882 000	0	16 117
	Mauritanie	0	0	0	0	0	598	0	0
	Monténégro	2 492	0	4 455	0	0	0	0	0
	Pays-Bas (1)	26	0	944	0	0	0	0	0
	Québec	283 217	906 387	331 132	911 739	604	514	270 037	654
	Sénégal	0	0	0	0	483 510	4 819 589	0	0
	Serbie	448	0	570 295	1 541 272	373	0	4 209	0
	Slovénie	0	0	0	0	11 740	0	0	0
Suisse (1)	8 431	0	11 929	0	245 860	5 642 947	12 338	0	
Tunisie	36 686	0	255 985	11 417 045	270 400	0	11 770	0	
Turquie	75 008	35 790	127 979	61 705	182 800	125 019	182 800	125 019	
	SOUS-TOTAL	2 292 100	2 169 021	41 736 195	101 096 704	4 658 795	14 595 878	31 524 868	81 295 102
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1 076 079	15 044 958	1 400 748	16 134 974	1 189 428	17 334 848	926 598	12 887 713
	Polynésie française	316 524	40 166 813	531 706	37 882 631	421 669	38 117 151	481 576	39 173 823
	SOUS-TOTAL	1 392 602	55 211 771	1 932 454	54 017 605	1 611 097	55 451 999	1 408 174	52 061 536
	TOTAL GÉNÉRAL	3 684 702	57 380 792	43 668 649	155 114 309	6 269 892	70 047 877	32 933 042	133 356 638

(1) : concerne les bateliers rhénans

Accords internationaux

ÉVOLUTION DES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES ENTRE 2008 ET 2015



En 2015, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de -121,8 millions d'euros.

Il faut noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2008, avec un pic atteint en 2014 soit - 173,5 millions d'euros.

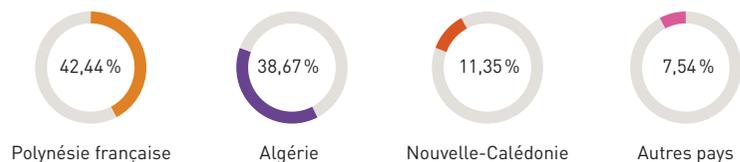
Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce solde négatif.

CRÉANCES PRÉSENTÉES PAR LA FRANCE À DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2015



En 2015, près de 80% des créances présentées par la France concernent l'Algérie pour un montant de 19,4 millions d'euros.

DETTES NOTIFIÉES À LA FRANCE PAR DES ORGANISMES ÉTRANGERS EN 2015



En 2015, les dettes notifiées par la Polynésie française et l'Algérie représentent plus de 81 % du volume global, soit un montant avoisinant les 119 millions d'euros.



Tous types d'accords

Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale, soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

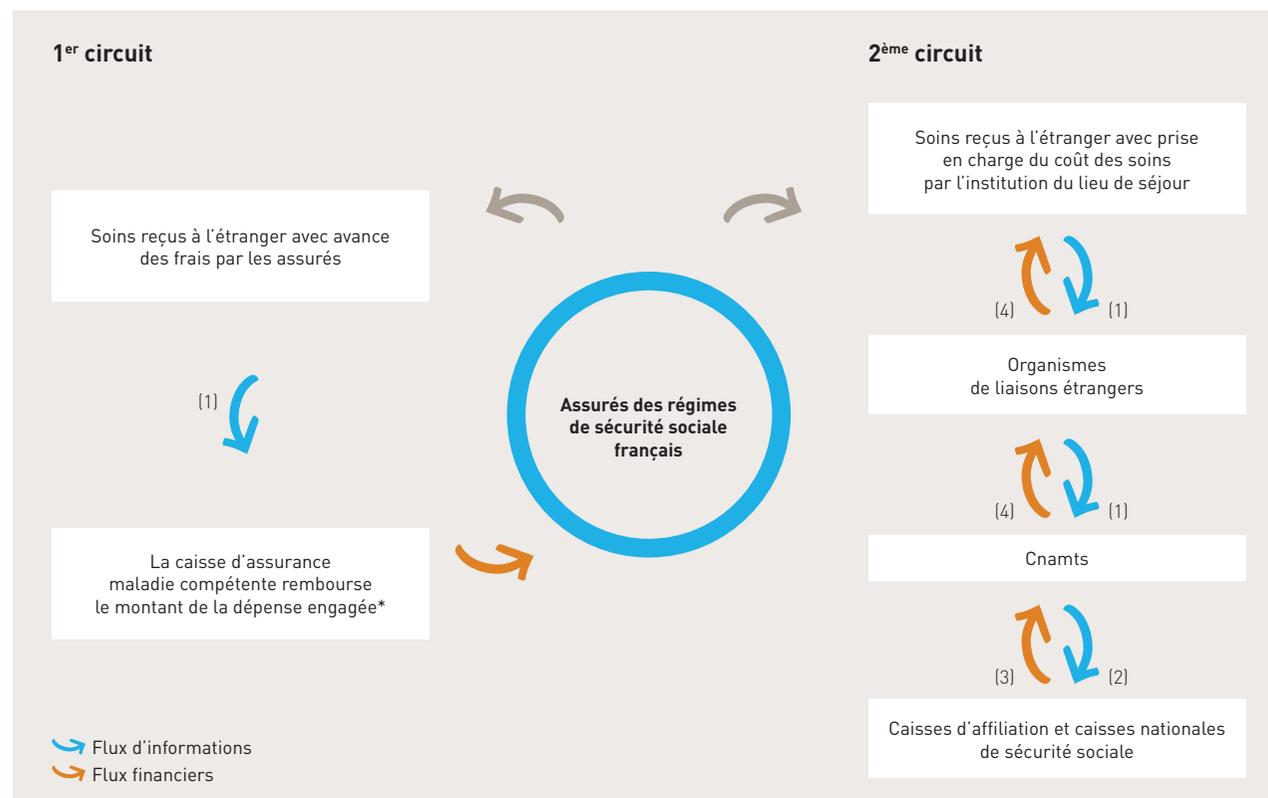
- **1^{er} circuit** : Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès de la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements dans le cadre de la directive soins de santé, de l'arrêt Vanbraekel, des conventions transfrontalières et de la législation interne (pays non lié à la France par un accord de sécurité sociale).
- **2^{ème} circuit** : Les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu de séjour et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination). Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.

1^{er} circuit :

- (1) Présentation des factures aux caisses d'affiliation

2^{ème} circuit :

- (1) Présentation à la Cnamts par les organismes étrangers des factures et forfaits à rembourser.
 (2) Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation.
 (3) Paiements par les caisses nationales.
 (4) Remboursement par la Cnamts des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits.



(*) : le montant remboursé ne peut excéder celui qui aurait été alloué par l'institution française compétente si les soins avaient été dispensés en France.

Tous types d'accords

La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

Concernant l'exercice 2015, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- **Régime général** : CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger)
- **Régime agricole** : CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole)
- **RSI** (Régime Social des Indépendants)
- **Régimes spéciaux** : SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer), RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes).
- **Régime des marins** : ENIM (Établissement National des Invalides de la Marine)
- **Mutuelle** : MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale)

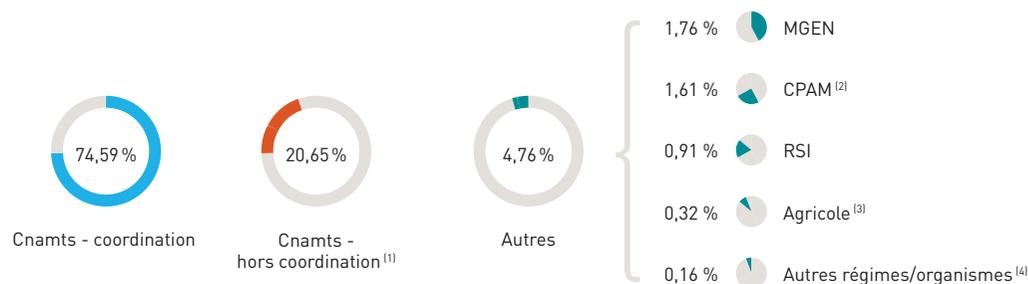
Régimes / Organismes	Montant (euros)
Cnamts - coordination	510 762 585
Cnamts - hors coordination (1)	141 439 815
MGEN	12 055 130
CPAM (2)	11 016 670
RSI	6 229 686
Agricole (3)	2 203 196
Autres régimes/organismes (4)	1 081 746
TOTAL GÉNÉRAL 2015	684 788 828

(1) dont 18 703 € au titre de l'arrêt vanbraekel

(2) au titre de conventions transfrontalières

(3) dont 178 996 € au titre de conventions transfrontalières

(4) dont 10 575 € pour la SNCF au titre de conventions transfrontalières



Tous types d'accords

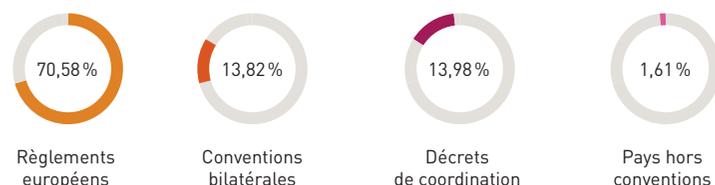
REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ PAR LES ORGANISMES DE SÉCURITÉ SOCIALE FRANÇAIS EN 2015

Type d'accord	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Total général		
	Soins médicalement nécessaires ou urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) *
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé							
Règlements Européens (détails par pays pages 25 à 26)	310 181	129 368 181	57 947	163 939 156	98 129	105 930 745	466 257	399 238 081	33 157	84 035 370	331	59 790	499 745	483 333 241	345 823 986
Conventions bilatérales (détails par pays pages 27 à 28)	62 680	16 711 494	2 241	3 279 660	150 458	19 657 558	215 379	39 648 712	160 442	55 021 926	44	512	375 865	94 671 150	71 046 377
Décrets de coordination (détails par pays page 29)	4 805	3 441 926	240	307 248	40 703	91 997 218	45 748	95 746 392	0	0	0	0	45 748	95 746 392	93 892 222
Pays hors conventions (détails par pays pages 30 à 33)	31 793	8 117 520	530	265 831	8 250	2 654 693	40 573	11 038 044	-	-	-	-	40 573	11 038 044	-
TOTAL GÉNÉRAL 2015	409 459	157 639 121	60 958	167 791 894	297 540	220 240 214	767 957	545 671 229	193 599	139 057 296	375	60 032	961 931	684 788 828	510 762 585
TOTAL GÉNÉRAL 2014	438 709	184 507 020	57 819	138 988 037	169 511	152 872 137	666 039	476 367 194	435 943	344 475 926	-	19 451	1 101 982	820 843 120	681 209 151
% d'évolution	-6,67%	-14,56%	5,43%	20,72%	75,53%	44,07%	-8,01%	19,76%	-55,59%	-59,63%	-	-	-12,71%	-16,57%	-25,02%

* Voir schéma des remboursements en début de partie.

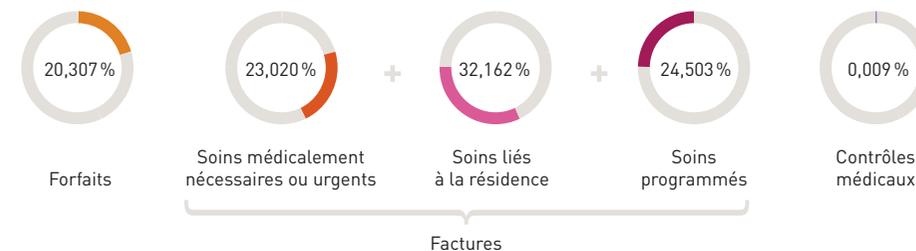
(1) Y compris 683,33 € remboursés à 4 personnes au titre de soins urgents lors d'une croisière.

RÉPARTITION DES REMBOURSEMENTS DE SOINS DE SANTÉ PAR TYPES D'ACCORDS EN 2015



70,6% des remboursements effectués en 2015 par les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

RÉPARTITION DES DÉPENSES SELON LE MODE DE REMBOURSEMENT ET LE TYPE DE SOINS EN 2015

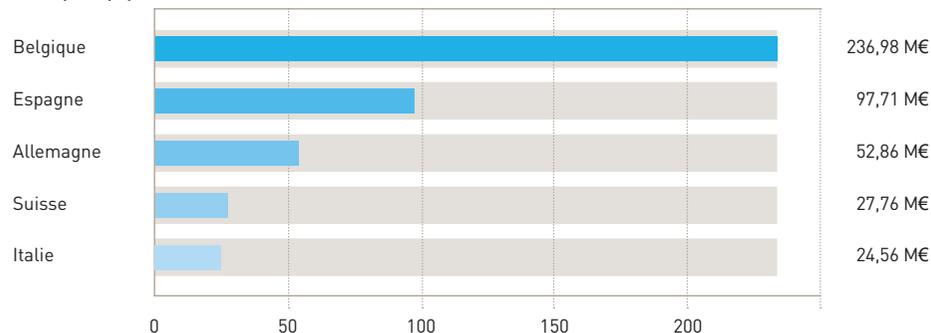


79,7% des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2015 ont été remboursées sur factures.

Règlements européens

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE

Principaux pays



Pays	Factures							Forfaits				Contrôles médicaux		Total général			
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)						
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **
Allemagne	39 287	13 941 031	2 411	9 546 551	37 146	28 837 452	78 844	52 325 034	27	17 106 *	141	522 604 *	0	0	79 012	52 864 744	50 731 098
Autriche	5 822	2 493 674	79	207 419	2 071	1 604 749	7 972	4 305 842	2	2 048	270	555 871	0	0	8 244	4 863 761	4 551 295
Belgique	44 253	42 693 414	40 058	132 585 058	29 055	54 586 506	113 366	229 864 978	6	3 439	2 260	7 100 118	152	6 968	115 784	236 975 503	131 117 613
Bulgarie	744	127 982	48	13 992	149	23 414	941	165 388	0	0	27	2 149	0	0	968	167 537	55 831
Chypre	229	54 650	3	6 336	62	10 076	294	71 062	0	0	0	0	0	0	294	71 062	13 890
Croatie	2 609	238 531	216	51 008	475	156 413	3 300	445 951	0	0	0	0	0	0	3 300	445 951	368 690
Danemark	277	74 215	8	665	24	1 329	309	76 209	0	0	0	0	0	0	309	76 209	65 826
Espagne	92 473	29 838 948	8 311	6 003 797	2 150	592 710	102 934	36 435 454	68	39 875	22 777	61 205 682	156	32 938	125 935	97 713 949	86 673 788
Estonie	103	10 354	6	4 277	15	5 376	124	20 007	0	0	0	0	0	0	124	20 007	9 114
Finlande	757	329 804	11	5 326	114	10 582	882	345 713	1	518	15	33 745	0	0	898	379 976	340 841
Grèce	6 297	1 226 027	187	92 730	701	179 208	7 185	1 497 964	0	0	0	0	0	0	7 185	1 497 964	318 941
Hongrie	2 682	761 522	1 146	399 954	2 580	326 292	6 408	1 487 768	8	367	200	65 430	0	0	6 616	1 553 565	429 353
Irlande	517	32 794	13	2 540	148	14 474	678	49 808	0	0	0	0	0	0	678	49 808	0
Islande	282	62 305	1	25	6	736	289	63 067	0	0	0	0	0	0	289	63 067	53 750
Italie	20 890	7 975 508	531	137 765	8 635	5 450 455	30 056	13 563 729	5	7 412	4 938	10 972 612	9	18 929	35 008	24 562 681	23 643 335

Règlements européens

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE (SUITE ET FIN)

Pays	Factures								Forfaits				Contrôles médicaux		Total général		
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé					
Lettonie	95	8 096	5	312	19	2 278	119	10 686	0	0	0	0	0	0	119	10 686	3 454
Liechtenstein	14	5 077	0	0	21	56 761	35	61 837	0	0	8	38 850	0	0	43	100 687	100 018
Lituanie	192	22 520	10	1 081	65	13 297	267	36 899	0	0	0	0	0	0	267	36 899	21 352
Luxembourg	10 466	2 756 791	1 656	3 938 842	2 038	6 173 953	14 160	12 869 586	0	0	10	59 378	0	0	14 170	12 928 964	12 258 787
Malte	842	135 380	12	375	52	5 383	906	141 138	0	0	47	69 126	0	0	953	210 264	113 754
Norvège	326	672 600	0	0	47	7 978	373	680 578	0	0	5	19 435	0	0	378	700 014	661 602
Pays-Bas	3 059	2 067 041	64	45 726	869	321 112	3 992	2 433 879	3	11 132	1	7 471	0	0	3 996	2 452 482	2 259 666
Pologne	7 157	1 154 798	192	32 218	5 284	573 716	12 633	1 760 732	294	32 896	605	202 871	9	502	13 541	1 997 001	1 703 925
Portugal	52 255	10 024 240	1 377	146 381	653	429 930	54 285	10 600 550	1	847	42	57 578	0	0	54 328	10 658 976	7 942 191
République tchèque	2 065	602 982	217	265 491	803	285 409	3 085	1 153 882	0	0	0	0	0	0	3 085	1 153 882	575 805
Roumanie	963	218 456	227	72 891	237	27 968	1 427	319 315	0	0	2	413	0	0	1 429	319 728	35 257
Royaume-Uni	922	131 306	45	214 988	491	62 452	1 458	408 746	0	0	201	859 194	0	0	1 659	1 267 940	859 194
Slovaquie	751	129 491	20	464	440	73 286	1 211	203 242	1	34	2	514	0	0	1 214	203 790	177 498
Slovénie	1 120	347 299	4	197	424	404 685	1 548	752 180	0	0	0	0	0	0	1 548	752 180	739 457
Suède	1 968	1 389 559	16	4 353	74	15 750	2 058	1 409 662	0	0	14	47 414	0	0	2 072	1 457 076	1 417 537
Suisse	10 601	9 829 914	1 071	10 158 211	3 281	5 677 016	14 953	25 665 141	9	7 728	1 167	2 091 514	5	454	16 134	27 764 837	18 581 127
Croisières	163	11 872	2	181	0	0	165	12 053	0	0	0	0	0	0	165	12 053	0
TOTAL 2015	310 181	129 368 181	57 947	163 939 156	98 129	105 930 745	466 257	399 238 081	425	123 402	32 732	83 911 968	331	59 790	499 745	483 333 241	345 823 986
TOTAL 2014	318 667	134 982 942	53 615	134 523 407	92 905	98 818 135	465 187	368 324 484	367	260 659	57 452	182 770 540	-	17 212	523 006	551 372 895	441 547 446
% d'évolution	-2,66%	-4,16%	8,08%	21,87%	5,62%	7,20%	0,23%	8,39%	15,80%	-52,66%	-43,03%	-54,09%	-	247,37%	-4,45%	-12,34%	-21,68%

(a) Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires.

(b) Attestation pour l'inscription des titulaires de pension ou de rente ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires.

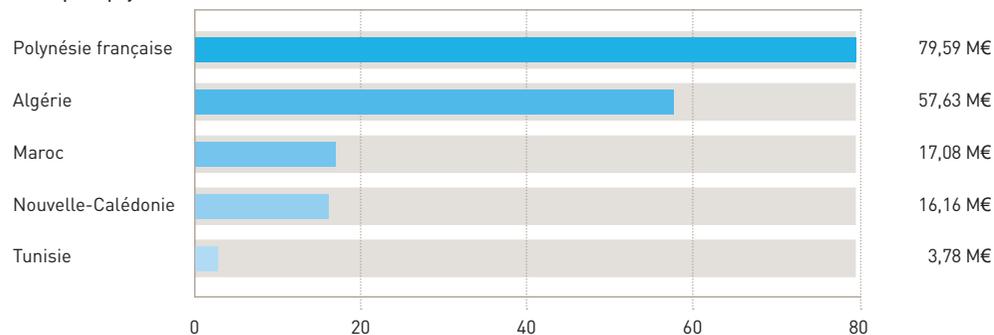
* Il s'agit de forfaits au titre des années où les anciens règlements s'appliquaient encore. En effet, il peut y avoir un décalage de plusieurs années au regard de la publication des coûts moyens.

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Accords internationaux

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE

Principaux pays



Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Total général		
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)**
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé							
CONVENTIONS BILATÉRALES															
Algérie	4 200	1 798 619	332	799 165	170	14 137	4 702	2 611 921	160 442	55 021 926	0	0	165 144	57 633 847	55 021 926
Andorre	1 331	393 078	16	5 911	5 452	3 115 987	6 799	3 514 976	0	0	0	0	6 799	3 514 976	3 385 925
Argentine	408	59 317	4	290	150	133 614	562	193 221	0	0	0	0	562	193 221	0
Bénin	148	23 549	4	5 637	138	22 593	290	51 779	0	0	0	0	290	51 779	0
Bosnie-herzégovine	138	24 812	2	36	6	720	146	25 569	0	0	0	0	146	25 569	0
Brésil	846	209 433	13	16 029	533	144 771	1 392	370 233	0	0	0	0	1 392	370 233	0
Cameroun	257	77 005	20	28 159	268	51 427	545	156 590	0	0	0	0	545	156 590	0
Canada	2 620	528 180	62	3 539	574	231 302	3 256	763 020	0	0	0	0	3 256	763 020	0
Cap-Vert	138	10 449	1	21	5	151	144	10 622	0	0	0	0	144	10 622	0
Chili	424	118 244	7	585	261	243 275	692	362 105	0	0	0	0	692	362 105	0
Congo	82	38 172	5	10 625	157	25 586	244	74 383	0	0	0	0	244	74 383	0
Corée	125	39 268	2	183	129	33 607	256	73 058	0	0	0	0	256	73 058	0
Côte d'Ivoire	308	89 313	22	24 548	278	73 553	608	187 415	0	0	0	0	608	187 415	0
États-Unis	4 971	1 299 283	71	11 876	1 353	498 086	6 395	1 809 244	0	0	0	0	6 395	1 809 244	0

Accords internationaux

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE (SUITE)

Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Total général		
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)**
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé							
Gabon	66	13 653	3	322	159	29 130	228	43 105	0	0	0	0	228	43 105	0
Guernesey	11	2 113	0	0	0	0	11	2 113	0	0	0	0	11	2 113	0
Inde	634	222 163	24	19 915	203	45 408	861	287 485	0	0	0	0	861	287 485	0
Israël	3 047	683 065	76	31 157	99	20 592	3 222	734 813	0	0	0	0	3 222	734 813	0
Japon	658	139 653	9	486	205	30 536	872	170 675	0	0	0	0	872	170 675	0
Jersey	5	130	0	0	0	0	5	130	0	0	0	0	5	130	0
Kosovo	23	1 743	1	480	4	745	28	2 968	0	0	0	0	28	2 968	0
Macédoine	53	11 565	3	947	30	1 655	86	14 167	0	0	0	0	86	14 167	0
Madagascar	508	55 919	15	9 484	489	82 069	1 012	147 472	0	0	0	0	1 012	147 472	0
Mali	129	137 087	60	454 517	155	17 046	344	608 650	0	0	0	0	344	608 650	0
Maroc	19 473	5 587 335	797	1 080 904	125 814	10 415 521	146 084	17 083 760	0	0	44	512	146 128	17 084 272	9 091 315
Mauritanie	17	13 324	2	1 765	72	8 096	91	23 186	0	0	0	0	91	23 186	0
Monaco	21	93 128	0	0	3	211	24	93 339	0	0	0	0	24	93 339	0
Monténégro	59	11 095	1	11	0	0	60	11 107	0	0	0	0	60	11 107	0
Niger	31	6 635	0	0	74	8 868	105	15 502	0	0	0	0	105	15 502	0
Philippines	248	96 210	2	1 032	54	27 476	304	124 719	0	0	0	0	304	124 719	0
Québec	9	5 322	0	0	10 901	3 547 210	10 910	3 552 532	0	0	0	0	10 910	3 552 532	3 547 210
Saint-Marin	8	10 010	0	0	0	0	8	10 010	0	0	0	0	8	10 010	0
Sénégal	2 333	484 120	64	84 643	664	159 930	3 061	728 694	0	0	0	0	3 061	728 694	0
Serbie	482	111 936	29	24 184	59	6 481	570	142 601	0	0	0	0	570	142 601	0
Togo	176	45 312	7	5 434	133	25 253	316	76 000	0	0	0	0	316	76 000	0
Tunisie	12 670	2 790 821	430	558 826	1 369	428 181	14 469	3 777 828	0	0	0	0	14 469	3 777 828	0
Turquie	5 968	1 470 705	157	98 949	448	204 034	6 573	1 773 688	0	0	0	0	6 573	1 773 688	0
Uruguay	51	9 044	0	0	49	10 306	100	19 350	0	0	0	0	100	19 350	0
SOUS-TOTAL	62 676	16 710 811	2 241	3 279 660	150 458	19 657 558	215 375	39 648 029	160 442	55 021 926	44	512	375 861	94 670 467	71 046 377

Accords internationaux

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE

(SUITE ET FIN)

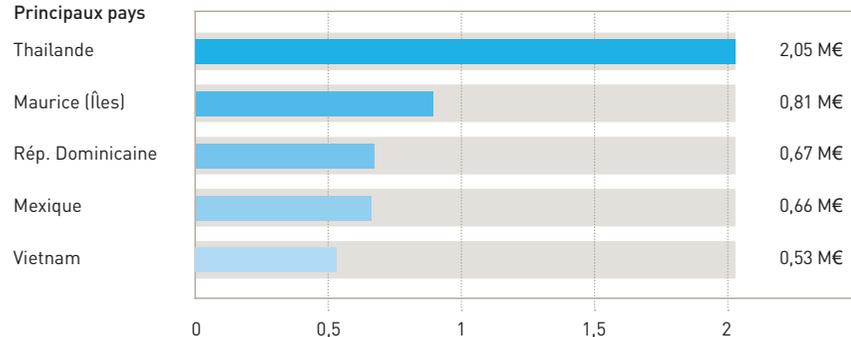
Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Total général			
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total									
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)**	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	2 095	797 923	160	241 307	5 816	15 118 044	8 071	16 157 274	0	0	0	0	8 071	16 157 274	15 881 116
	Polynésie française	2 672	2 642 260	78	65 887	34 881	76 878 938	37 631	79 587 085	0	0	0	0	37 631	79 587 085	78 011 106
	Saint-Pierre-et-Miquelon	38	1 743	2	53	6	236	46	2 033	0	0	0	0	46	2 033	0
	SOUS-TOTAL	4 805	3 441 926	240	307 248	40 703	91 997 218	45 748	95 746 392	0	0	0	0	45 748	95 746 392	93 892 222
	Croisières	4	683	0	0	0	0	4	683	0	0	0	0	4	683	0
TOTAL GÉNÉRAL 2015	67 485	20 153 420	2 481	3 586 908	191 161	111 654 776	261 127	135 395 104	160 442	55 021 926	44	512	421 613	190 417 542	164 938 599	
TOTAL GÉNÉRAL 2014	93 979	44 188 215	3 618	4 245 921	68 199	51 600 435	165 796	100 034 571	378 124	161 444 727	-	2 239	543 920	261 481 538	239 661 705	
% d'évolution	-28,19%	-54,39%	-31,43%	-15,52%	180,30%	116,38%	57,50%	35,35%	-57,57%	-65,92%	-	-77,12%	-22,49%	-27,18%	-31,18%	

** Voir schéma des remboursements en début de partie.

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE

Principaux pays



Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Afghanistan	2	103	0	0	4	211	6	314
Afrique Du Sud	399	120 398	6	314	313	70 884	718	191 596
Albanie	13	3 611	2	3 915	6	411	21	7 937
Angola	1	99	0	0	27	2 378	28	2 477
Arabie Saoudite	75	21 364	1	16	162	26 379	238	47 759
Arménie	30	9 474	3	1 925	12	1 609	45	13 008
Australie	1 088	266 375	19	510	251	77 101	1 358	343 986
Azerbaïdjan	6	778	0	0	2	174	8	952
Bahreïn	3	324	1	1 902	26	21 375	30	23 601
Bangladesh	5	976	1	25	2	102	8	1 102
Bélize	8	2 224	0	0	1	165	9	2 388
Biélorussie	10	275	2	6 818	1	16	13	7 109
Birmanie	92	14 135	0	0	14	1 149	106	15 283
Bolivie	155	41 079	2	149	102	126 621	259	167 849
Botswana	2	2 377	0	0	0	0	2	2 377
Brunei	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina-Faso	236	59 512	5	202	177	30 502	418	90 216
Burundi	3	37	0	0	7	267	10	303
Cambodge	734	249 846	7	444	197	39 094	938	289 384
Chine	779	272 183	3	1 346	624	161 427	1 406	434 956
Colombie	332	45 062	9	2 631	231	102 497	572	150 190

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE (SUITE)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Comores	15	7 877	3	5 167	14	895	32	13 938
Costa Rica	330	82 760	1	57	62	46 453	393	129 270
Cuba	806	77 112	8	622	14	4 007	828	81 741
Djibouti	66	13 615	0	0	146	30 112	212	43 727
Egypte	421	99 563	6	3 626	147	24 756	574	127 944
El Salvador	17	4 760	0	0	59	30 717	76	35 477
Emirats Arabes Unis	517	100 138	10	2 782	488	128 690	1 015	231 611
Equateur	134	21 204	3	221	116	35 230	253	56 655
Erythrée	0	0	0	0	0	0	0	0
Ethiopie	19	7 268	0	0	68	4 867	87	12 135
Ex Etats Malais	0	0	0	0	0	0	0	0
Gambie	2	369	0	0	0	0	2	369
Géorgie	10	369	1	126	10	972	21	1 467
Ghana	7	186	0	0	48	3 938	55	4 124
Groënland	2	133	0	0	0	0	2	133
Guatémala	62	18 991	0	0	60	35 788	122	54 779
Guinée	23	14 865	3	12 750	70	7 265	96	34 881
Guinée-Bissau	1	264	0	0	0	0	1	264
Guinée-Equatoriale	7	388	0	0	10	854	17	1 242
Guyana	0	0	0	0	0	0	0	0
Haiti	19	16 371	1	2 003	23	3 529	43	21 903
Honduras	22	4 855	0	0	28	15 759	50	20 614
Hong-Kong	215	72 468	4	6 415	192	45 532	411	124 414
Indonésie	1 341	382 836	14	4 281	240	46 802	1 595	433 919
Irak	0	0	0	0	0	0	0	0
Iran	27	6 986	0	0	10	6 493	37	13 479
Jamaïque	20	5 748	1	59	14	496	35	6 303
Jordanie	37	4 873	0	0	96	16 027	133	20 900
Kazakhstan	6	871	0	0	46	1 762	52	2 633
Kénya	56	36 327	2	55	77	17 035	135	53 416
Kirghizistan	3	844	0	0	0	0	3	844
Koweït	11	642	0	0	52	8 458	63	9 100
Laos	150	20 983	5	1 307	98	14 668	253	36 957

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE (SUITE)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Lésotho	0	0	0	0	0	0	0	0
Liban	1 022	190 602	34	16 852	380	184 321	1 436	391 774
Libéria	2	36	0	0	0	0	2	36
Libye	1	1 034	0	0	0	0	1	1 034
Macao	4	122	0	0	0	0	4	122
Malaisie	250	61 473	2	525	182	41 780	434	103 777
Malawi	0	0	0	0	1	58	1	58
Maldives	94	24 382	0	0	1	20	95	24 403
Maurice (Iles)	3 097	666 673	71	31 084	407	117 205	3 575	814 961
Mélanésie	23	802	2	493	80	14 751	105	16 046
Mexique	1 233	350 897	19	1 244	476	305 233	1 728	657 374
Micronésie	1	16	0	0	0	0	1	16
Moldavie	11	3 168	0	0	0	0	11	3 168
Mongolie	30	7 353	2	196	2	101	34	7 650
Mozambique	2	356	0	0	28	8 775	30	9 131
Namibie	53	24 355	2	116	4	702	59	25 173
Népal	190	79 478	2	27	11	1 347	203	80 852
Nicaragua	31	4 386	0	0	23	12 205	54	16 592
Nigéria	0	0	0	0	29	6 528	29	6 528
Nouvelle-Zélande	282	35 539	5	1 341	51	11 808	338	48 688
Oman	37	5 139	0	0	8	645	45	5 783
Ouganda	4	103	1	5	7	951	12	1 058
Ouzbékistan	11	782	0	0	6	572	17	1 354
Pakistan	20	6 756	1	234	11	631	32	7 622
Palestine	2	1 067	0	0	0	0	2	1 067
Panama	96	11 603	2	196	38	17 600	136	29 399
Paraguay	22	2 294	0	0	38	8 356	60	10 650
Pérou	947	276 907	14	422	117	77 212	1 078	354 541
Petites Antilles	170	57 227	3	40	10	2 034	183	59 301
Polynésie	1	120	0	0	0	0	1	120
Qatar	25	1 364	0	0	91	19 993	116	21 357
Rep. Centrafricaine	14	354	0	0	12	422	26	776
Rep. Dem. Congo	18	7 390	1	1 168	42	3 699	61	12 257
Rep. Dominicaine	2 046	618 156	22	1 523	101	47 455	2 169	667 134

Pays hors conventions

REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ EN 2015 PAR LA FRANCE

(SUITE ET FIN)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Rep. Pop. De Corée	5	2 276	0	0	0	0	5	2 276
Russie	366	146 361	9	304	233	33 127	608	179 792
Rwanda	9	3 355	1	42	11	507	21	3 905
Saint-Bathélemy	1	2	0	0	0	0	1	2
Sao Tome Et Principes	1	48	0	0	0	0	1	48
Seychelles	127	13 035	3	1 637	13	1 847	143	16 519
Sierra Léone	0	0	0	0	1	66	1	66
Singapour	463	92 631	9	830	380	99 610	852	193 071
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	2	3 218	0	0	11	817	13	4 035
Sri Lanka	208	91 552	6	3 322	12	977	226	95 850
Surinam	7	6 711	0	0	16	809	23	7 521
Swaziland	2	33	0	0	0	0	2	33
Syrie	3	3 371	0	0	1	177	4	3 548
Tadjikistan	2	2 606	0	0	0	0	2	2 606
Taiwan	74	10 253	1	12	38	5 257	113	15 522
Tanzanie	49	11 251	0	0	8	856	57	12 107
Tchad	19	4 503	0	0	34	5 280	53	9 783
Territoires D'Outre-Mer des États-Unis	37	5 473	0	0	9	1 183	46	6 657
Territoires D'Outre-Mer du Royaume-Uni	29	4 331	0	0	1	31	30	4 363
Thaïlande	5 200	1 795 368	73	18 626	418	237 796	5 691	2 051 790
Timor Oriental	2	43	0	0	0	0	2	43
Turkménistan	2	3 149	0	0	1	73	3	3 223
Ukraine	38	6 771	2	360	24	3 115	64	10 247
Vénézuéla	25	20 916	0	0	71	45 126	96	66 042
Vietnam	1 443	380 478	38	14 123	444	138 846	1 925	533 447
Yémen	1	96	0	0	0	0	1	96
Zambie	0	0	0	0	2	41	2	41
Zimbabwe	11	1 700	0	0	14	1 079	25	2 779
Autres Pays	2 423	792 864	23	89 416	3	119	2 449	882 398
Croisières	3 186	161 299	59	22 027	2	80	3 247	183 406
TOTAL 2015	31 793	8 117 520	530	265 831	8 250	2 654 693	40 573	11 038 044
TOTAL 2014	26 063	5 335 863	586	218 708	8 407	2 453 567	35 056	8 008 138
% d'évolution	21,99%	52,13%	-9,56%	21,55%	-1,87%	8,20%	15,74%	37,84%



Tous types d'accords

Ces remboursements correspondent aux prestations de soins de santé servies aux assurés des régimes français et étrangers de sécurité sociale et dont le coût est pris en charge dans un premier temps par les institutions des territoires sur lesquels ont été engagées ces dépenses (lieu de séjour ou de résidence). Cette prise en charge fait l'objet dans

un second temps de remboursements entre institutions compétentes sur la base des créances présentées et dettes notifiées les années précédentes (voir début de chapitre). En France, l'institution en charge depuis 2015 de gérer ce mécanisme de coordination est le Centre National des Soins à l'Etranger (CNSE).

SYNTHÈSE DES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SOINS DE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA COORDINATION

Pays	Remboursements par la France					Remboursements à la France				
	Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total
	Factures	Forfaits	Factures			Factures	Forfaits	Factures		
de l'UE-EEE-Suisse	261 728 826	84 035 370	59 790	345 823 986	<i>67,71</i>	736 724 328	6 350 218	6 217	743 080 764	<i>97,53</i>
hors UE-EEE-Suisse	109 916 160	55 021 926	512	164 938 599	<i>32,29</i>	1 551 018	17 267 881	3 789	18 822 688	<i>2,47</i>
TOTAL 2015	371 644 987	139 057 296	60 302	510 762 585	100,00	738 275 346	23 618 099	10 006	761 903 452	100,00
<i>% du total</i>	<i>72,76</i>	<i>27,23</i>	<i>0,01</i>	<i>100,00</i>		<i>96,90</i>	<i>3,10</i>	<i>0,00</i>	<i>100,00</i>	
TOTAL 2014	336 713 773	344 475 927	19 451	681 209 151		532 199 955	67 554 563	627	599 755 144	
<i>% d'évolution</i>	<i>10,37</i>	<i>-59,63</i>	<i>210,02</i>	<i>-25,02</i>		<i>38,72</i>	<i>-65,04</i>	<i>1 497,19</i>	<i>27,04</i>	



En 2015, la France s'est acquittée de dettes pour un montant global avoisinant les 510,8 millions d'euros.

- 72,8% de ce montant concerne des remboursements sur factures, 27,2% des remboursements sur forfaits.
- 67,7% a pour origine des séjours dans la zone de l'UE-EEE-Suisse et 32,3% des séjours dans les pays liés à la France par une convention bilatérale ou un décret de coordination (accords internationaux de sécurité sociale).

Ces remboursements, pour la zone UE-EEE-Suisse, concernent tous les pays à l'exception de l'Irlande. Pour les pays ou territoires liés à la France par un accord international de sécurité sociale, il s'agit de : Algérie, Andorre, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Québec.

Dans le sens inverse, les organismes étrangers se sont acquittés auprès de la France d'un montant global de 761,9 millions d'euros de créances françaises réparties de la façon suivante :

- 96,9% sur présentation de factures et 3,1% sur présentation d'un forfait.
- 97,5% de ces paiements ont été effectués par les pays de la zone UE-EEE-Suisse .

L'ensemble des pays de l' UE-EEEE-Suisse (soit 31 pays) sont concernés, 9 pays ou territoires liés à la France par un accord international de sécurité sociale (Algérie, Mali, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Serbie, Tunisie et Turquie) auxquels il convient de rajouter l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse pour leurs bateliers rhénans.

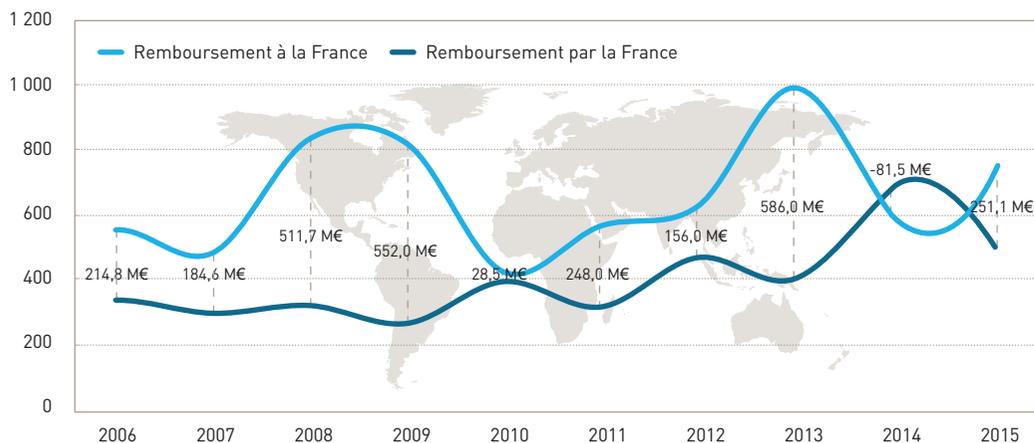
Tous types d'accords

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SOINS DE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA COORDINATION

Année	Remboursements par la France							Remboursements à la France						
	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%	Factures			Factures	%	Forfaits	%	Factures		
2006	155 802 910	46,0	182 813 438	54,0	22 133	338 638 481		364 353 167	65,8	189 076 384	34,2	123	553 429 674	
2007	162 734 320	54,6	135 233 551	45,4	57 931	298 025 802	-11,99	287 515 082	59,6	195 106 908	40,4	105	482 622 095	-12,79
2008	161 952 703	50,3	160 010 109	49,7	44 236	322 007 048	8,05	402 609 808	48,3	431 049 757	51,7	0	833 659 565	72,74
2009	157 304 687	59,0	109 342 509	41,0	25 410	266 672 606	-17,18	452 516 012	55,2	367 088 065	44,8	0	819 604 076	-1,69
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	395 791 024	48,42	270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	424 337 955	-48,23
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	582	625 794 168	10,67
2013	329 915 911	81,6	74 432 142	18,4	103 749	404 451 802	-13,91	942 979 107	95,2	47 481 386	4,8	12 815	990 473 309	58,27
2014	336 713 773	49,4	344 475 927	50,6	19 451	681 209 151	68,43	532 199 955	88,7	67 554 563	11,3	627	599 755 144	-39,45
2015	371 644 986	72,8	139 057 296	27,2	60 302	510 762 584	-25,02	738 275 346	96,9	23 618 099	3,1	10 006	761 903 451	27,04
PÉRIODE (2006 - 2015)	2 372 433 237	59,2	1 631 980 972	40,7	451 466	4 004 865 675		4 886 242 437	73,4	1 770 784 843	26,6	32 571	6 657 059 851	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS

Millions d'euros



Excepté l'exercice 2014, les remboursements à la France par les organismes étrangers ont toujours été, durant la décennie, supérieurs à ceux effectués par la France. 2014 est une année particulière dans la mesure où les paiements avec les organismes étrangers ont été arrêtés en novembre du fait du transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE. En outre, des régularisations de comptes sont intervenues durant les commissions mixtes avec l'Algérie et la Serbie.

Enfin, l'Espagne a bénéficié également de remboursements plus importants en 2014 compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.



Règlements européens

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre État membre que l'État compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72) ; il en est de même pour les contrôles médicaux. A compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). À compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

Depuis 2015, le CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger) rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

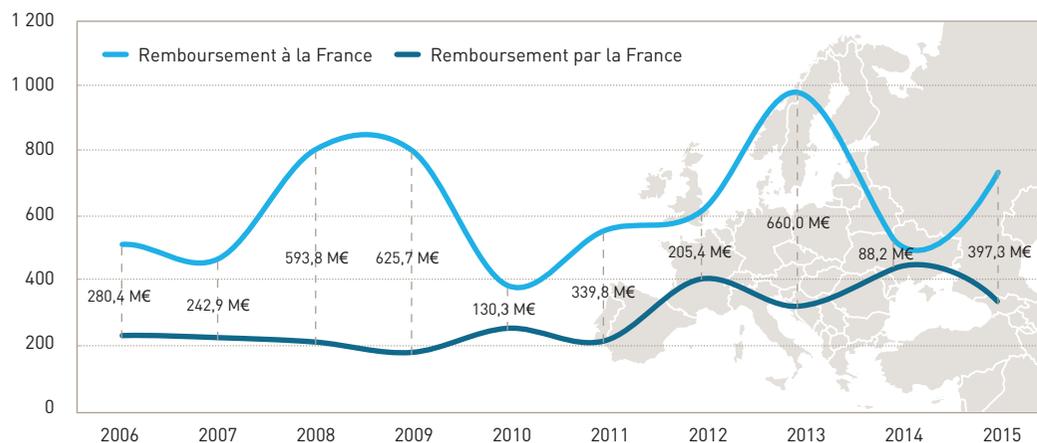
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SOINS DE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA COORDINATION

Année	Remboursements par la France							Remboursements à la France						
	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%	Factures			Factures	%	Forfaits	%	Factures		
2006	103 974 811	44,6	129 052 669	55,4	14 994	233 042 474		349 307 876	68,0	164 166 237	32,0	123	513 474 236	
2007	125 067 129	55,2	101 410 513	44,8	53 916	226 531 558	-2,8	285 007 174	60,7	184 389 618	39,3	105	469 396 897	-8,6
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	212 865 101	-6,0	394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	806 689 615	71,9
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	180 305 946	-15,3	439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	805 973 216	-0,1
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	615 019 938	10,6
2013	250 129 561	77,0	74 432 142	22,9	103 749	324 665 452	-20,7	937 181 012	95,2	47 478 388	4,8	12 815	984 672 215	60,1
2014	258 499 035	58,5	183 031 199	41,5	17 212	441 547 446	36,0	526 289 905	99,4	3 410 364	0,6	627	529 700 896	-46,2
2015	261 728 826	75,7	84 035 370	24,3	59 790	345 823 986	-21,7	736 724 328	99,1	6 350 218	0,9	6 217	743 080 763	40,3
PÉRIODE (2006-2015)	1 735 184 961	61,0	1 110 986 279	39,0	431 024	2 846 602 264		4 822 445 097	75,2	1 587 800 842	24,8	28 782	6 410 274 721	

Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS

Millions d'euros



En 2015, on observe une baisse des remboursements effectués par la France (-22%) aux organismes étrangers. Ceci s'explique pour partie par le fait qu'en 2014 l'Espagne a bénéficié de remboursements exceptionnels consécutifs aux retards de paiements enregistrés en 2013.

Les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont payé 743,1 millions d'euros à la France, ce qui constitue une augmentation de plus de 40% par rapport à 2014. Ceci est dû aux opérations de transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE en fin d'exercice 2014.

Depuis 2006, les remboursements perçus par la France sont toujours supérieurs à ceux qu'ils ont versés.



Règlements européens

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SOINS DE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA COORDINATION EN 2015

Pays	Organismes	Remboursements par La France					Remboursements à La France					Solde
		Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	
		Factures	Forfaits	Factures			Factures	Forfaits	Factures			
Allemagne	DVKA Bonn - HGB Mannheim	50 191 388	539 710	0	50 731 098	14,67	57 205 729	310 527	0	57 516 256	7,74	6 785 158
Autriche	HOS Vienne	3 993 376	557 919	0	4 551 295	1,32	1 895 537	35 879	0	1 931 416	0,26	-2 619 879
Belgique	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	124 007 088	7 103 557	6 968	131 117 613	37,91	221 279 374	6 552	228	221 286 154	29,78	90 168 540
Bulgarie	FNAM - Sofia	53 682	2 149	0	55 831	0,02	1 709 591	2 081	0	1 711 672	0,23	1 655 841
Chypre	MTSS-MS-MF Nicosia	13 890	0	0	13 890	0,00	14 816	0	0	14 816	0,00	926
Croatie	HZZO ZAGREB	368 690	0	0	368 690	0,11	41 190	0	0	41 190	0,01	-327 499
Danemark	Patientombudet Frederiksberg	65 826	0	0	65 826	0,02	10 233 377	188 220	0	10 421 597	1,40	10 355 771
Espagne	INSS Madrid	25 395 294	61 245 557	32 938	86 673 788	25,06	14 781 636	498 639	0	15 280 275	2,06	-71 393 513
Estonie	EH Tallinn	9 114	0	0	9 114	0,00	270 572	0	0	270 572	0,04	261 459
Finlande	KSKLT Helsinki	306 577	34 263	0	340 841	0,10	540 540	-1 185	0	539 355	0,07	198 514
Grèce	EOPPY Athènes	318 941	0	0	318 941	0,09	1 415 555	51 013	0	1 466 568	0,20	1 147 628
Hongrie	OEP Budapest	363 556	65 797	0	429 353	0,12	529 659	19 908	0	549 567	0,07	120 214
Irlande	HSE Kildare	0	0	0	0	0,00	259 814	3 168 915	0	3 428 729	0,46	3 428 729
Islande	TR Reyjavik	53 750	0	0	53 750	0,02	33 507	0	0	33 507	0,00	-20 243
Italie	MS - INAIL - Rome	12 644 383	10 980 023	18 929	23 643 335	6,84	85 024 952	7 700 723	0	92 725 675	12,48	69 082 340
Lettonie	VSAA-VOVAA Riga	3 454	0	0	3 454	0,00	80 743	0	0	80 743	0,01	77 290
Liechtenstein	AFV Vaduz	61 168	38 850	0	100 018	0,03	14 954	0	0	14 954	0,00	-85 064
Lituanie	VLK Vilnius	21 352	0	0	21 352	0,01	1 472 176	0	0	1 472 176	0,20	1 450 824
Luxembourg	CNAMO - AAA - Luxembourg	12 199 409	59 378	0	12 258 787	3,54	157 945 410	49 534	0	157 994 944	21,26	145 736 158
Malte	DTSS La Valette	44 628	69 126	0	113 754	0,03	98 161	0	0	98 161	0,01	-15 593
Norvège	RTV Oslo	642 166	19 435	0	661 602	0,19	1 428 224	530 334	0	1 958 558	0,26	1 296 957
Pays-Bas	Zorginstituut Nederland AMSTEEVEN	2 241 063	18 603	0	2 259 666	0,65	17 987 537	1 038 279	0	19 025 816	2,56	16 766 151
Pologne	NFZ Varsovie	1 467 656	235 767	502	1 703 925	0,49	6 444 711	1 773	0	6 446 485	0,87	4 742 559
Portugal	DRICSS Lisbonne	7 883 766	58 426	0	7 942 191	2,30	20 188 372	2 850 378	0	23 038 749	3,10	15 096 558
République tchèque	CMU Prague	575 805	0	0	575 805	0,17	1 910 365	661	0	1 911 026	0,26	1 335 221

Règlements européens

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SOINS DE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA COORDINATION EN 2015 (SUITE ET FIN)

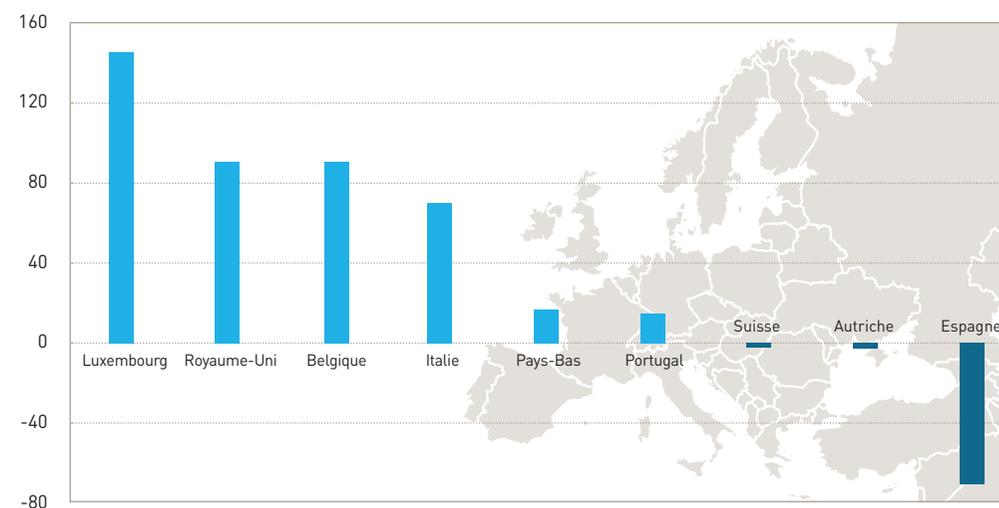
Pays	Organismes	Remboursements par la France					Remboursements à la France					Solde
		Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	
		Factures	Forfaits				Factures	Factures					Forfaits
Roumanie	CNAS Bucarest	34 844	413	0	35 257	0,01	10 703 760	1 228 411	0	11 932 171	1,61	11 896 914
Royaume-Uni	DH Londres	0	859 194	0	859 194	0,25	102 550 677	-11 347 386	0	91 203 291	12,27	90 344 097
Slovaquie	SP Bratislava	176 950	548	0	177 498	0,05	803 038	12 381	0	815 419	0,11	637 921
Slovénie	ZZZS Ljubljana	739 457	0	0	739 457	0,21	240 425	0	0	240 425		-499 032
Suède	RFKV Stockholm	1 370 123	47 414	0	1 417 537	0,41	3 230 957	4 580	0	3 235 537	0,44	1 818 000
Suisse	LAMAL Soleure - CNA Lucerne	16 481 431	2 099 242	454	18 581 127	5,37	16 388 970	0	5 990	16 394 960	2,21	-2 186 167
TOTAL 2015		261 728 826	84 035 370	59 790	345 823 986	100,00	736 724 328	6 350 218	6 217	743 080 764	100,00	397 256 778
TOTAL 2014		258 499 035	183 031 199	17 212	441 547 446		526 289 905	3 410 364	627	529 700 896		88 153 450
<i>% d'évolution</i>		<i>1,25</i>	<i>-54,09</i>	<i>247,37</i>	<i>-21,68</i>		<i>39,98</i>	<i>86,20</i>	<i>892,39</i>	<i>40,28</i>		<i>350,64</i>



En 2015, dans le cadre des règlements européens, les remboursements effectués par les organismes étrangers à la France sont plus du double supérieurs à ceux réalisés par la France au profit de ces mêmes organismes. Cette situation s'explique pour partie par l'arrêt des comptes de l'exercice précédent, côté français, au 30/11/2014, en raison des opérations de transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE.

SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2015

Millions d'euros



Accords internationaux

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les éventuels contrôles médicaux donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités :

- la facture F,
- le forfait T.

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins.

Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau ci-dessous donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2015.

SCHÉMA DES PROCÉDURES DE REMBOURSEMENTS EN VIGUEUR EN 2015

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Algérie	T	T	T	T	T	F*	T ¹	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
Andorre	F	F	F	F	F	F	-	
Bénin	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf Protocole n°1)
Bosnie-Herzégovine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Cameroun	-	-	-	-	F	F ⁵ *	R prov.	* Option possible en AT
Cap-Vert	T	T	T	-	T	F	T ¹	
Congo	-	-	T* F*	-	T F ⁵	-	T ¹	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf Protocole n°1)
Côte d'Ivoire	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf Protocole n°1)
Gabon	T	F* T	T	-	T	F	T ¹	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
Israël	-	-	-	-	F	-	T ¹	
Jersey	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum
Kosovo	T	F	F	T	F	F	F et T	
Macédoine	T	F	F	T	F	F	F et T	

Accords internationaux

SCHÉMA DES PROCÉDURES DE REMBOURSEMENTS EN VIGUEUR EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Madagascar	-	-	F	-	-	-	T ¹	
Mali	T	F	F	-	T	F	T ¹	
Maroc	F	F	F	-	F	-	F	
Mauritanie	-	-	F	-	T	-	F et T ²	
Monaco	-	-	-	R	-	-	-	
Monténégro	T	F	F	T	F	F	F et T	
Niger	-	F	F	-	F	-	R prov.	
Nouvelle-Calédonie	F	F	F	F	F	F	-	
Polynésie française	F	F	F	F	F	F	-	
Québec	R	F	F	R	F	F	F	
Saint-Pierre-et-Miquelon	F	F	F	F	F	F	-	
Sénégal	-	-	F*	-	F	-	F et T ¹	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf Protocole n°1)
Serbie	T	F	F	T	F	F	F et T	
Togo	-	-	F*	-	F	F	R et T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf Protocole n°1)
Tunisie	F	F	F	F	F	F	F	
Turquie	T	F ³ T ⁴	F ³ T ⁴	T	F ³ T ⁴	F	T ¹	

F : Facture ; T : Forfait

- 1 Majoration des dépenses de soins et/ou arrérages des rentes AT et des pensions d'invalidité
- 2 En cas d'incapacité temporaire AT
- 3 Prestations à la charge de la France
- 4 Prestations à la charge de la Turquie
- 5 Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour
- R Renonciation

R prov. Renonciation provisoire

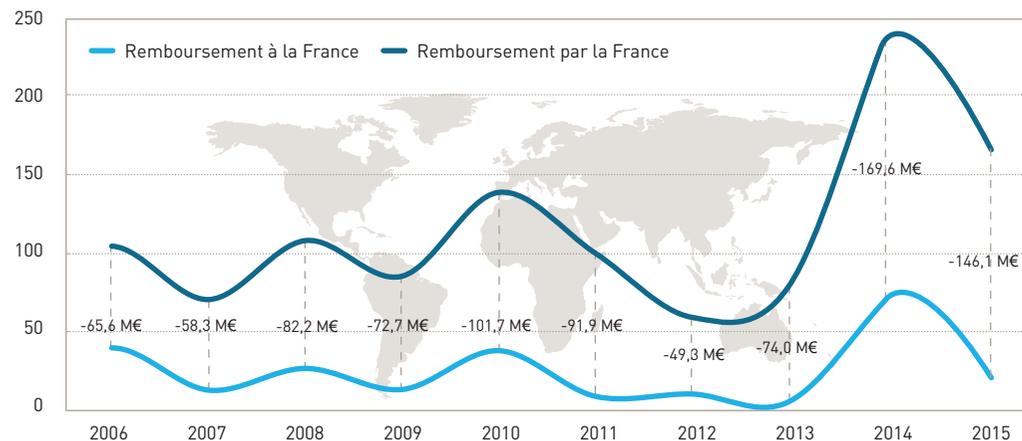
Accords internationaux

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SOINS DE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA COORDINATION

Année	Remboursements par la France							Remboursements à la France						
	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôle médicaux	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%				Factures	%	Forfaits	%			
2006	51 828 099	49,1	53 760 768	50,9	7 140	105 596 007		15 045 291	37,7	24 910 147	62,3	0	39 955 438	
2007	37 667 191	52,7	33 823 038	47,3	4 015	71 494 244	-32,29	2 507 908	19,0	10 717 289	81,0	0	13 225 198	-66,90
2008	57 007 854	52,2	52 134 092	47,8	0	109 141 946	52,66	8 161 079	30,3	18 808 870	69,7	0	26 969 949	103,93
2009	52 182 325	60,4	34 181 388	39,6	2 947	86 366 660	-20,87	13 400 532	98,3	230 328	1,7	0	13 630 860	-49,46
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	101 201 045	-27,68	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	9 338 657	-75,56
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	60 150 706	-57,01	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	0	10 774 230	-71,80
2013	79 786 351	100,0	0	0,0	0	79 786 351	-21,16	5 798 096	99,9	2 998	0,1	0	5 801 094	-37,88
2014	78 214 738	32,6	161 444 728	67,4	2 239	239 661 705	298,44	5 910 050	8,4	64 144 198	91,6	0	70 054 248	550,20
2015	109 916 160	66,6	55 021 926	33,4	512	164 938 598	106,73	1 551 018	8,2	17 267 881	91,7	3 789	18 822 688	224,47
PÉRIODE (2006-2015)	637 248 276	55,0	520 994 693	45,0	20 442	1 158 263 411		63 797 339	25,9	182 984 001	74,1	3 789	246 785 129	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DU SOLDE DES REMBOURSEMENTS

Millions d'euros



Dans le cadre des accords internationaux, sur les 10 dernières années, les remboursements effectués par la France ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers ; le solde négatif le plus important ayant été atteint l'exercice précédent. En effet, les commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie avaient permis de régulariser les comptes de plusieurs années.

Plus généralement, ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce fort déséquilibre.

Accords internationaux

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SOINS DE SANTÉ DANS LE CADRE DE LA COORDINATION EN 2015

	Pays	Remboursements par la France				Remboursements à la France				Solde		
		Soins de santé		Contrôle médicaux	Total	% du total	Soins de santé		Contrôle médicaux		Total	% du total
		Factures	Forfaits				Factures	Forfaits				
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	0	55 021 926	0	55 021 926	33,36	1 002 099	17 257 081	0	18 259 180	97,01	-36 762 746
	Allemagne (1)	0	0	0	0	0,00	432	0	0	432	0,00	432
	Andorre	3 385 925	0	0	3 385 925	2,05	0	0	0	0	0,00	-3 385 925
	Luxembourg (1)	0	0	0	0	0,00	41 912	0	0	41 912	0,22	41 912
	Mali	0	0	0	0	0,00	13 624	0	0	13 624	0,07	13 624
	Maroc	9 090 803	0	512	9 091 315	5,51	0	0	0	0	0,00	-9 091 315
	Québec	3 547 210	0	0	3 547 210	2,15	224 368	0	0	224 368	1,19	-3 322 842
	Serbie	0	0	0	0	0,00	0	10 800	0	10 800	0,06	10 800
	Suisse (1)	0	0	0	0	0,00	0	0	3 789	3 789	0,02	3 789
	Tunisie	0	0	0	0	0,00	60 945	0	0	60 945	0,32	60 945
	Turquie	0	0	0	0	0,00	63 794	0	0	63 794	0,34	63 794
	SOUS-TOTAL	16 023 938	55 021 926	512	71 046 377	43,07	1 407 173	17 267 881	3 789	18 678 843	99,24	-52 367 534
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	15 881 116	0	0	15 881 116	9,63	116 038	0	0	116 038	0,62	-15 765 078
	Polynésie française	78 011 106	0	0	78 011 106	47,30	17 836	0	0	17 836	0,09	-77 993 270
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0,00	9 972	0	0	9 972	0,05	9 972
	SOUS-TOTAL	93 892 222	0	0	93 892 222	56,93	143 845	0	0	143 845	0,76	-93 748 377
	TOTAL GÉNÉRAL 2015	109 916 160	55 021 926	512	164 938 599	100,00	1 551 018	17 267 881	3 789	18 822 688	100,00	-146 115 910
	TOTAL GÉNÉRAL 2014	78 214 738	161 444 728	2 239	239 661 705		5 910 050	64 144 198	0	70 054 248		-169 607 457
	% d'évolution	40,53	-65,92	-77,14	-31,18		-73,76	-73,08	-	-73,13		-13,85

(1) : concerne les bateliers rhénans



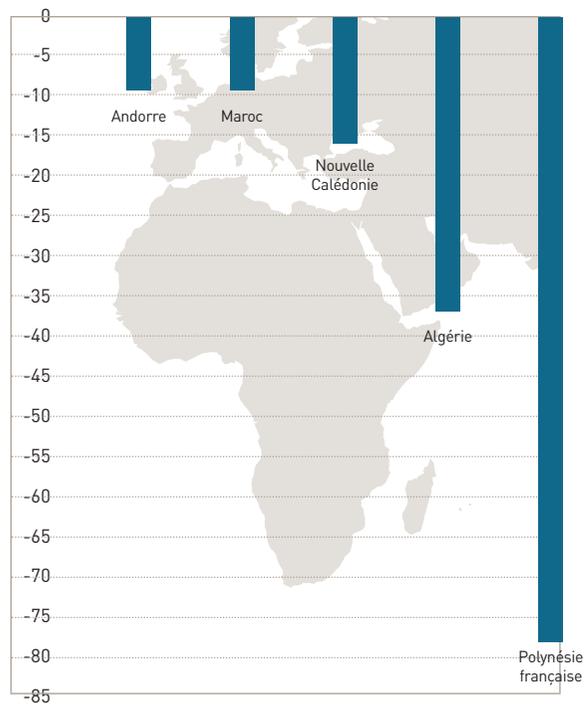
En 2015, dans le cadre des accords internationaux, les remboursements effectués par la France sont près de 9 fois supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers. Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce fort déséquilibre.



Accords internationaux

SOLDES DES PAIEMENTS LES PLUS SIGNIFICATIFS EN 2015

Millions d'euros

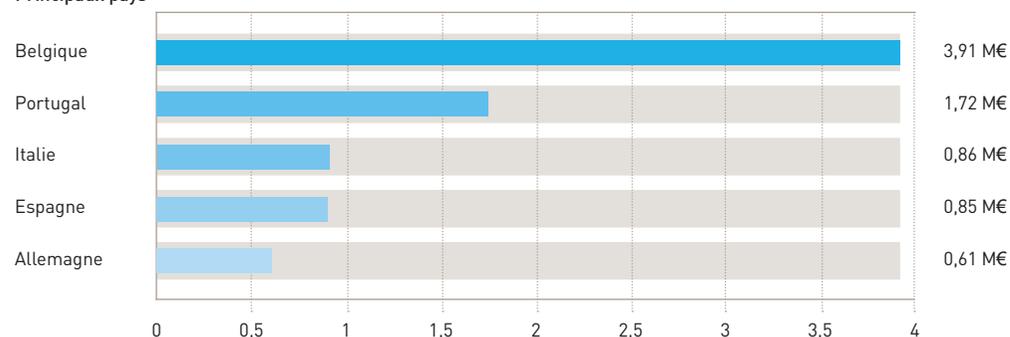


Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle). Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2015

Principaux pays



Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Allemagne	331	12 834	481 854	242	3 675	130 367	612 222
Autriche	2	24	1 127	95	919	29 194	30 321
Belgique	1 731	101 476	3 759 721	203	4 199	150 935	3 910 656
Bulgarie	0	0	0	33	631	20 103	20 103
Chypre	0	0	0	6	99	3 502	3 502
Croatie	2	12	441	58	927	30 227	30 668
Danemark	1	113	8 221	21	296	10 153	18 374
Espagne	25	1 092	45 336	1 486	23 892	806 665	852 001
Estonie	0	0	0	2	37	1 248	1 248
Finlande	1	71	5 845	5	66	2 496	8 341

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ) EN 2015

(SUITE ET FIN)

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Grèce	1	4	97	225	3 591	123 129	123 226
Hongrie	74	2 701	73 369	29	358	11 610	84 979
Irlande	1	77	2 931	42	390	13 119	16 050
Islande	0	0	0	5	74	3 030	3 030
Italie	294	14 583	459 537	743	12 794	396 339	855 875
Lettonie	1	22	832	1	90	2 218	3 049
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	1	23	626	626
Luxembourg	71	3 596	155 701	32	564	24 532	180 232
Malte	0	0	0	18	203	7 463	7 463
Norvège	0	0	0	12	124	3 628	3 628
Pays-Bas	1	112	8 891	62	830	24 445	33 335
Pologne	15	849	28 598	141	4 023	131 176	159 774
Portugal	31	1 104	33 465	2 300	55 303	1 690 464	1 723 929
République Tchèque	7	493	11 143	18	594	18 309	29 452
Roumanie	4	184	5 844	44	910	31 648	37 493
Royaume-Uni	6	251	16 820	135	1 564	53 155	69 975
Slovaquie	2	204	6 974	6	58	1 881	8 855
Slovénie	1	1	29	4	51	2 123	2 152
Suède	1	5	192	17	246	8 831	9 023
Suisse	20	317	15 298	132	2 216	76 840	95 366
TOTAL 2015	2 623	140 125	5 122 265	6 118	118 747	3 809 456	8 934 950
TOTAL 2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 668 580
<i>% d'évolution</i>	<i>3,15</i>	<i>6,91</i>	<i>8,79</i>	<i>-7,51</i>	<i>-9,97</i>	<i>-23,20</i>	<i>-7,59</i>

(1) : y compris 3 228,08 € pour la Suisse en situation de «recherche d'emploi».

Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ ET/OU PATERNITÉ)

Années	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Total des montants (euros)	% évolution
2006	1 363	68 010	1 975 592	8 181	203 574	6 214 494	9 544	8 193 788	(a)
2007	1 433	66 513	2 112 326	8 229	199 196	6 369 601	9 662	8 499 891	(b)
2008	1 799	84 898	2 613 779	7 989	183 880	5 869 647	9 788	8 483 426	
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 667	9 040 137	(c)
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308	(d)
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	9 602	10 064 988	(e)
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 823	8 707 053	(f)
2013	2 714	129 807	4 709 262	6 317	121 107	3 911 455	9 031	8 620 717	
2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 158	9 668 580	
2015	2 623	140 125	5 122 265	6 118	118 747	3 809 456	8 741	8 934 950	(g)

(a) : y compris 3 702,00 € pour l'Italie en situation de «recherche d'emploi».

(b) : y compris 17 964,54 € pour la Suisse en situation de «recherche d'emploi».

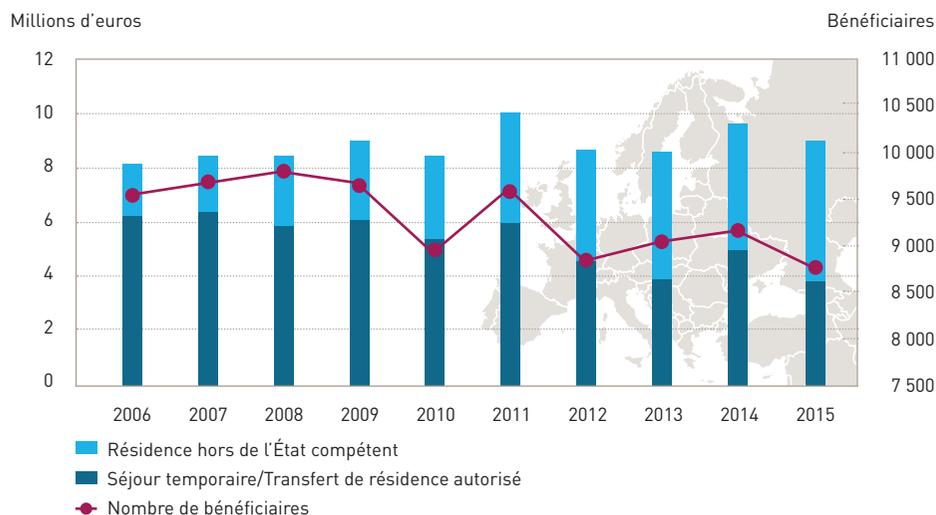
(c) : y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de «recherche d'emploi».

(d) : y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,6 € pour la Bulgarie et 537,27€ pour la Lituanie en situation de «recherche d'emploi».

(e) : y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de «recherche d'emploi».

(f) : y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de «recherche d'emploi».

(g) : y compris 3 228,08 € pour la Suisse en situation de «recherche d'emploi».



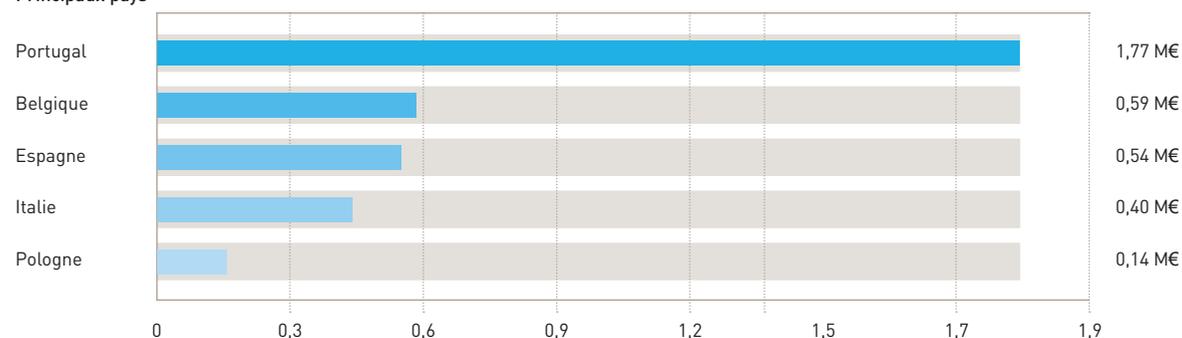
- Sur ces 10 dernières années, le nombre total de bénéficiaires a diminué de 8,5% et le nombre de jours indemnisés de 4,7 %.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) sont restés plus ou moins stables (+ 9,1 %) avec une augmentation annuelle moyenne de 1 %.
- En 2015, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 42,6 % des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 75,8 % en 2006).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2015

Principaux pays



Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Allemagne	18	1 036	47 030	51	808	43 598	90 628
Autriche	1	15	930	15	112	7 172	8 102
Belgique	153	11 302	558 728	40	551	28 245	586 973
Bulgarie	1	12	592	6	195	5 624	6 216
Chypre	0	0	0	1	4	117	117
Croatie	0	0	0	24	404	19 677	19 677
Danemark	0	0	0	4	82	4 094	4 094
Espagne	64	2 685	132 224	426	6 836	412 613	544 837
Estonie	3	34	1 363	1	22	1 373	2 736
Finlande	0	0	0	0	0	0	0
Grèce	4	42	1 923	70	787	43 396	45 319
Hongrie	13	435	17 300	10	175	6 935	24 235
Irlande	0	0	0	5	37	1 881	1 881

Règlements européens

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

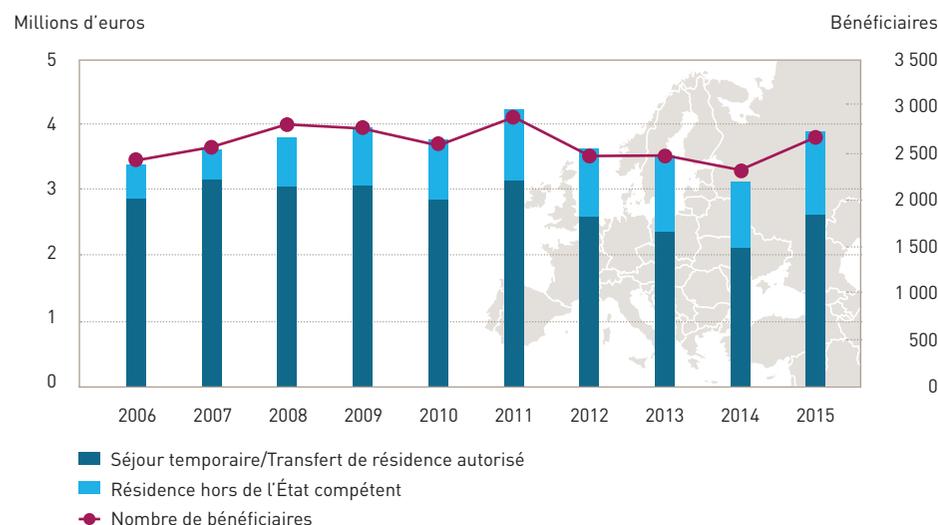
(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Islande	0	0	0	0	0	0	0
Italie	86	5 712	254 753	163	2 464	143 108	397 861
Lettonie	0	0	0	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	1	366	17 891	4	38	2 176	20 067
Malte	0	0	0	3	24	1 355	1 355
Norvège	0	0	0	7	130	9 677	9 677
Pays-Bas	2	13	579	7	90	7 479	8 058
Pologne	42	1 249	59 478	62	1 607	78 019	137 497
Portugal	34	1 480	58 770	1 269	32 656	1 716 165	1 774 935
République Tchèque	0	0	0	5	38	1 822	1 822
Roumanie	1	45	1 866	13	293	15 523	17 389
Royaume-Uni	0	0	0	30	377	26 971	26 971
Slovaquie	3	213	7 332	3	125	9 093	16 425
Slovénie	1	48	1 735	0	0	0	1 735
Suède	0	0	0	2	24	1 347	1 347
Suisse	10	94	5 699	19	185	7 849	13 548
TOTAL 2015	437	24 781	1 168 193	2 240	48 064	2 595 308	3 763 501
TOTAL 2014	487	26 863	1 141 746	1 950	39 256	2 242 394	3 384 139
% d'évolution	-10,27	-7,75	2,32	14,87	22,44	15,74	11,21

Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)

Années	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Total des montants (euros)	% évolution
2006	219	12 197	520 234	2 205	59 683	2 872 901	2 424	3 393 136	
2007	243	10 897	454 166	2 325	62 837	3 168 187	2 568	3 622 353	6,76
2008	313	16 336	742 938	2 500	62 206	3 068 767	2 813	3 811 706	5,23
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	2 769	3 953 699	3,73
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	-4,43
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	2 891	4 237 214	12,14
2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	2 474	3 631 407	-14,30
2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	2 479	3 530 123	-2,79
2014	487	26 863	1 141 746	1 950	39 256	2 242 394	2 437	3 384 139	-4,14
2015	437	24 781	1 168 193	2 240	48 064	2 595 308	2 677	3 763 501	11,21

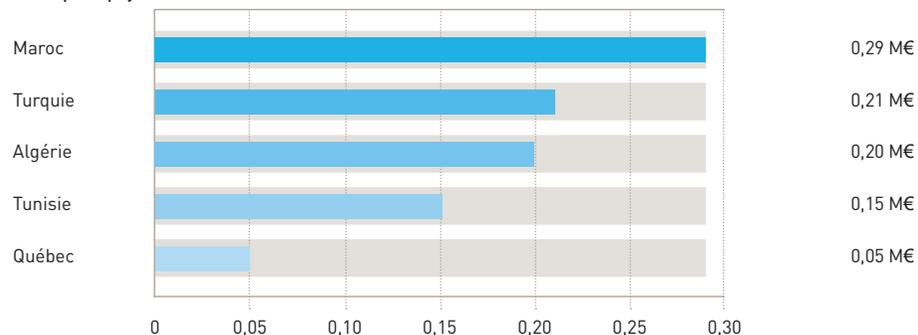


- Le nombre total de bénéficiaires a augmenté de 10,4% sur ces 10 dernières années et celui des jours indemnisés de 1,3%.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT/MP) ont augmenté : +10,9% soit une évolution annuelle moyenne de 1,2%.
- En 2015, les montants concernant les séjours temporaires/transferts de résidence autorisés représentent 69% des prestations totales versées dans le cadre des règlements européens (contre 84,7% en 2006).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Accords internationaux

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2015

Principaux pays



Pays	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Algérie	227	6 450	181 077	28	768	22 617	0	0	0	203 694
Andorre	9	80	3 147	1	8	345	0	0	0	3 492
Argentine	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bénin	5	200	6 519	1	34	1 271	0	0	0	7 790
Bosnie-Herzégovine	16	306	9 824	1	16	396	0	0	0	10 219
Brésil	0	0	0	1	15	647	0	0	0	647
Cameroun	3	79	1 917				0	0	0	1 917
Cap-Vert	5	137	4 957	1	18	728	0	0	0	5 686
Congo	18	510	25 253				0	0	0	25 253
Côte d'Ivoire	15	583	18 758				0	0	0	18 758
Gabon	0	0	0				0	0	0	0
Guernesey	1	52	1 929	0	0	0	0	0	0	1 929
Jersey	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kosovo	5	145	5 005	0	0	0	0	0	0	5 005
Macédoine	4	123	4 541	0	0	0	0	0	0	4 541

CONVENTIONS BILATÉRALES

Accords internationaux

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ) EN 2015

(SUITE ET FIN)

Pays	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total des montants (euros)	
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)		
CONVENTIONS BILATÉRALES	Madagascar	15	353	10 101			0	0	0	10 101	
	Mali	16	828	23 954	6	247	9 192	0	0	33 146	
	Maroc	292	9 016	257 403	68	1 243	37 215	1	4	160	294 778
	Mauritanie	2	99	4 735				0	0	0	4 735
	Monténégro	6	88	3 175	0	0	0	0	0	0	3 175
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Québec	32	878	45 297	1	16	184	0	0	0	45 481
	Sénégal	47	1 084	35 198				1	16	644	35 842
	Serbie	59	1 432	43 918	2	45	983	0	0	0	44 901
	Togo	3	138	3 880	0	0	0	0	0	0	3 880
	Tunisie	152	3 881	121 507	37	956	30 349	0	0	0	151 856
	Turquie	219	6 527	200 513	16	266	9 039	0	0	0	209 552
	Uruguay	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS-TOTAL 2015	1 151	32 989	1 012 610	163	3 632	112 966	2	20	803	1 126 379	
SOUS-TOTAL 2014	1 181	36 674	1 101 142	150	3 775	115 375	4	77	3 822	1 220 339	
% d'évolution	-2,54	-10,05	-8,04	8,67	-3,79	-2,09	-50,00	-74,03	-78,98	-7,70	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	12	481	17 410	0	0	0	0	0	0	17 410
	Polynésie Française	4	106	3 205	1	11	290	1	1	39	3 534
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2015	16	587	20 615	1	11	290	1	1	39	20 944
	SOUS-TOTAL 2014	21	1 118	39 464	5	40	1 540	0	0	0	41 004
% d'évolution	-23,81	-47,50	-47,76	-80,00	-72,50	-81,15	-	-	-	-48,92	
TOTAL GÉNÉRAL 2015	1 167	33 576	1 033 224	164	3 643	113 256	3	21	842	1 147 323	
TOTAL GÉNÉRAL 2014	1 202	37 792	1 140 606	155	3 815	116 914	4	77	3 822	1 261 343	
% d'évolution	-2,91	-11,16	-9,41	5,81	-4,51	-3,13	-25,00	-72,73	-77,96	-9,04	

Accords internationaux

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES MALADIE-MATERNITÉ)

Années	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Total des montants (euros)	% évolution
2006	4 162	145 486	4 109 513	611	14 144	396 294	6	94	3 426	4 779	4 509 980 (a)	
2007	3 805	129 909	3 654 129	469	11 531	356 476	4	31	1 246	4 278	4 016 217 (b)	-10,95
2008	3 514	117 618	3 612 875	357	8 758	273 220	11	235	8 097	3 882	3 895 125 (c)	-3,02
2009	3 327	112 602	3 411 161	416	11 167	366 413	9	374	9 591	3 752	3 788 559 (d)	-2,74
2010	2 746	90 550	2 736 970	245	5 800	174 684	8	269	12 185	2 999	2 923 912 (e)	-22,82
2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 197	2 061 374 (f)	-29,50
2012	1 526	49 628	1 498 847	225	6 084	182 846	5	44	2 116	1 756	1 685 294 (g)	-18,24
2013	1 334	44 276	1 367 303	127	3 123	90 620	5	61	1 984	1 466	1 460 858 (h)	-13,32
2014	1 202	37 792	1 140 606	155	3 815	116 914	4	77	3 822	1 361	1 261 343	-13,66
2015	1 167	33 576	1 033 224	164	3 643	113 256	3	21	842	1 334	1 147 323	-9,04

(a) : y compris 746,67 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(b) : y compris 3 018,86 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 1 347,81 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(c) : y compris 933,49 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

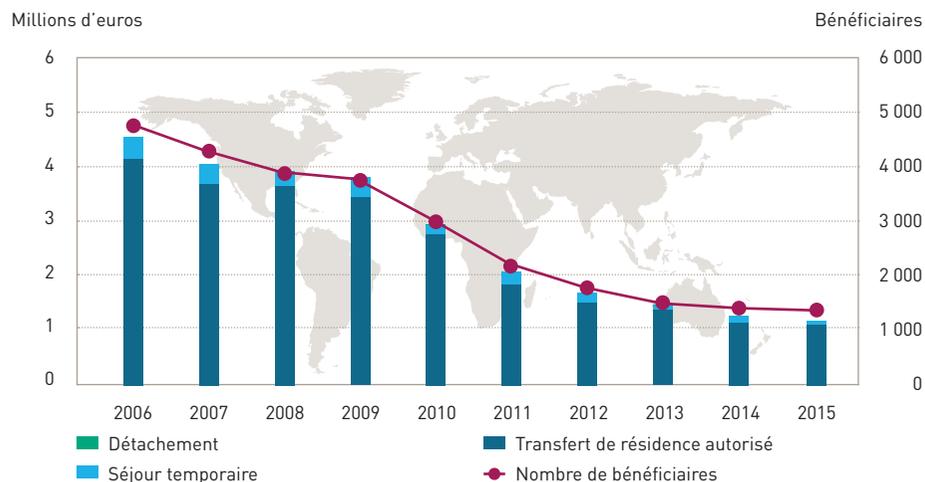
(d) : y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(e) : y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(f) : y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(g) : y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

(h) : y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



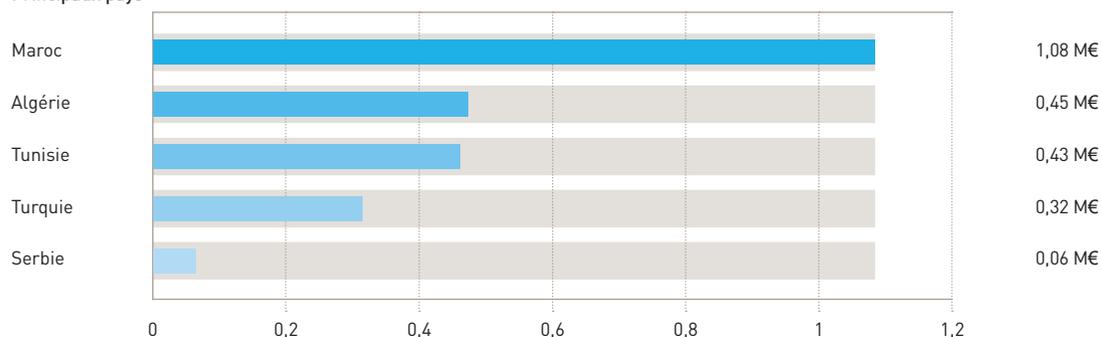
- Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution fortement négative au cours de ces 10 dernières années (-72,1 % pour les premiers et -76,7 % pour les seconds).
- Sur la même période, les paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) suivent donc cette tendance très marquée à la baisse (-74,6 %), soit une diminution moyenne de 14,1 % par an.
- En 2015, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent 90,1 % des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (91,1 % en 2006).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Accords internationaux

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2015

Principaux pays



Pays	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	
Algérie	314	9 839	441 155	13	222	8 911	450 066
Andorre	1	5	217	0	0	0	217
Argentine	2	26	3 945	0	0	0	3 945
Bénin	1	29	1 213	0	0	0	1 213
Bosnie-Herzégovine	11	293	16 958	0	0	0	16 958
Brésil	1	67	2 077	0	0	0	2 077
Cameroun	5	123	5 650	1	26	1 479	7 129
Cap-Vert	6	188	9 599	0	0	0	9 599
Congo	9	192	11 467	0	0	0	11 467
Côte d'Ivoire	3	62	4 064	0	0	0	4 064
Gabon	0	0	0	0	0	0	0
Guernesey	0	0	0	0	0	0	0
Israël	6	155	6 487	0	0	0	6 487
Jersey	0	0	0	0	0	0	0
Kosovo	6	163	7 052	0	0	0	7 052
Macédoine	3	65	3 478	0	0	0	3 478

Accords internationaux

PAIEMENTS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE

(ASSURANCES ACCIDENT DU TRAVAIL-MALADIE PROFESSIONNELLE) EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Total des montants (euros)	
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)		
CONVENTIONS BILATÉRALES	Madagascar	5	151	7 009	0	0	7 009	
	Mali	13	676	27 788	4	116	33 859	
	Maroc	754	22 797	1 053 972	21	619	1 083 388	
	Mauritanie	5	110	5 024	0	0	5 024	
	Monténégro	3	55	2 920	0	0	2 920	
	Niger	0	0	0	0	0	0	
	Québec	14	284	12 979	0	0	12 979	
	Sénégal	21	907	37 671	0	0	37 671	
	Serbie	44	1 209	59 191	0	0	59 191	
	Togo	5	138	4 279	1	17	5 008	
	Tunisie	297	8 781	415 092	8	224	426 488	
	Turquie	231	6 551	313 946	2	91	317 942	
	Uruguay	0	0	0	0	0	0	
SOUS-TOTAL 2015	1 760	52 866	2 453 234	50	1 315	61 998	2 515 232	
SOUS-TOTAL 2014	1 742	48 233	2 279 560	45	1 333	66 016	2 345 576	
<i>% d'évolution</i>	<i>1,03</i>	<i>9,61</i>	<i>7,62</i>	<i>11,11</i>	<i>-1,35</i>	<i>-6,09</i>	<i>7,23</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	4	120	9 782	0	0	9 782	
	Polynésie Française	2	55	2 595	0	0	2 595	
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1	48	2 650	1	19	3 463	
	SOUS-TOTAL 2015	7	223	15 026	1	19	813	15 839
	SOUS-TOTAL 2014	3	113	5 529	0	0	0	5 529
<i>% d'évolution</i>	<i>133,33</i>	<i>97,35</i>	<i>171,76</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>186,46</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2015	1 767	53 089	2 468 260	51	1 334	62 811	2 531 071	
TOTAL GÉNÉRAL 2014	1 745	48 346	2 285 089	45	1 333	66 016	2 351 106	
<i>% d'évolution</i>	<i>1,26</i>	<i>9,81</i>	<i>8,02</i>	<i>13,33</i>	<i>0,08</i>	<i>-4,86</i>	<i>7,65</i>	



Accords internationaux

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS DES PRESTATIONS EN ESPÈCES D'INCAPACITÉ TEMPORAIRE (ASSURANCES AT-MP)

Années	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Séjour temporaire			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montants (euros)	Nombre de bénéficiaires	Total des montants (euros)	% évolution
2006	2 176	75 022	3 182 143	7	225	8 992	1	31	1 169	2 184	3 192 304	
2007	2 249	78 401	3 420 149	8	593	22 025	0	0	0	2 257	3 442 174	7,83
2008	2 242	76 049	3 504 445	11	579	19 866	0	0	0	2 253	3 524 312	2,39
2009	2 460	81 791	3 618 265	8	265	13 791	0	0	0	2 468	3 632 056	3,06
2010	2 253	74 723	3 371 648	6	333	6 892	0	0	0	2 259	3 378 541	-6,98
2011	2 018	64 116	2 978 641	4	96	5 136	0	0	0	2 022	2 983 777	-11,68
2012	1 954	59 938	2 716 495	19	598	27 287	1	15	440	1 974	2 744 222	-8,03
2013	1 759	51 937	2 402 449	17	498	25 308	3	91	4 437	1 779	2 432 194	-11,37
2014	1 745	48 346	2 285 089	45	1 333	66 016	0	0	0	1 790	2 351 106	-3,33
2015	1 767	53 089	2 468 260	51	1 334	62 811	0	0	0	1 818	2 531 071	7,65



- Le nombre total de bénéficiaires a connu une évolution négative au cours de ces 10 dernières années, de l'ordre de 16,8%.
- Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances AT-MP) ont baissé de 20,7%, soit une diminution annuelle moyenne de près de 2,6%.
- En 2015, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent la quasi totalité (97,5%) des prestations versées dans le cadre des accords internationaux (cette part est restée quasi inchangée depuis 2006).
- L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

PRESTATIONS FAMILIALES

- **Synthèse**58
- **Règlements européens**
→ Les paiements de prestations familiales françaises62
- **Accords internationaux**
→ Les paiements de prestations familiales transférées
par la France dans un pays ayant signé un accord international66



PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER EN 2015 (RÉPARTITION PAR RÉGIME)

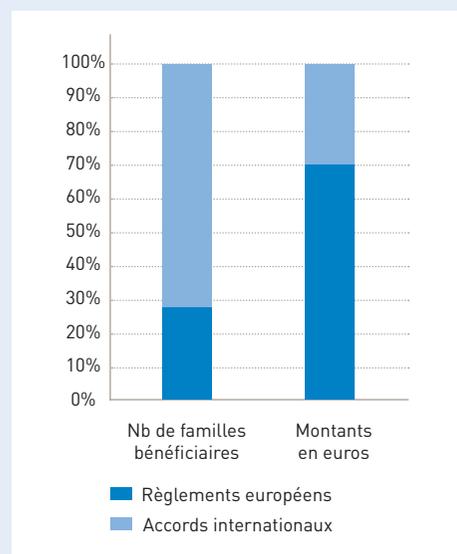
Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger,
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins,
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne.

Type d'accord	Régimes						Total		
	Général		Agricole		Autres ⁽¹⁾		Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% de répartition
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)			
Règlements européens	3 045	9 208 964	497	704 912	33	105 366	3 575	10 019 243	70,88%
Accords internationaux	6 109	2 458 158	3 146	1 655 905	41	2 157	9 296	4 116 221	29,12%
TOTAL 2015	9 154	11 667 122	3 643	2 360 817	74	107 524	12 871	14 135 463	100,00%
TOTAL 2014	9 622	12 496 728	3 506	2 139 165	113	131 025	13 241	14 766 919	
% d'évolution	-4,86	-6,64	3,91	10,36	-34,51	-17,94	-2,79	-4,28	
					+	Allocation différentielle 2015	10 258	30 261 000	

(1) : concerne le régime des marins.

RÉPARTITION DU MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES ET DU NOMBRE DE FAMILLES BÉNÉFICIAIRES POUR 2015 SELON LE TYPE D'ACCORD



14,14 millions d'€ : montant total des prestations familiales transférées en 2015 par la France à l'étranger.

→ **70,88 %** de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse

→ **3 575 familles** de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 27,8 % de l'effectif total.

En plus des prestations familiales versées dans le cadre des accords indiqués dans le tableau ci-dessus, la Cnaf nous informe qu'en 2015 **10 258 foyers en France** ont été bénéficiaires de l'Allocation différentielle (**ADI**) pour un montant totalisant plus de **30,26 millions d'euros**.

L'ADI s'applique dans le cadre de la législation interne française : Les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfant versées en application des traités, conventions et accords internationaux dont la France est signataire. Lorsque des prestations étrangères ou des avantages familiaux sont versés au titre d'une activité à l'étranger ou dans une organisation internationale, seule une ADI peut être éventuellement servie à une famille résidant en France (article L 512-5 du Code de la Sécurité sociale). Elle est égale à la différence entre les avantages dus au titre de la législation française et ceux perçus au titre de la législation étrangère.

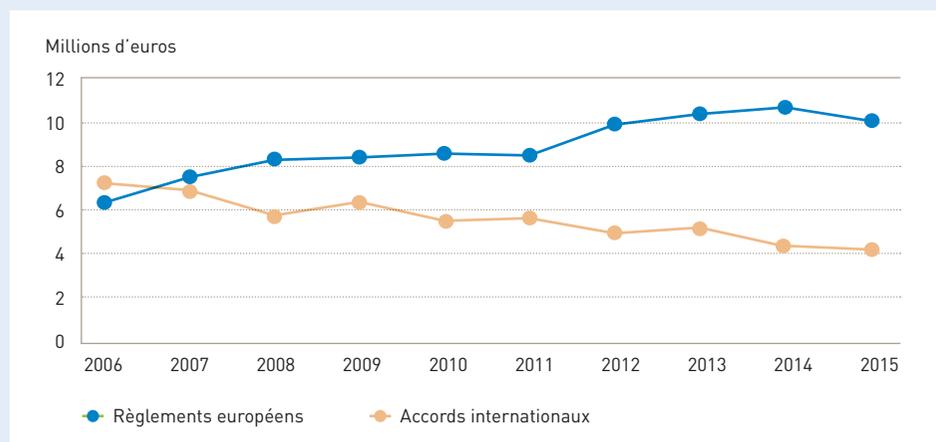
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES À L'ÉTRANGER

Années	Règlements européens			Accords internationaux			Total		
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	2 283	6 182 216		21 656	7 075 537		23 939	13 257 753	
2007	2 722	7 333 850	18,63	21 353	6 757 486	-4,50	24 075	14 091 336	6,29
2008	2 881	8 120 579	10,73	16 652	5 615 745	-16,90	19 533	13 736 323	-2,52
2009	2 912	8 231 650	1,37	16 741	6 227 549	10,89	19 653	14 459 199	5,26
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 700	2,21	14 710	13 811 189	0,27
2012	3 196	9 718 856	16,76	10 156	4 802 741	-12,48	13 352	14 521 596	5,14
2013	3 509	10 200 903	4,96	11 485	5 063 651	5,43	14 994	15 264 554	5,12
2014	3 544	10 470 607	2,64	9 697	4 296 312	-15,15	13 241	14 766 919	-3,26
2015	3 575	10 019 243	-4,31	9 296	4 116 221	-4,19	12 871	14 135 463	-4,28

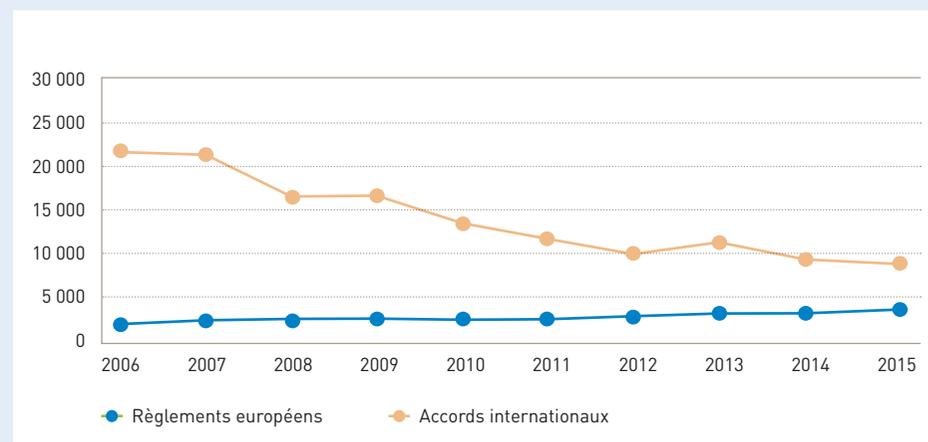


Augmentation de 6,6 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger. Les PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse sont cependant en hausse constante depuis 2006 (+ 5,51 % par an soit + 62,07 % sur 10 ans). On observe le phénomène inverse vers les pays ayant signé un accord international avec la France où les transferts de PF ont fortement baissé en 10 ans (- 5,84 % par an soit - 41,82 % sur 10 ans).

MONTANT DES PRESTATIONS FAMILIALES



NOMBRE DE FAMILLE BÉNÉFICIAIRES



PAIEMENTS DES PRESTATIONS FAMILIALES PAR RÉGIONS FRANÇAISES

Régions ⁽¹⁾	Règlements européens		Accords internationaux		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
Alsace	221	680 584	0	0	221	680 584
Aquitaine	258	510 878	343	141 628	601	652 506
Auvergne	14	42 241	2	2 999	16	45 241
Basse-Normandie	1	2 309	0	0	1	2 309
Bourgogne	3	8 752	2	3 212	5	11 964
Bretagne	33	127 893	3	2 347	36	130 240
Centre- Val de Loire	42	135 405	11	7 244	53	142 649
Champagne-Ardenne	35	88 585	0	0	35	88 585
Corse	1	4 231	171	140 775	172	145 006
Franche-Comté	10	55 093	0	0	10	55 093
Haute-Normandie	2	2 462	0	0	2	2 462
Ile-de-France	228	1 019 036	4 582	1 806 756	4 810	2 825 792
Languedoc-Roussillon	90	234 596	142	71 336	232	305 932
Limousin	6	15 232	3	2 985	9	18 218
Lorraine	53	222 482	486	193 803	539	416 286
Midi-Pyrénées	93	199 722	1 211	518 358	1 304	718 080
Nord-Pas-de-Calais	1 275	3 909 107	0	0	1 275	3 909 107
Pays de la Loire	324	828 492	0	0	324	828 492
Picardie	38	122 665	5	14 565	43	137 230
Poitou-Charentes	40	118 290	41	2 157	81	120 448
Provence-Alpes-Côte d'Azur	630	1 119 488	2 082	1 110 856	2 712	2 230 344
Rhône-Alpes	178	571 698	212	97 198	390	668 896
TOTAL 2015	3 575	10 019 243	9 296	4 116 221	12 871	14 135 463

(1) : Les départements et régions français d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte) n'ont procédé à aucun paiement de PF à l'étranger en 2015.

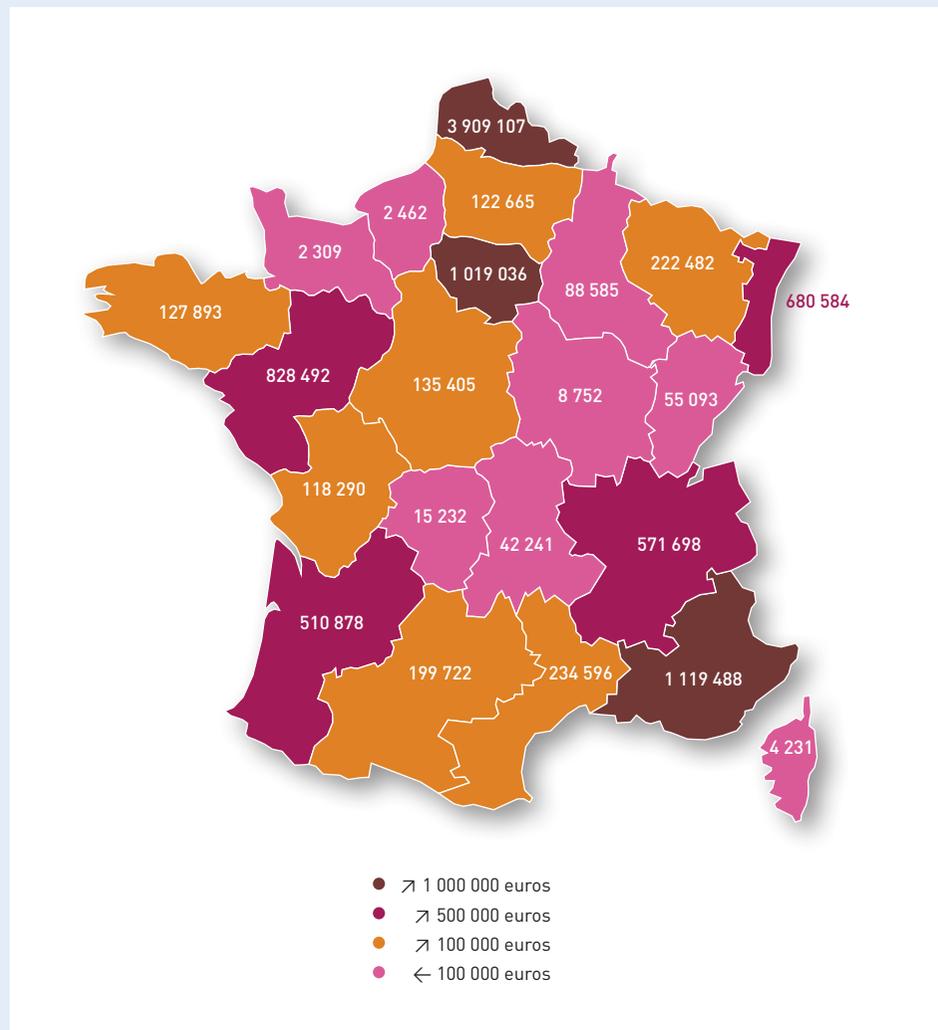


La région Nord-Pas-de-Calais arrive en tête des régions qui exportent des prestations familiales avec un montant légèrement supérieur à 3,9 millions d'euros (les paiements ont lieu en totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers un pays limitrophe : la Belgique).

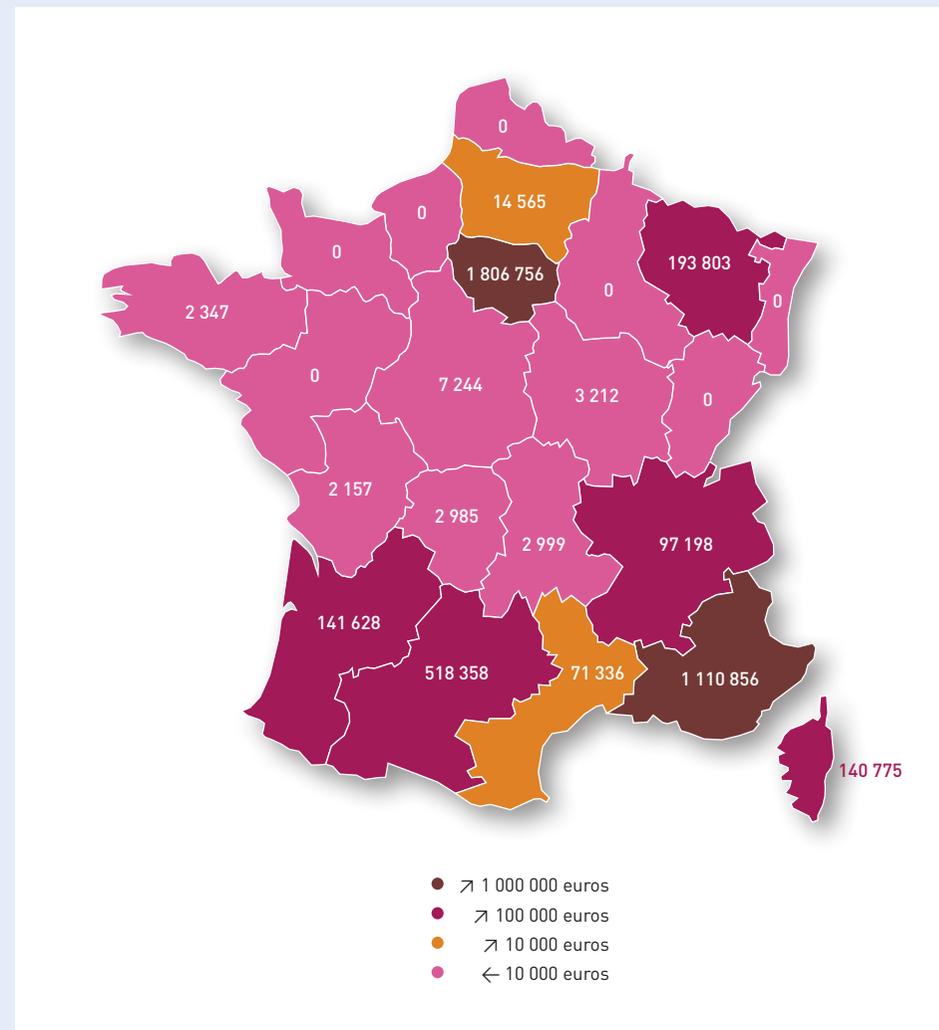
La région Île-de-France se positionne au 2ème rang avec un montant de plus de 2,8 millions d'euros de prestations familiales versé principalement vers les pays hors UE-EEE-Suisse, suivie par la région PACA, dont les prestations familiales ont été équitablement versées entre les pays appliquant les règlements européens et ceux signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

Il convient de noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Epinal et Saint-Quentin-en-Yvelines ont pris en charge les paiements à destination des pays hors règlements européens.

LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES RÉGLEMENTS EUROPÉENS



LES PRESTATIONS FAMILIALES VERSÉES
DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX



En matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n°883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n°987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résidant sur le territoire d'un autre Etat membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un Etat membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ayant droit.

Les dispositions des règlements européens s'appliquent dorénavant à l'ensemble des pays de l'EEE ainsi qu'à la Suisse. Dans ces textes, les pensionnés ne voient plus leurs droits limités aux seules allocations familiales comme précédemment, ils ont désormais des droits alignés sur ceux de l'ensemble des catégories.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre Etat membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'Etat compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'Etat compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un Etat déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre Etat membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

Quelles sont les prestations familiales exportables ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

- des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial
- de la PAJE : allocation de naissance ou d'adoption, complément de libre choix d'activité (CLCA), allocation de base, complément du libre choix de mode de garde (CMG), et enfin, uniquement dans le cas d'un détachement, la prime de naissance (Pn) ou à l'adoption (Pa).
- du complément familial
- de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément
- de l'allocation de rentrée scolaire (ARS)
- de l'allocation de soutien familial (ASF)
- de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP)

En revanche, n'est pas exportable par la France : l'allocation logement.

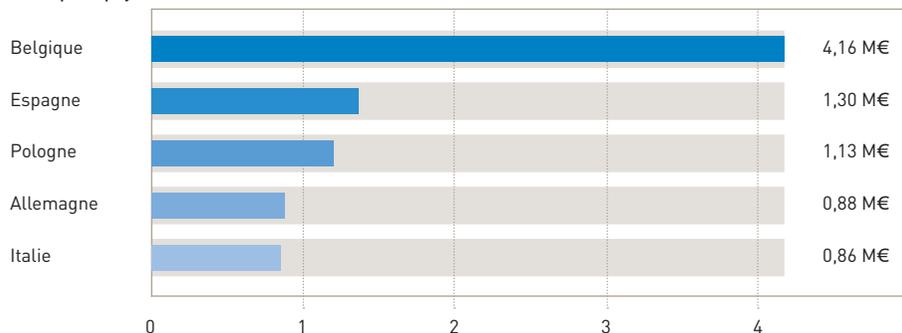
Nota bene : Dans le cadre du droit communautaire le **complément différentiel** n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est précisée dans la décision n° 147 de la Commission administrative des Communautés européennes du 10 octobre 1990 : lorsque deux parents travaillent dans deux Etats membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre Etat est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'Etat de résidence des enfants est inférieur aux prestations prévues par l'autre Etat, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

Qu'en est-il des droits spécifiques des orphelins ?

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du précédent règlement limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2015

Principaux pays



Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total	
	Nombre de familles bénéficiaire	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	278	868 616	2	8 868	280	877 484
Autriche	9	10 159	0	0	9	10 159
Belgique	1 370	4 158 796	0	0	1 370	4 158 796
Bulgarie	12	29 712	0	0	12	29 712
Chypre	1	4 185	0	0	1	4 185
Croatie	0	0	0	0	0	0
Danemark	3	10 023	0	0	3	10 023
Espagne	754	1 276 694	8	19 741	762	1 296 435
Estonie	2	3 832	0	0	2	3 832
Finlande	1	2 317	0	0	1	2 317
Grèce	12	39 355	0	0	12	39 355
Hongrie	17	53 452	0	0	17	53 452
Irlande	6	13 069	0	0	6	13 069
Islande	0	0	0	0	0	0

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total	
	Nombre de familles bénéficiaire	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
Italie	348	859 554	0	0	348	859 554
Lettonie	0	0	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0
Lituanie	1	5 784	0	0	1	5 784
Luxembourg	24	76 853	0	0	24	76 853
Malte	0	0	0	0	0	0
Norvège	7	31 696	0	0	7	31 696
Pays-Bas	13	38 045	0	0	13	38 045
Pologne	222	1 125 880	0	0	222	1 125 880
Portugal	303	836 500	2	14 572	305	851 073
République tchèque	14	37 162	0	0	14	37 162
Roumanie	43	125 057	0	0	43	125 057
Royaume-Uni	77	233 962	0	0	77	233 962
Slovaquie	7	28 845	0	0	7	28 845
Slovenie	0	0	0	0	0	0
Suède	5	11 322	0	0	5	11 322
Suisse	34	95 191	0	0	34	95 191
TOTAL 2015	3 563	9 976 062	12	43 181	3 575	10 019 243
Total 2014	3 529	10 379 040	15	91 567	3 544	10 470 607
<i>% d'évolution</i>	<i>0,96</i>	<i>-3,88</i>	<i>-20,00</i>	<i>-52,84</i>	<i>0,87</i>	<i>-4,31</i>

* (travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers)

PRESTATIONS FAMILIALES • Règlements européens

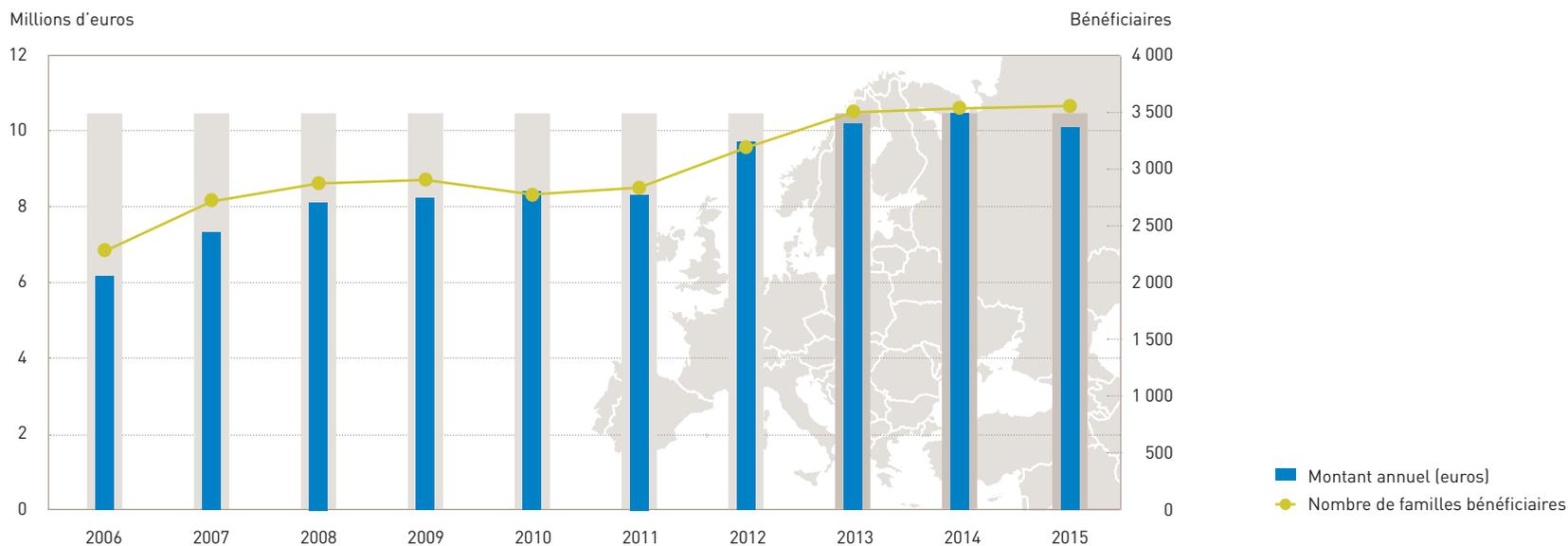
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (euros)	% évolution
2006	2 283		6 182 216	
2007	2 722	19,23	7 333 850	18,63
2008	2 881	5,84	8 120 579	10,73
2009	2 912	1,08	8 231 650	1,37
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 196	12,38	9 718 856	16,76
2013	3 509	9,79	10 200 903	4,96
2014	3 544	1,00	10 470 607	2,64
2015	3 575	0,87	10 019 243	-4,31



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays (UE-EEE-Suisse) a fortement augmenté (+ 62,1%), avec un taux d'accroissement moyen annuel de 5,5 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a augmenté en proportion de 56,6 %. Depuis 2006, on constate une hausse continue (sauf en 2010) : 2 283 familles bénéficiaient de prestations en 2006 contre 3 575 en 2015.



I - Les travailleurs occupés en France

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

Système de la participation

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

NB : L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

Système des indemnités pour charges de familles (I.C.F.) ou allocations transférables

Ce système est utilisé respectivement dans les relations avec le Maroc, la Tunisie, la Turquie et avec Andorre, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, Monaco, le Monténégro, la Serbie.

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays.

Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Qu'est-ce que le nombre théorique de familles de travailleurs étrangers en France ? Et comment est-il déterminé ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille.

Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures.

Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France.

Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la méthode algébrique ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles**.

LE TABLEAU CI-DESSOUS RÉSUME LES MODALITÉS DE TRANSFERT DES PRESTATIONS FAMILIALES CONVENTIONNELLES

Pays d'origine du travailleur en France	Transfert du versement	Type de prestation	La caisse familiale française verse à :	Organisme de liaison étranger	Paiement des prestations selon la législation locale aux familles résidant :	Pays de résidence de la famille
Algérie	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Alger	.....▶	Algérie
Bénin	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Cotonou	.....▶	Bénin
Cap-Vert	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	INPS Praia	.....▶	Cap-Vert
Congo	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Brazaville	.....▶	Congo
Côte d'Ivoire	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNPS Abidjan	.....▶	Côte d'Ivoire
Gabon	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Libreville	.....▶	Gabon
Madagascar	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNPS Antananarivo	.....▶	Madagascar
Mali	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	INPS Bamako	.....▶	Mali
Mauritanie	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Nouakchott	.....▶	Mauritanie
Niger	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Niamey	.....▶	Niger
Sénégal	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Dakar	.....▶	Sénégal
Togo	semi-direct	Participation aux A.F.	.....▶	CNSS Lomé	.....▶	Togo
Maroc, Tunisie et Turquie	direct	I.C.F.	La caisse française verse directement...	.....▶	...aux familles résidant :	Maroc, Tunisie et Turquie
Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie	direct	Allocations transférables				Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie

II - Les travailleurs détachés à l'étranger

La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir chapitre ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

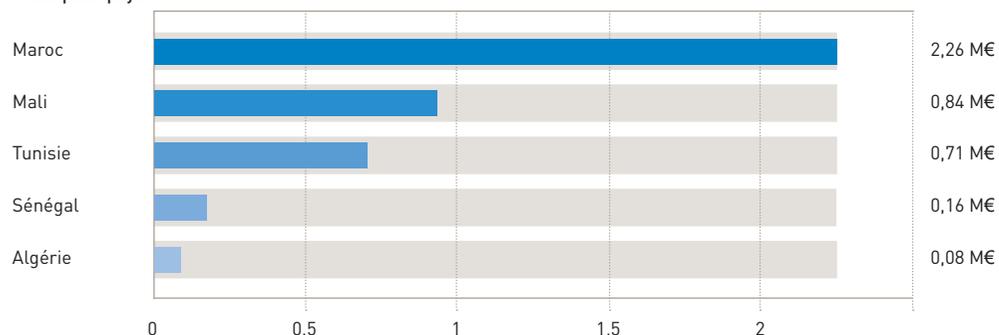
Généralement, les prestations servies dans cette situation sont : les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption et la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants : Argentine, Brésil, Cameroun, Corée, Japon,

Jersey, Philippines, Québec, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Uruguay ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2015

Principaux pays



Pays	PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
CONVENTIONS BILATERALES Algérie	495	81 698	6	326	0	0	501	82 024
Andorre	0	0			3	4 657	3	4 657
Argentine					1	1 477	1	1 477
Bénin	0	0			0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0			0	0	0	0
Brésil					0	0	0	0
Cameroun					0	0	0	0
Cap-Vert	4	886			0	0	4	886
Congo	2	37			1	1 294	3	1 331
Corée					0	0	0	0
Côte d'Ivoire	8	700			1	4 444	9	5 144
Gabon	0	0			1	1 560	1	1 560
Japon					1	557	1	557
Jersey					0	0	0	0
Kosovo	0	0			0	0	0	0
Macédoine	0	0			0	0	0	0
Madagascar	0	0			0	0	0	0

PRESTATIONS FAMILIALES • Accords internationaux

PAIEMENT DES PRESTATIONS FAMILIALES EN 2015 (SUITE ET FIN)

	Pays	PF versées aux travailleurs/chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		Total	
		Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
CONVENTIONS BILATERALES	Mali	2 949	843 907			0	0	2 949	843 907
	Maroc	3 522	2 230 559			11	26 084	3 533	2 256 642
	Mauritanie	22	1 519			0	0	22	1 519
	Monaco	0	0					0	0
	Monténégro	0	0			0	0	0	0
	Niger	0	0			0	0	0	0
	Philippines					1	1 300	1	1 300
	Québec					1	1 663	1	1 663
	Sénégal	718	161 318			1	1 560	719	162 878
	Serbie	0	0			0	0	0	0
	Togo	0	0			0	0	0	0
	Tunisie	1 460	704 729			1	1 299	1 461	706 028
	Turquie	83	40 605			3	3 074	86	43 679
	Uruguay					0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2015	9 263	4 065 956	6	326	26	48 968	9 295	4 115 251
	SOUS-TOTAL 2014	9 674	4 250 159	5	781	17	43 821	9 696	4 294 760
	<i>% d'évolution</i>	<i>-4,25</i>	<i>-4,33</i>	<i>20,00</i>	<i>-58,24</i>	<i>52,94</i>	<i>11,75</i>	<i>-4,14</i>	<i>-4,18</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie					1	970	1	970
	Polynésie française					0	0	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon					0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2015	-	-	-	-	1	970	1	970
	SOUS-TOTAL 2014	-	-	-	-	1	1 552	1	1 552
	<i>% d'évolution</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>0,00</i>	<i>-37,49</i>	<i>0,00</i>	<i>-37,49</i>
	TOTAL GÉNÉRAL 2015	9 263	4 065 956	6	326	27	49 938	9 296	4 116 221
	TOTAL GÉNÉRAL 2014	9 674	4 250 159	5	781	18	45 372	9 697	4 296 312
	<i>% d'évolution</i>	<i>-4,25</i>	<i>-4,33</i>	<i>20,00</i>	<i>-58,24</i>	<i>50,00</i>	<i>10,06</i>	<i>-4,14</i>	<i>-4,19</i>

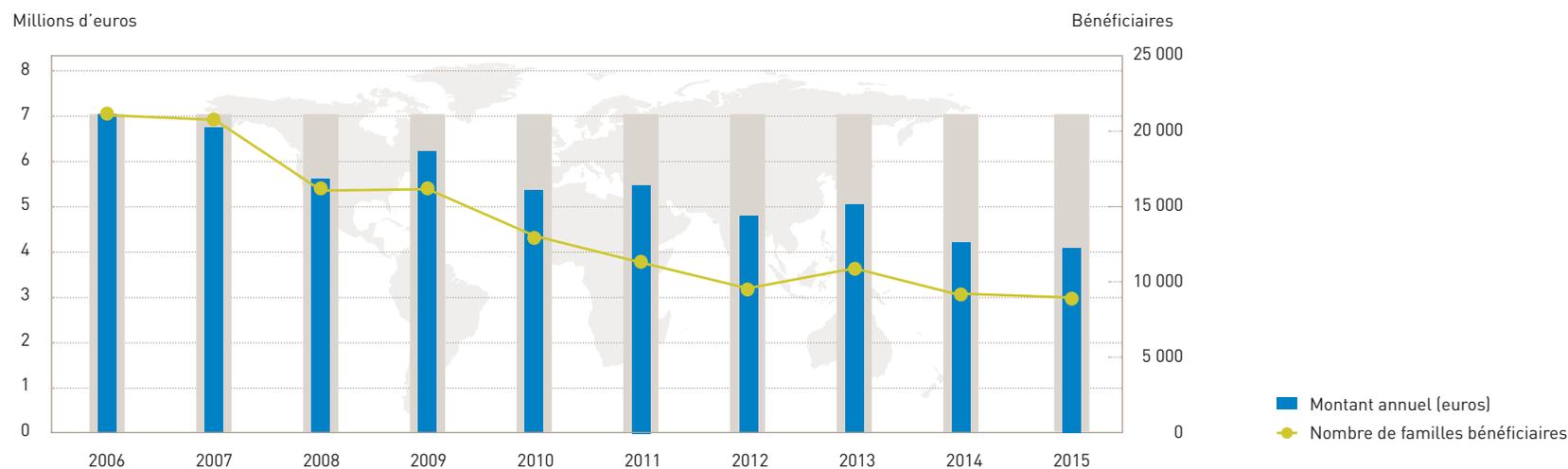
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PRESTATIONS FAMILIALES

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (euros)	% évolution
2006	21 656		7 075 537	
2007	21 353	-1,40	6 757 486	-4,50
2008	16 652	-22,02	5 615 745	-16,90
2009	16 741	0,53	6 227 549	10,89
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 866	-13,02	5 487 700	2,21
2012	10 156	-14,41	4 802 741	-12,48
2013	11 485	13,09	5 063 651	5,43
2014	9 697	-15,57	4 296 312	-15,15
2015	9 296	-4,14	4 116 221	-4,19



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays ayant signé un accord international avec la France a fortement diminué (- 41,8 %) avec un taux de décroissement moyen annuel de 5,8 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a baissé de 57,1 %.



RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

- Avant-propos72
- Synthèse73
- Règlements européens76
 - Les paiements des rentes d'accident du travail76
 - Les paiements des pensions d'invalidité79
 - Les paiements des pensions de vieillesse82
 - Les paiements des allocations de retraite complémentaire85
 - Les paiements des allocations de veuvage90
 - Les paiements des capitaux décès92
- Accords internationaux94
 - Les paiements des rentes d'accident du travail94
 - Les paiements des pensions d'invalidité97
 - Les paiements des pensions de vieillesse100
 - Les paiements des allocations de retraite complémentaire103
 - Les paiements des allocations de veuvage108
 - Les paiements des capitaux décès110
- Pays hors conventions112
 - Paiements de l'ensemble des pensions, rentes et allocations112



Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés au cours de l'année 2015 (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale, et non les montants uniquement dus au titre de 2015. En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2015.

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, s'agissant des rentes d'accidents du travail, des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse, et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, les paiements sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander à ce que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties :

- celles concernant les Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des **règlements européens**
- celles des pays ayant signé une **convention bilatérale** avec la France ou un **accord de coordination** avec la métropole (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon)
- celles relatives aux **pays hors conventions**.

PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS VERSÉS À DES BÉNÉFICIAIRES RÉSIDANT À L'ÉTRANGER EN 2015

Type d'accord	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)
Règlements Européens	89 608 242	18 062 731	2 295 383 205	962 797 988	1 119 535	289 713	3 367 261 414
Conventions Bilatérales	73 945 340	5 440 407	2 254 235 988	680 461 774	24 269 936	171 007	3 038 524 452
Décrets de coordination	73 886	101 316	29 786 046	77 682 545	0	0	107 643 793
Pays hors conventions	1 338 405	1 053 066	98 545 090	72 860 609	18 669	9 662	173 825 501
TOTAL 2015	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 408 139	470 382	6 687 255 159
TOTAL 2014	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 614 393 788
% d'évolution	0,61	5,46	0,16	3,65	0,30	-14,04	1,10

RÉPARTITION DES PAIEMENTS 2015 PAR TYPE D'ACCORD



En 2015, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,69 milliards d'euros soit une augmentation de 72,86 millions d'euros par rapport à 2014.



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS (TOUT TYPE D'ACCORD)

Année	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)	% d'évolution
2006	134 703 100	31 095 066	3 610 687 291	1 180 576 243	19 026 488	395 795	4 976 483 983	
2007	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 506 987	338 663	5 415 631 013	8,82
2008	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 124 829	418 853	5 645 564 756	4,25
2009	182 415 910	28 391 525	4 103 272 797	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 752 712 155	1,90
2010	183 670 962	24 673 187	4 268 602 985	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 004 612 609	4,38
2011	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 183 432	2,54
2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654	2,04
2013	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 377 924 288	1,51
2014	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 614 393 788	3,71
2015	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 408 139	470 382	6 687 255 159	1,10

SELON LA NATURE DES ACCORDS

Milliards d'euros



- Pays hors conventions
- Accords internationaux (conventions et décrets)
- Règlements Européens

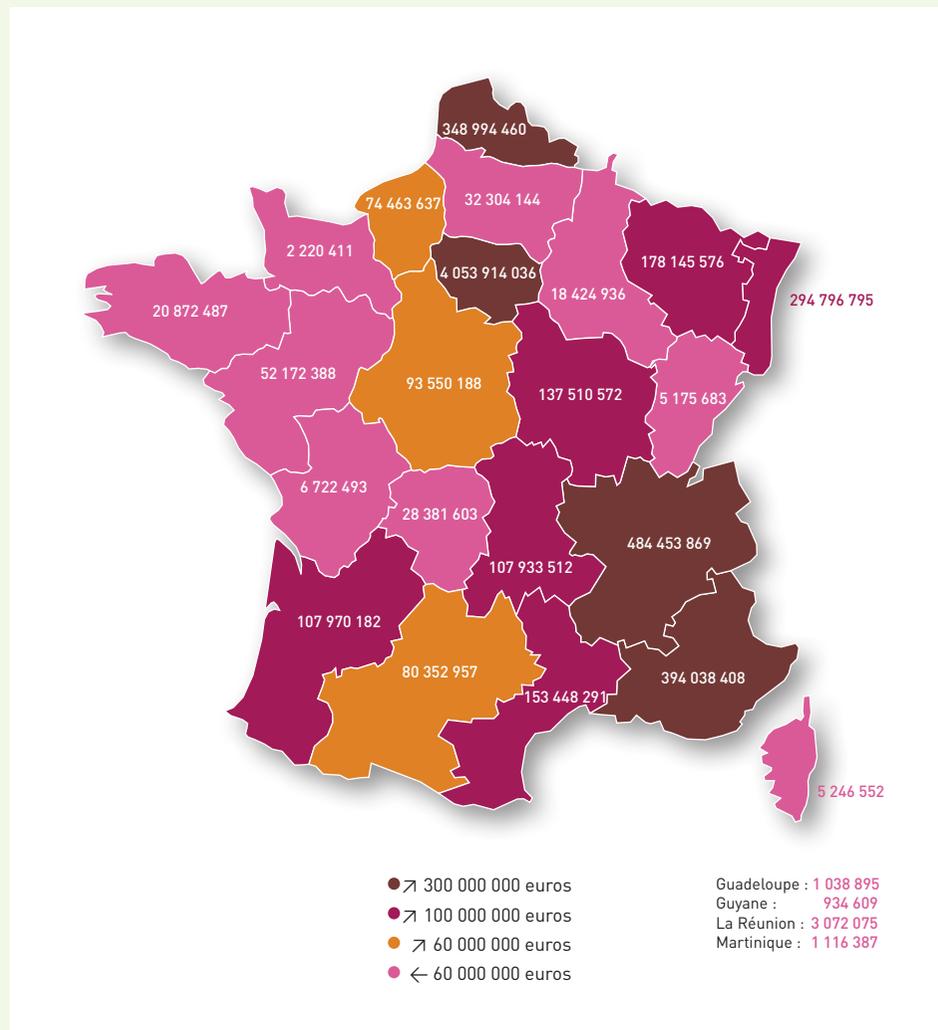


Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 49,9 % des montants totaux distribués. Sur cette même période, 47,6 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux.

Le reste, 2,6 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

PAIEMENTS DES RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

PAR RÉGIONS FRANÇAISES (TOUT TYPE D'ACCORD)



La région **Île-de-France** arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec **60,62 % du montant total versé**. La région Rhône-Alpes, 2^e de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 7,24 % suivi par la région Provence-Alpes Côte d'azur (5,89 %).

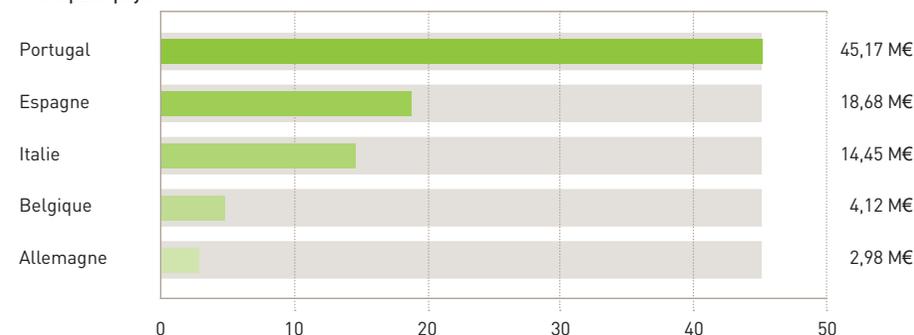


Rentes d'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

Principaux pays



PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2015

Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	590	1 614 851	107	1 370 070	697	2 984 921
Autriche	19	83 938	7	87 689	26	171 627
Belgique	883	2 370 178	137	1 747 426	1 020	4 117 604
Bulgarie	2	5 386	2	12 784	4	18 171
Chypre	0	0	0	0	0	0
Croatie	84	230 064	7	93 249	91	323 313
Danemark	6	9 259	0	0	6	9 259
Espagne	5 395	14 243 690	366	4 437 021	5 761	18 680 712
Estonie	3	3 086	4	67 513	7	70 599
Finlande	2	4 663	0	0	2	4 663
Grèce	30	89 285	4	55 193	34	144 478
Hongrie	20	50 747	1	6 016	21	56 763
Irlande	15	51 981	2	16 563	17	68 544
Islande	0	0	0	0	0	0
Italie	2 919	9 638 555	339	4 813 908	3 258	14 452 463

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	2	2 839	0	0	2	2 839
Liechtenstein	1	1 370	0	0	1	1 370
Lituanie	1	913	0	0	1	913
Luxembourg	115	250 096	17	282 146	132	532 242
Malte	3	4 003	0	0	3	4 003
Norvège	1	7 871	2	21 877	3	29 748
Pays-bas	47	68 400	2	87 003	49	155 403
Pologne	72	259 510	43	426 688	115	686 197
Portugal	12 302	32 345 092	1 083	12 820 284	13 385	45 165 376
République-tchèque	5	14 665	2	25 126	7	39 791
Roumanie	14	44 760	6	30 170	20	74 930
Royaume-uni	96	211 501	23	363 487	119	574 988
Slovaquie	4	4 080	1	37 893	5	41 973
Slovénie	19	33 972	1	9 132	20	43 104
Suède	19	50 002	1	36 527	20	86 529
Suisse	222	646 383	29	419 336	251	1 065 719
TOTAL 2015	22 891	62 341 141	2 186	27 267 101	25 077	89 608 242
TOTAL 2014	23 153	62 334 927	2 112	26 102 339	25 265	88 437 266
% d'évolution	-1,13	0,01	3,50	4,46	-0,74	1,32

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES D'AT-MP

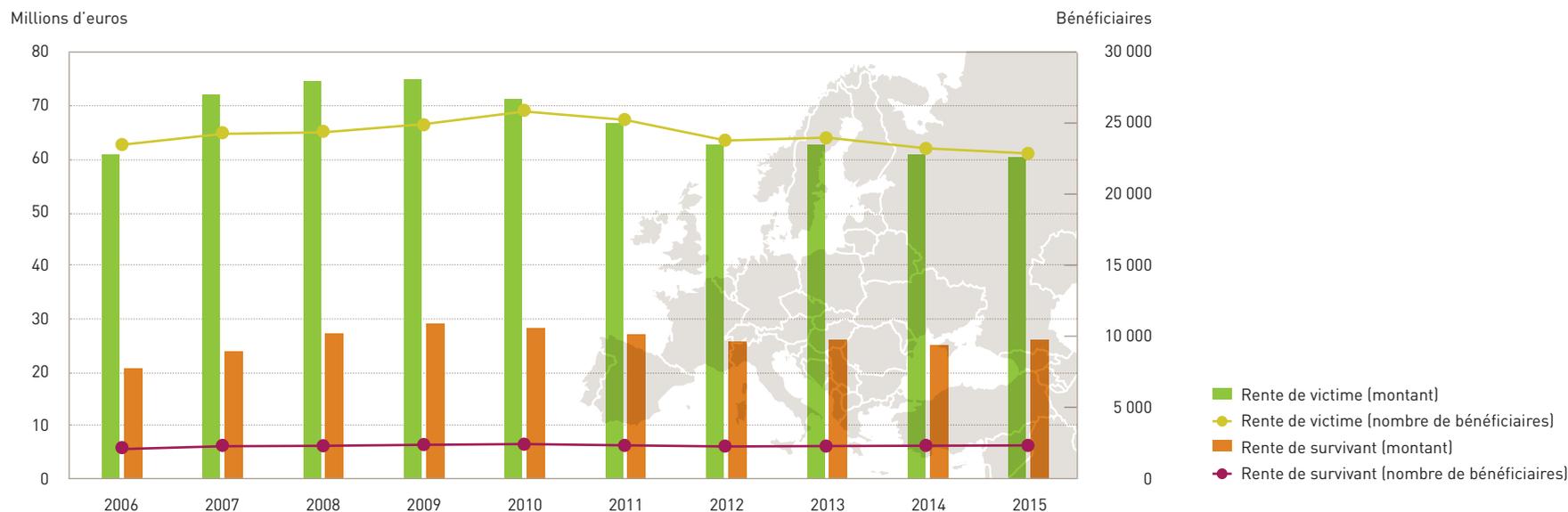
Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	23 478	60 835 300	1 983	20 773 192	25 461	81 608 492	
2007	24 260	72 152 998	2 200	23 911 304	26 460	96 064 302	17,71
2008	24 368	74 713 079	2 232	27 281 752	26 600	101 994 831	6,17
2009	24 953	75 010 219	2 308	29 134 734	27 261	104 144 953	2,11
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454	-5,63
2013	23 993	62 787 929	2 214	26 185 970	26 207	88 973 899	0,36
2014	23 153	62 334 927	2 112	26 102 339	25 265	88 437 266	-0,60
2015	22 891	62 341 141	2 186	27 267 101	25 077	89 608 242	1,32



- Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 1,5% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 0,18% (pour le montant global des rentes, respectivement : + 9,8% sur la décennie et + 1% par an).

- Le nombre de titulaires d'une rente de victime présente une évolution opposée à celui des titulaires d'une rente de survivant, soit respectivement : - 2,5% et +10,2%.

- Sur la période, les paiements de rentes de victimes et survivants ont progressé respectivement, en moyenne, de 0,3 et 3,1% par an.

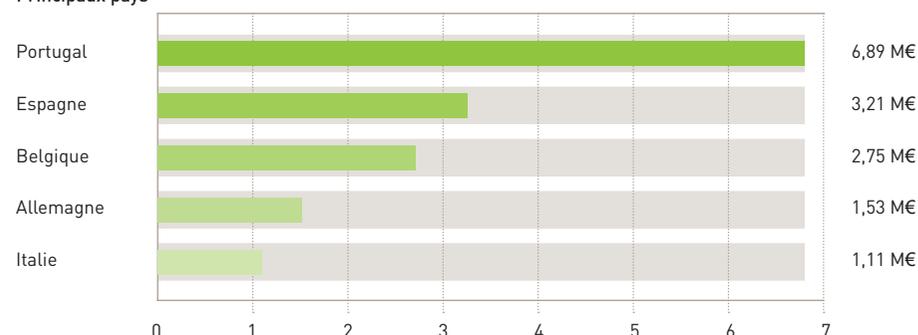


Pensions d'invalidité

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Principaux pays



PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2015

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	641	1 467 674	9	58 397	650	1 526 072
Autriche	35	61 814	2	8 147	37	69 961
Belgique	408	2 521 463	46	223 797	454	2 745 260
Bulgarie	3	2 772	0	0	3	2 772
Chypre	1	2 282	0	0	1	2 282
Croatie	4	25 919	1	-5 942	5	19 978
Danemark	11	27 168	0	0	11	27 168
Espagne	632	3 116 392	11	89 714	643	3 206 107
Estonie	1	9 450	0	0	1	9 450
Finlande	11	60 401	0	0	11	60 401
Grèce	10	66 018	0	0	10	66 018
Hongrie	0	0	0	0	0	0
Irlande	4	33 570	1	7 924	5	41 494
Islande	1	4 915	0	0	1	4 915
Italie	177	1 052 912	13	61 262	190	1 114 174

PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	0	0	0	0	0	0
Liechtenstein	2	2 983	0	0	2	2 983
Lituanie	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	139	507 745	1	2 210	140	509 955
Malte	4	39 633	0	0	4	39 633
Norvège	8	42 730	1	5 680	9	48 410
Pays-bas	13	93 192	0	0	13	93 192
Pologne	48	247 991	1	8 526	49	256 517
Portugal	1 337	6 843 392	9	46 518	1 346	6 889 909
République-tchèque	3	15 682	0	0	3	15 682
Roumanie	1	5 358	0	0	1	5 358
Royaume-uni	36	219 514	3	29 957	39	249 471
Slovaquie	3	10 291	0	0	3	10 291
Slovénie	2	5 570	0	0	2	5 570
Suède	21	61 394	0	0	21	61 394
Suisse	291	907 285	11	71 028	302	978 313
TOTAL 2015	3 847	17 455 511	109	607 219	3 956	18 062 731
TOTAL 2014	3 834	16 502 461	112	592 442	3 946	17 094 903
<i>% d'évolution</i>	<i>0,34</i>	<i>5,78</i>	<i>-2,68</i>	<i>2,49</i>	<i>0,25</i>	<i>5,66</i>

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

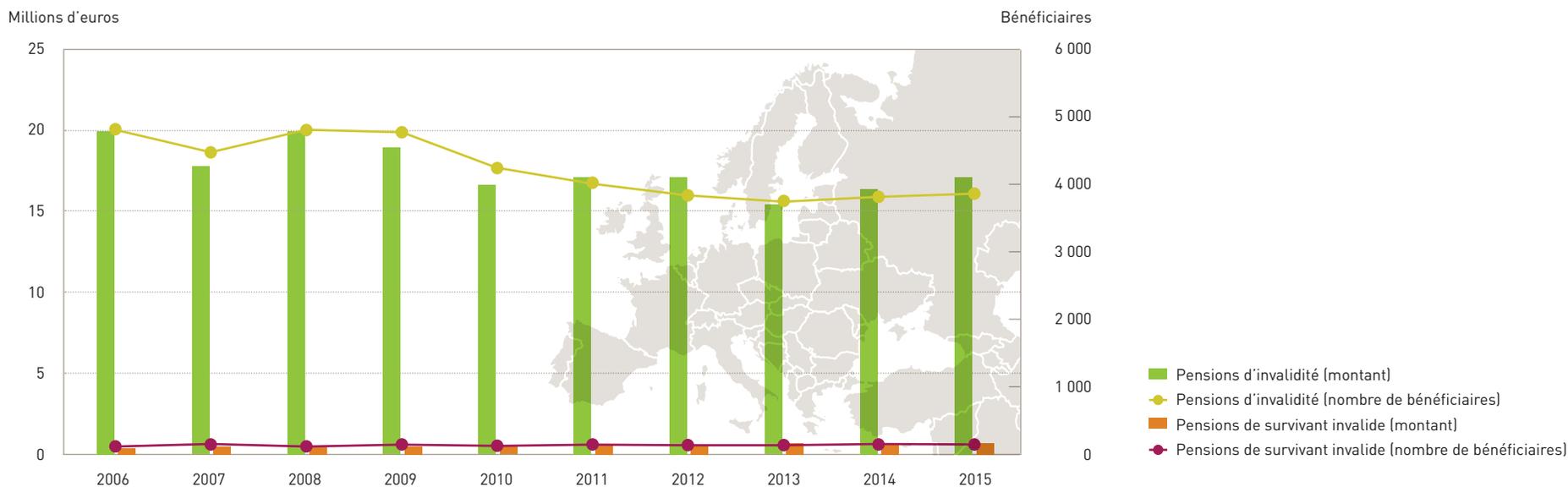
Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	4 846	20 113 844	83	372 042	4 929	20 485 886	
2007	4 496	17 995 696	124	465 627	4 620	18 461 323	-9,88
2008	4 849	20 065 838	78	392 524	4 927	20 458 362	10,82
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	-4,27
2010	4 267	16 755 588	85	449 064	4 352	17 204 652	-12,15
2011	4 043	17 330 027	103	589 561	4 146	17 919 588	4,16
2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717	-1,52
2013	3 778	15 445 914	98	615 875	3 876	16 061 789	-8,99
2014	3 834	16 502 461	112	592 442	3 946	17 094 903	6,43
2015	3 847	17 455 511	109	607 219	3 956	18 062 731	5,66



• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 19,7% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 2,4%.

• Le montant global a également diminué de 11,8% sur la même période, soit une baisse annuelle moyenne proche de 1,4%.

• Sur l'ensemble de la décennie, la part des pensions de survivant invalide demeure très faible par rapport au total des paiements de pensions d'invalidité : près de 3,4% en 2015 et 1,8 % en 2006.



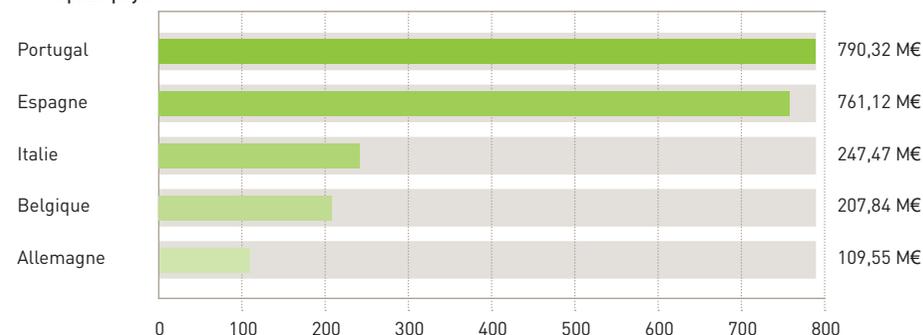
Pensions de vieillesse

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2015

Principaux pays



Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	44 322	84 821 963	15 919	24 726 910	60 241	109 548 874
Autriche	2 144	4 240 183	362	608 698	2 506	4 848 881
Belgique	51 488	174 441 360	16 720	33 394 069	68 208	207 835 428
Bulgarie	211	823 427	41	100 005	252	923 431
Chypre	90	378 942	3	9 847	93	388 789
Croatie	2 430	6 847 338	637	1 089 115	3 067	7 936 453
Danemark	642	1 350 722	21	48 293	663	1 399 015
Espagne	277 476	661 364 768	71 087	99 755 102	348 563	761 119 870
Estonie	16	103 698	2	12 936	18	116 633
Finlande	294	572 243	12	35 362	306	607 605
Grèce	2 077	6 520 379	315	839 289	2 392	7 359 668
Hongrie	459	2 048 546	74	198 521	533	2 247 067
Irlande	377	1 271 270	22	47 081	399	1 318 351
Islande	12	26 815	1	2 079	13	28 894
Italie	85 424	179 783 148	40 622	67 689 212	126 046	247 472 360

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	13	81 559	0	0	13	81 559
Liechtenstein	41	135 338	8	8 472	49	143 810
Lituanie	25	74 268	5	13 982	30	88 251
Luxembourg	4 453	17 722 410	769	1 735 751	5 222	19 458 162
Malte	79	588 248	5	7 162	84	595 410
Norvège	486	1 033 065	11	28 791	497	1 061 857
Pays-bas	3 790	7 277 426	364	607 272	4 154	7 884 698
Pologne	3 138	8 134 621	3 384	5 885 265	6 522	14 019 886
Portugal	167 862	689 711 336	43 588	100 613 340	211 450	790 324 675
République-tchèque	320	1 134 829	141	263 742	461	1 398 570
Roumanie	354	1 799 943	53	110 596	407	1 910 539
Royaume-uni	8 924	21 680 000	545	1 328 914	9 469	23 008 914
Slovaquie	123	454 174	121	110 628	244	564 802
Slovénie	560	1 696 431	180	305 769	740	2 002 201
Suède	1 613	3 356 343	80	191 317	1 693	3 547 660
Suisse	23 210	72 855 759	1 234	3 285 137	24 444	76 140 895
TOTAL 2015	682 453	1 952 330 550	196 326	343 052 656	878 779	2 295 383 205
TOTAL 2014	685 098	1 938 942 847	199 183	349 322 778	884 281	2 288 265 625
<i>% d'évolution</i>	<i>-0,39</i>	<i>0,69</i>	<i>-1,43</i>	<i>-1,79</i>	<i>-0,62</i>	<i>0,31</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

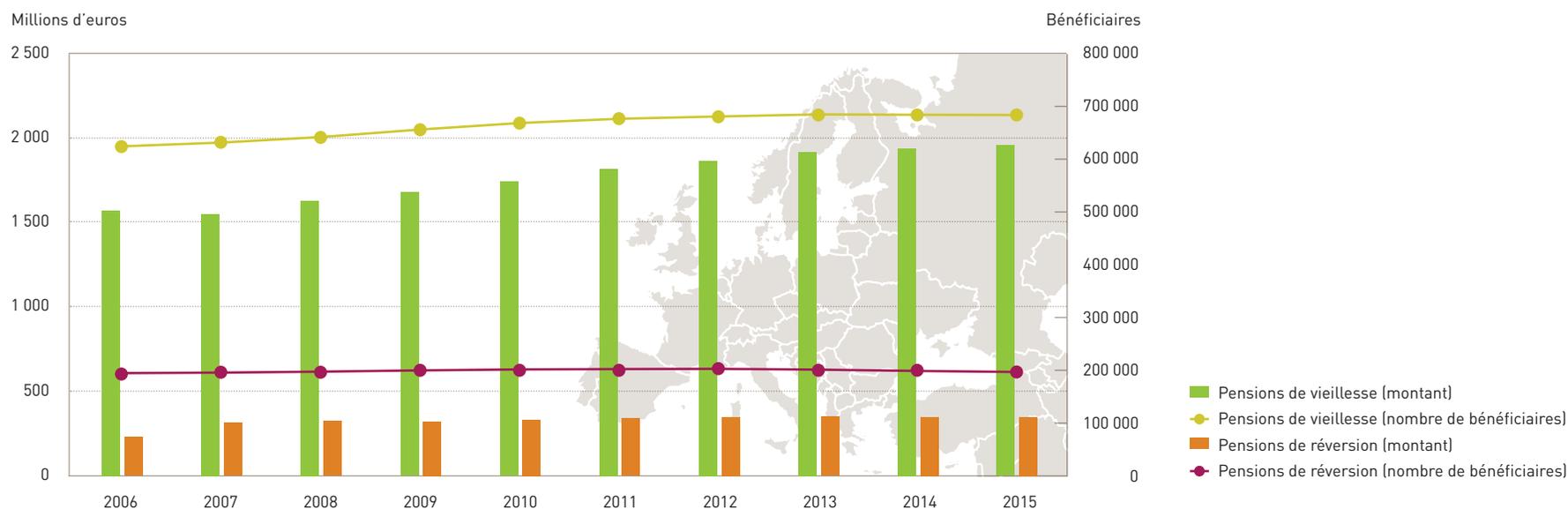
Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	624 785	1 570 456 469	194 827	229 897 893	819 612	1 800 354 362	
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	827 876	1 865 259 669	3,61
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	840 335	1 951 902 072	4,65
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	2,49
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53
2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977	2,46
2014	685 098	1 938 942 847	199 183	349 322 778	884 281	2 288 265 625	0,98
2015	682 453	1 952 330 550	196 326	343 052 656	878 779	2 295 383 205	0,31



• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de plus de 7% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,8% (pour le montant global des pensions, respectivement : + 27,5% sur la décennie et + 2,75% par an).

• Les titulaires d'une pension de vieillesse présentent une tendance à la hausse plus soutenue que les titulaires d'une pension de réversion (9,2% contre 0,8%).

• Sur la période, les paiements de pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 2,5% par an contre 4,5% pour les pensions de réversion.

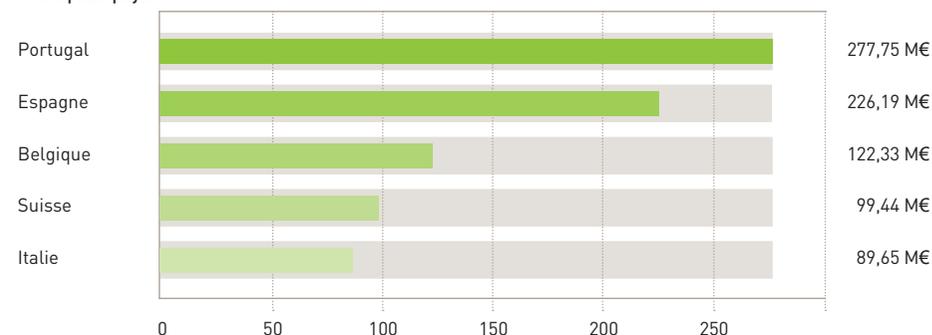


Allocations de retraite complémentaire

L'**allocation de retraite complémentaire** complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Principaux pays



PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2015

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	20 171	41 646 532	6 557	10 379 783	26 728	52 026 315
Autriche	1 027	2 967 333	252	782 131	1 279	3 749 464
Belgique	37 986	99 805 764	15 213	22 526 694	53 199	122 332 458
Bulgarie	163	577 940	40	76 482	203	654 422
Chypre	116	899 306	10	30 254	126	929 560
Croatie	1 244	2 074 397	410	464 330	1 654	2 538 727
Danemark	526	1 161 206	90	338 166	616	1 499 372
Espagne	131 084	187 757 581	38 389	38 434 786	169 473	226 192 367
Estonie	16	94 959	2	2 953	18	97 912
Finlande	244	551 633	26	79 383	270	631 016
Grèce	1 641	4 293 706	435	1 103 182	2 076	5 396 888
Hongrie	370	1 093 309	124	233 684	494	1 326 993
Irlande	388	1 180 784	53	182 194	441	1 362 978
Islande	8	4 300	4	5 628	12	9 928
Italie	47 107	67 011 128	21 961	22 638 021	69 068	89 649 149

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Lettonie	13	92 330	3	8 404	16	100 734
Liechtenstein	31	128 967	7	30 813	38	159 780
Lituanie	17	63 436	4	2 685	21	66 121
Luxembourg	3 273	14 930 692	709	1 439 768	3 982	16 370 460
Malte	100	962 563	14	62 769	114	1 025 332
Norvège	337	830 312	45	118 103	382	948 415
Pays-Bas	2 886	7 055 409	556	1 452 371	3 442	8 507 780
Pologne	2 085	3 048 845	2 414	1 504 746	4 499	4 553 591
Portugal	138 634	232 369 229	47 947	45 381 763	186 581	277 750 992
République tchèque	280	1 018 846	115	169 170	395	1 188 016
Roumanie	318	1 625 950	67	104 529	385	1 730 479
Royaume-Uni	8 049	32 526 654	1 366	4 820 053	9 415	37 346 707
Slovaquie	107	401 709	92	40 018	199	441 727
Slovénie	364	625 692	160	171 580	524	797 272
Suède	1 331	3 329 979	178	643 067	1 509	3 973 046
Suisse	17 110	85 532 726	3 280	13 907 261	20 390	99 439 987
TOTAL 2015	417 026	795 663 217	140 523	167 134 771	557 549	962 797 988
TOTAL 2014	417 587	769 623 667	139 905	163 126 929	557 492	932 750 596
% d'évolution	-0,13	3,38	0,44	2,46	0,01	3,22

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)

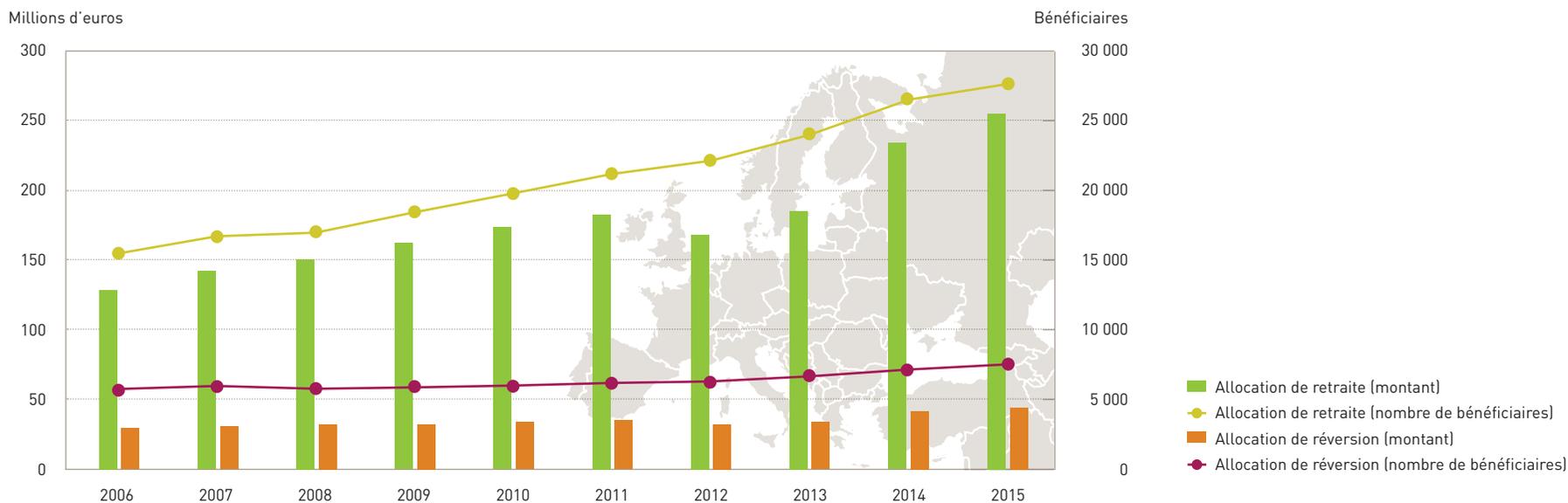
Années	Allocation retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	15 466	127 862 225	5 768	29 441 524	21 234	157 303 749	
2007	16 699	141 471 337	5 987	30 865 819	22 686	172 337 156	9,56
2008	16 956	149 758 507	5 785	32 216 030	22 741	181 974 537	5,59
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	6,74
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91
2012	22 110	167 825 088	6 317	31 773 136	28 427	199 598 224	-7,88
2013	23 960	184 012 562	6 684	33 986 782	30 644	217 999 344	9,22
2014	26 466	232 874 500	7 177	41 063 988	33 643	273 938 488	25,66
2015	28 047	254 566 432	7 407	42 982 088	35 454	297 548 520	8,62



• Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de près de 67 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,9 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 89,2 % sur la décennie et + 7,3 % par an).

• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 81,4 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 28,4 %).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 8 % par an ; les allocations de réversion quant à elles se sont accrues de 4,3 % par an.



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

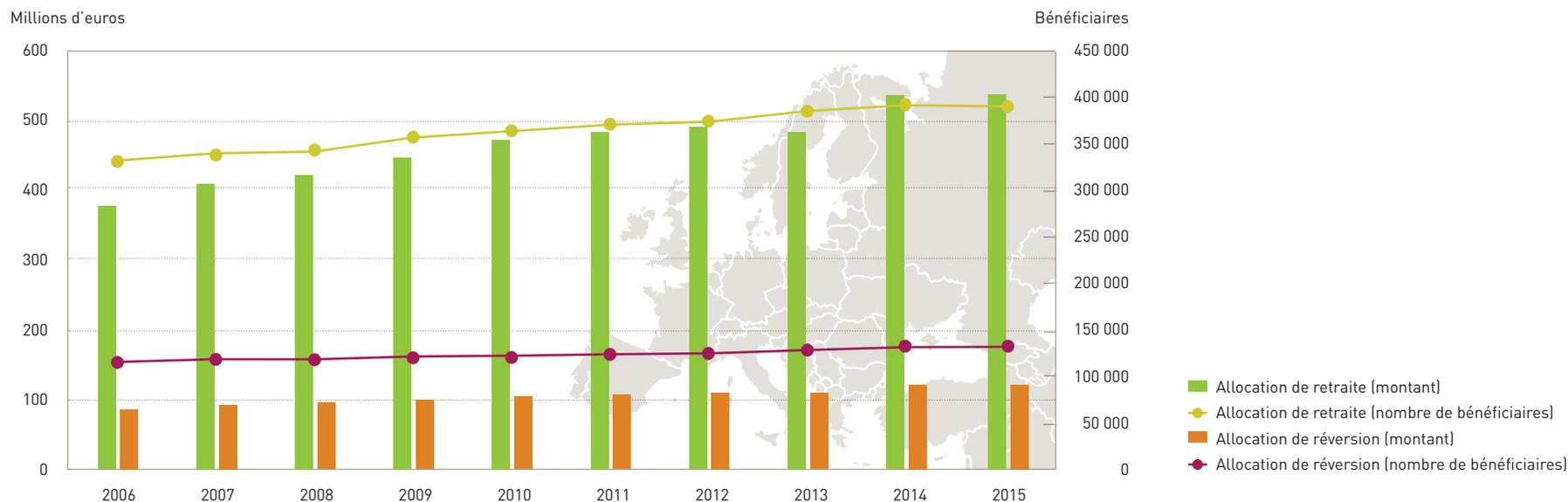
Années	Allocation retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	331 637	377 186 303	116 636	86 904 103	448 273	464 090 406	
2007	339 556	409 677 857	119 628	92 816 215	459 184	502 494 073	8,28
2008	341 266	422 221 498	119 491	95 617 070	460 757	517 838 568	3,05
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	5,68
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46
2012	373 326	491 615 756	125 995	109 117 728	499 321	600 733 484	1,64
2013	384 870	485 174 285	129 580	108 518 956	514 450	593 693 241	-1,17
2014	391 121	536 749 167	132 728	122 062 941	523 849	658 812 108	10,97
2015	388 979	541 096 785	133 116	124 152 683	522 095	665 249 468	0,98



• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 16,5% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,7 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 43,3 % sur la décennie et + 4,1 % par an).

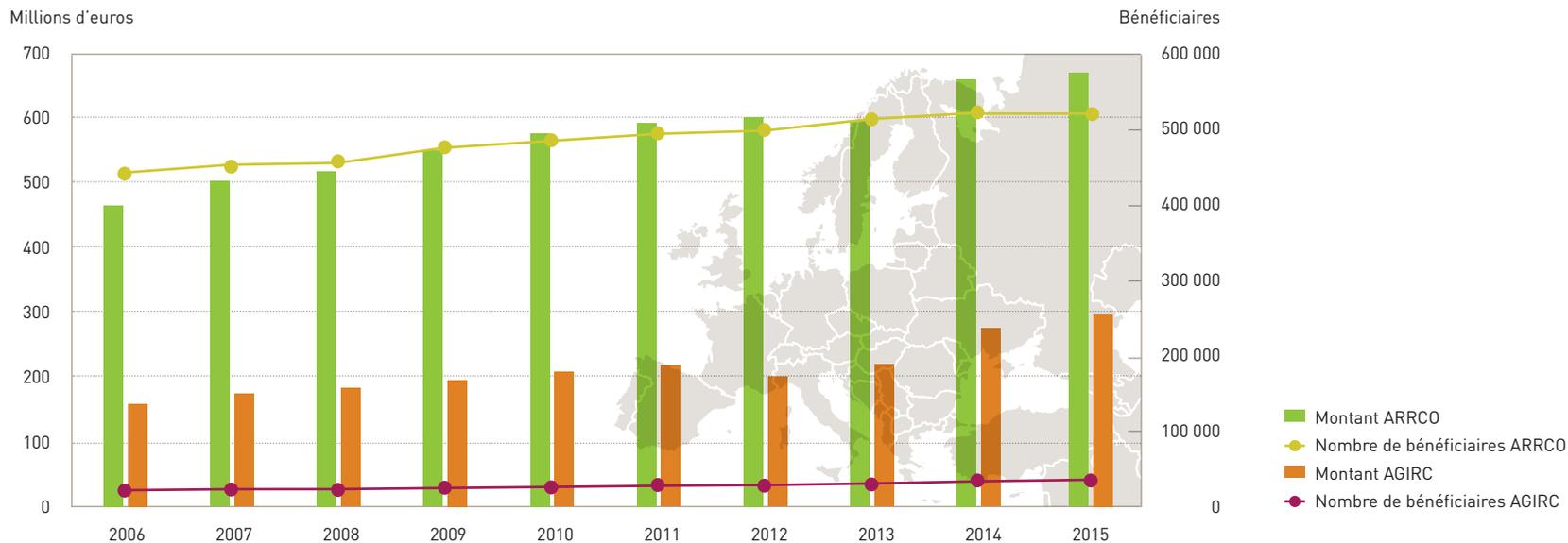
• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une tendance à la hausse, cependant plus marquée (+ 17,3 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 14,1 %).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 4,1 %, soit une évolution quasi-identique pour les allocations de réversion (+ 4 %).





RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 73,2 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 94,8 % de l'ensemble des bénéficiaires.

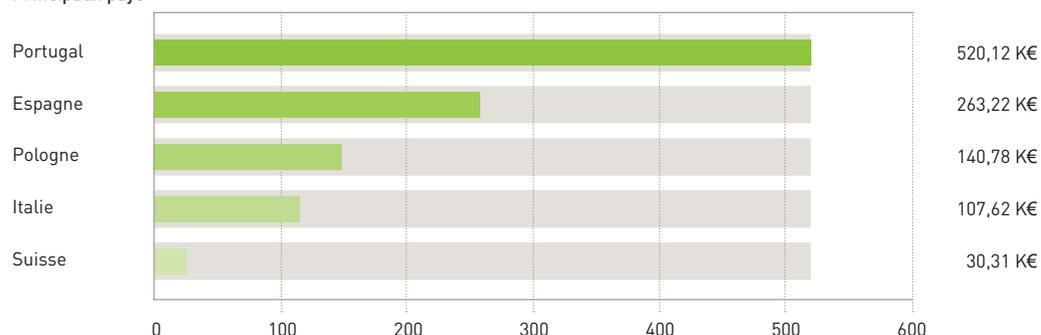


Allocations de veuvage

L'**allocation de veuvage** est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond. Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1er jour du mois de décès.

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2015

Principaux pays



Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	4	-1 093
Autriche	0	0
Belgique	14	12 023
Bulgarie	0	0
Chypre	1	0
Croatie	1	2 689
Danemark	0	0
Espagne	58	263 216
Estonie	0	0
Finlande	1	0
Grèce	1	9 442
Hongrie	0	0
Irlande	0	0
Islande	0	0
Italie	17	107 621
Lettonie	0	0
Liechtenstein	0	0
Lituanie	1	6 488
Luxembourg	0	4 895
Malte	0	0
Norvège	0	0
Pays-bas	1	0
Pologne	12	140 779
Portugal	111	520 118
République-tchèque	0	0
Roumanie	0	0
Royaume-uni	2	1 204
Slovaquie	1	21 842
Slovénie	1	0
Suède	1	0
Suisse	1	30 311
TOTAL 2015	228	1 119 535
TOTAL 2014	201	992 288
% d'évolution	13,43	12,82

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

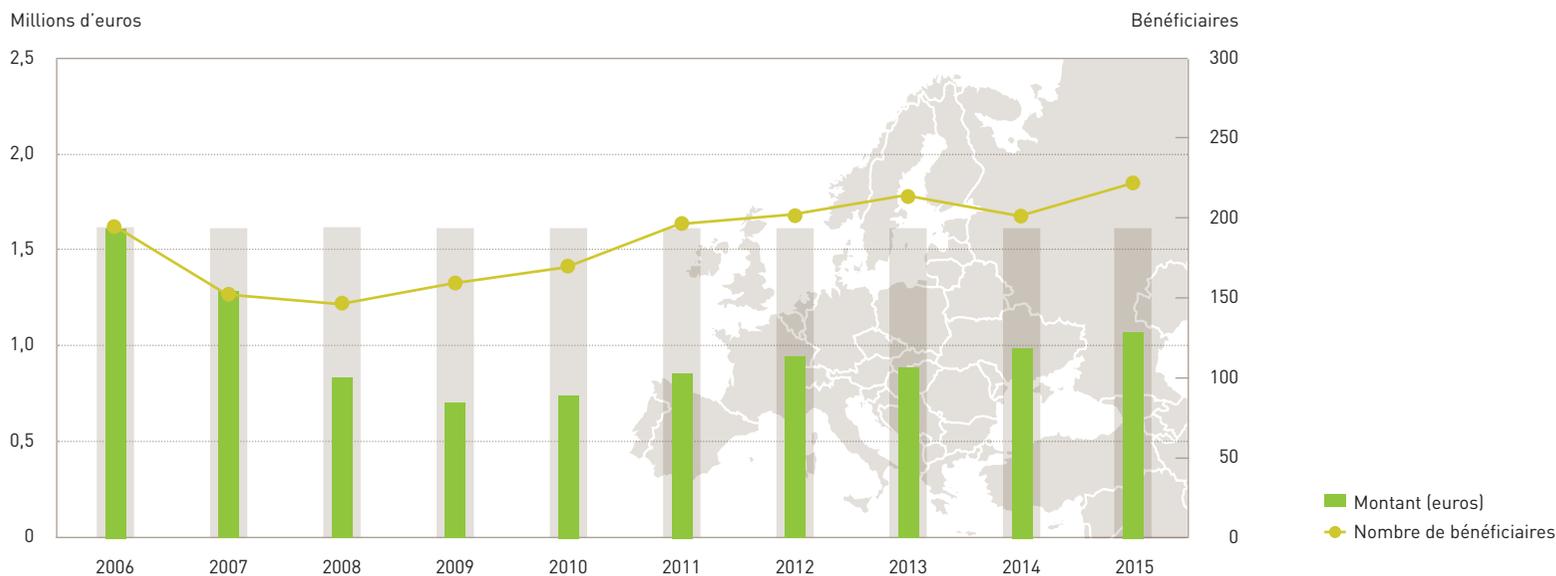
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

Années	Allocation de veuvage		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	195	1 615 950	
2007	152	1 287 809	-20,31
2008	146	838 555	-34,89
2009	159	706 564	-15,74
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94
2013	214	889 265	-6,21
2014	201	992 288	11,59
2015	228	1 119 535	12,82



• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de près de 17% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,75%.

• Le montant global versé a connu une évolution inverse sur la même période : - 30,7%, soit une diminution annuelle moyenne de 4%.



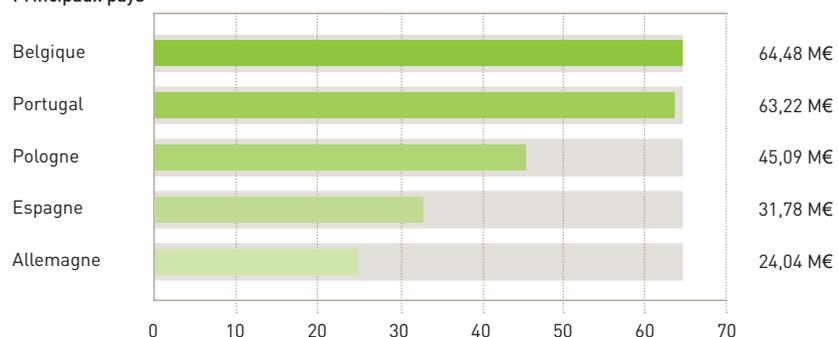
Capitaux décès

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

PAIEMENTS DES CAPITALS DÉCÈS EN 2015

Principaux pays



Pays	Capital décès	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Allemagne	9	24 041
Autriche	0	0
Belgique	19	64 481
Bulgarie	0	0
Chypre	0	0
Croatie	1	6 424
Danemark	0	0
Espagne	8	31 783
Estonie	0	0
Finlande	0	0
Grèce	0	0
Hongrie	0	0
Irlande	0	0
Islande	0	0
Italie	5	13 061
Lettonie	1	6 406
Liechtenstein	0	0
Lituanie	0	0
Luxembourg	4	6 975
Malte	0	0
Norvège	0	0
Pays-bas	1	910
Pologne	14	45 091
Portugal	18	63 218
République-tchèque	0	0
Roumanie	1	4 732
Royaume-uni	4	6 233
Slovaquie	0	0
Slovénie	0	0
Suède	0	0
Suisse	6	16 359
TOTAL 2015	91	289 713
TOTAL 2014	76	341 944
% d'évolution	19,74	-15,27

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Règlements européens

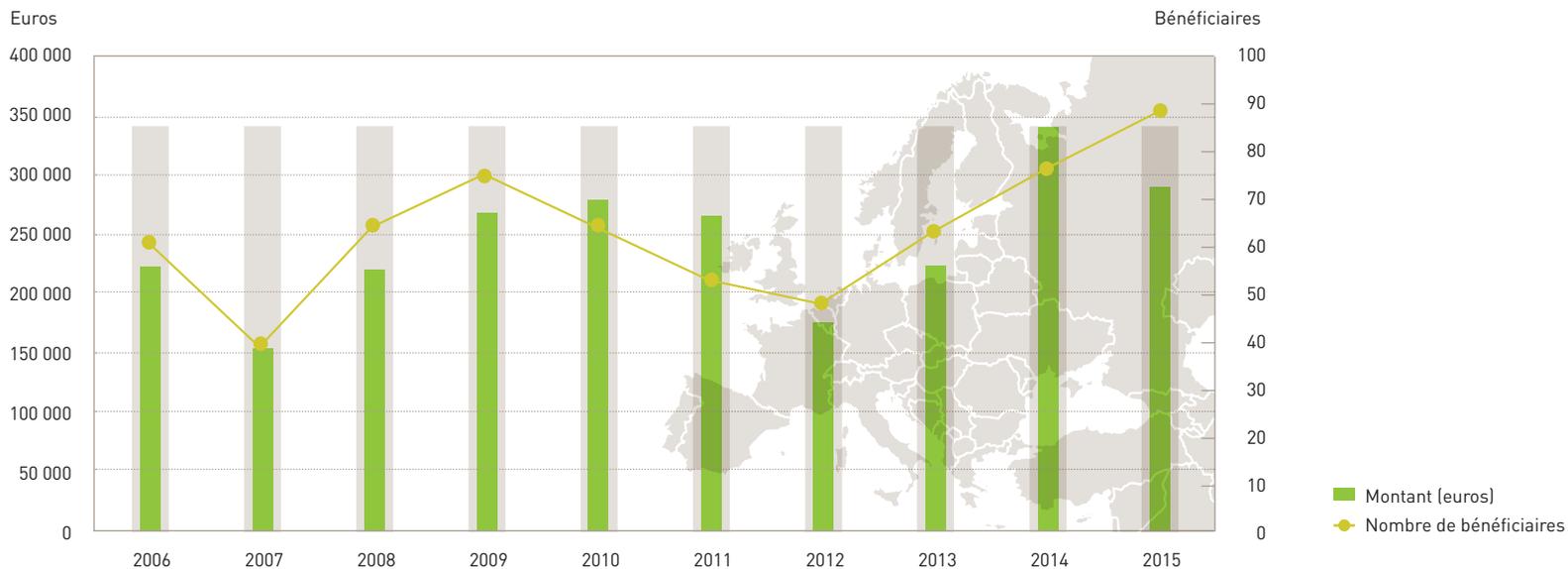
ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES CAPITALS DÉCÈS

Années	Capital décès		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	61	222 635	
2007	39	154 338	-30,68
2008	64	220 441	42,83
2009	75	268 710	21,90
2010	64	279 831	4,14
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98
2013	63	224 254	27,66
2014	76	341 944	52,48
2015	91	289 713	-15,27



• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 49,2% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,5%.

• Le montant global est en hausse de 30,1 % sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 3%.



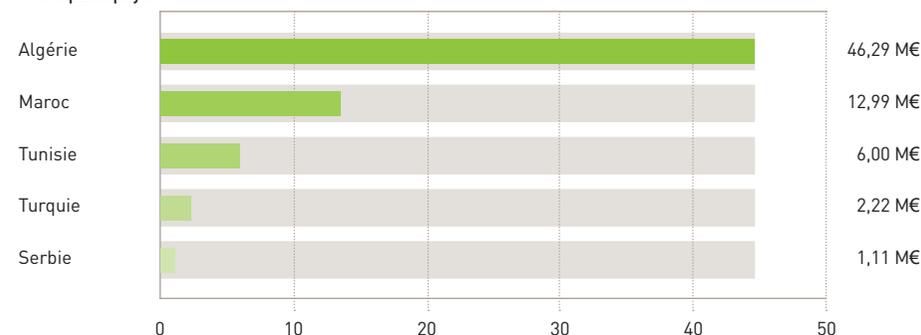
Rentes d'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2015

Principaux pays



Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	11 169	27 436 610	1 814	18 853 651	12 983	46 290 260
Andorre	12	35 069	0	0	12	35 069
Argentine	3	44 343	1	26 457	4	70 799
Bénin	8	32 896	1	14 202	9	47 098
Bosnie-Herzégovine	48	111 463	3	33 346	51	144 808
Brésil	28	85 999	3	44 429	31	130 428
Cameroun	26	43 752	0	0	26	43 752
Canada	301	719 354	15	246 932	316	966 286
Cap-Vert	10	28 308	1	9 131	11	37 439
Chili	8	40 717	0	0	8	40 717
Congo	6	12 816	1	15 289	7	28 105
Corée	0	0	1	32 408	1	32 408
Côte d'Ivoire	17	32 600	2	16 395	19	48 995
Etats-Unis	212	530 991	13	184 103	225	715 095
Gabon	9	24 653	2	26 165	11	50 817
Guernesey	0	0	0	0	0	0
Inde	4	16 501	0	0	4	16 501
Israël	193	458 791	10	218 849	203	677 640
Japon	3	12 321	0	0	3	12 321
Jersey	1	2 203	0	0	1	2 203
Kosovo	4	10 812	0	0	4	10 812

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Accords internationaux

PAIEMENTS DES RENTES D'AT-MP EN 2015

(SUITE ET FIN)

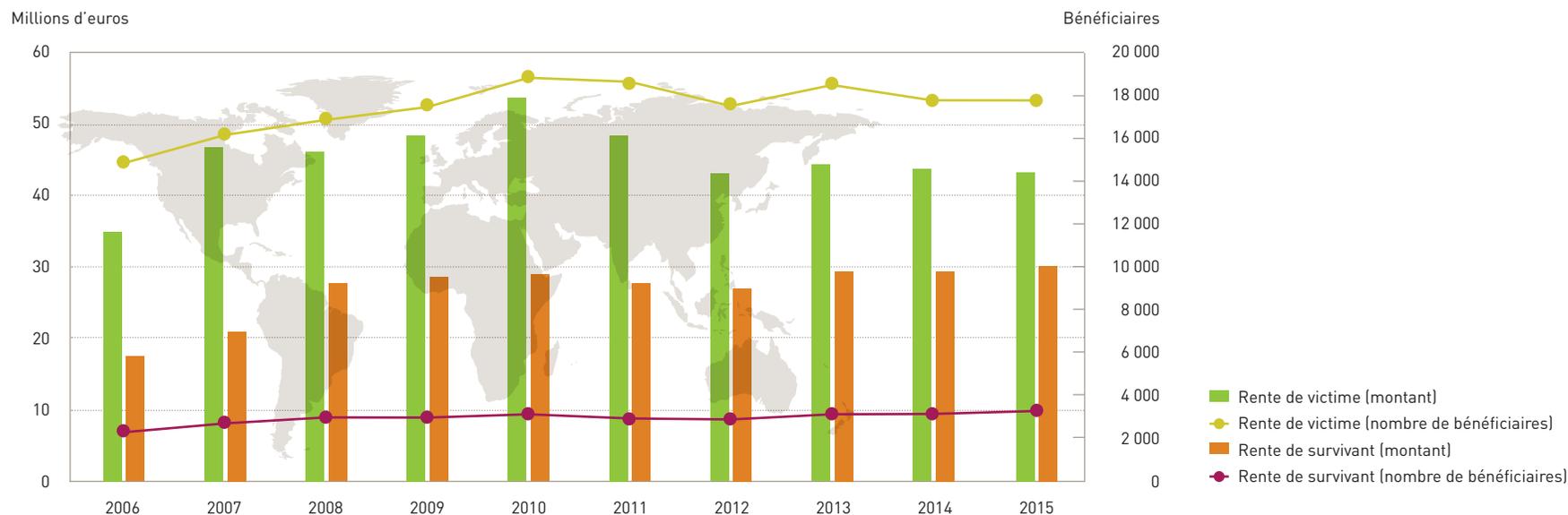
Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Macédoine	20	43 429	2	22 438	22	65 867
	Madagascar	54	146 769	6	41 703	60	188 472
	Mali	159	433 396	52	320 248	211	753 643
	Maroc	2 640	6 673 810	775	6 321 099	3 415	12 994 909
	Mauritanie	27	59 186	9	82 234	36	141 420
	Monaco	7	15 340	1	30 826	8	46 165
	Monténégro	11	20 159	0	0	11	20 159
	Niger	5	27 834	0	0	5	27 834
	Philippines	6	20 918	0	0	6	20 918
	Québec	11	15 255	0	0	11	15 255
	Saint-Marin	9	32 405	1	20 087	10	52 492
	Sénégal	125	419 764	73	457 992	198	877 757
	Serbie	382	949 086	17	157 048	399	1 106 134
	Togo	6	7 835	0	0	6	7 835
	Tunisie	1 560	3 785 956	245	2 213 563	1 805	5 999 519
	Turquie	485	1 318 374	102	898 668	587	2 217 042
	Uruguay	4	8 364	0	0	4	8 364
SOUS-TOTAL 2015	17 573	43 658 078	3 150	30 287 262	20 723	73 945 340	
SOUS-TOTAL 2014	17 614	44 316 397	2 985	30 007 226	20 599	74 323 624	
<i>% d'évolution</i>	<i>-0,23</i>	<i>-1,49</i>	<i>5,53</i>	<i>0,93</i>	<i>0,60</i>	<i>-0,51</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	7	11 352	0	0	7	11 352
	Polynésie française	8	15 368	1	43 833	9	59 201
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1	3 333	0	0	1	3 333
	SOUS-TOTAL 2015	16	30 053	1	43 833	17	73 886
	SOUS-TOTAL 2014	18	36 183	1	32 820	19	69 003
<i>% d'évolution</i>	<i>-11,11</i>	<i>-16,94</i>	<i>0,00</i>	<i>33,56</i>	<i>-10,53</i>	<i>7,08</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2015	17 589	43 688 131	3 151	30 331 095	20 740	74 019 226	
TOTAL GÉNÉRAL 2014	17 632	44 352 580	2 986	30 040 046	20 618	74 392 627	
<i>% d'évolution</i>	<i>-0,24</i>	<i>-1,50</i>	<i>5,53</i>	<i>0,97</i>	<i>0,59</i>	<i>-0,50</i>	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES RENTES D'AT-MP

Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	14 833	35 063 427	2 234	17 364 986	17 067	52 428 413	
2007	16 158	46 768 822	2 657	20 958 079	18 815	67 726 901	29,18
2008	16 870	46 410 528	2 944	27 606 289	19 814	74 016 817	9,29
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	4,22
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	7,53
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96
2013	18 509	44 268 006	3 093	29 494 126	21 602	73 762 132	4,78
2014	17 632	44 352 580	2 986	30 040 046	20 618	74 392 627	0,85
2015	17 589	43 688 131	3 151	30 331 095	20 740	74 019 226	-0,50



- Le nombre de rentiers résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 21,5 % au cours de ces 10 dernières années, soit une hausse annuelle moyenne de 2,2 % (pour le montant global des rentes, respectivement : + 41,2 % sur la décennie et + 3,9 % par an).
- Le nombre de titulaires d'une rente de victime présente une tendance moins accentuée à la hausse (+ 18,6 %) que les titulaires d'une rente de survivant (+ 41%).
- Sur la période, les paiements de rentes de victime ont augmenté, en moyenne, de 2,5 % par an ; les rentes de survivants quant à elles se sont accrues de 6,4 % par an.

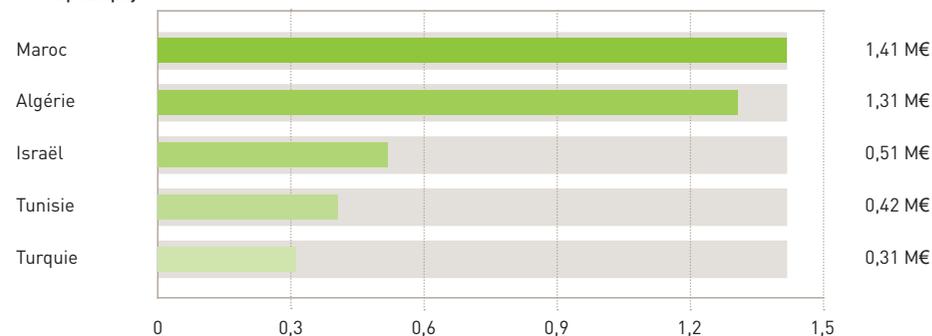


Pensions d'invalidité

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

Principaux pays



PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2015

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	33	195 272	269	1 115 281	302	1 310 553
Andorre	1	7 820	0	0	1	7 820
Argentine	1	5 654	0	0	1	5 654
Bénin	0	0	0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	3	22 710	0	0	3	22 710
Brésil	9	102 118	0	0	9	102 118
Cameroun	4	25 577	0	0	4	25 577
Canada	25	199 320	1	8 046	26	207 366
Cap-Vert	0	0	0	0	0	0
Chili	1	10 076	1	1 578	2	11 654
Congo	0	0	0	0	0	0
Corée	0	0	0	0	0	0
Côte d'Ivoire	6	61 322	0	0	6	61 322
Etats-Unis	27	228 906	3	39 724	30	268 629
Gabon	3	19 707	0	0	3	19 707
Guernesey	0	0	0	0	0	0
Inde	3	17 966	2	15 849	5	33 814
Israël	54	497 315	5	15 410	59	512 725
Japon	4	46 403	0	0	4	46 403
Jersey	0	0	0	0	0	0
Kosovo	2	12 610	0	0	2	12 610

CONVENTIONS BILATÉRALES

PAIEMENTS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Macédoine	3	20 383	0	0	3	20 383
	Madagascar	23	222 986	6	31 805	29	254 791
	Mali	3	9 627	3	26 502	6	36 130
	Maroc	144	1 101 202	78	308 972	222	1 410 174
	Mauritanie	1	3 547	0	0	1	3 547
	Monaco	1	5 037	0	0	1	5 037
	Monténégro	1	32 939	0	0	1	32 939
	Niger	1	15 684	0	0	1	15 684
	Philippines	3	33 502	1	7 924	4	41 426
	Québec	3	21 358	0	0	3	21 358
	Saint-Marin	0	0	0	0	0	0
	Sénégal	15	118 451	3	20 384	18	138 835
	Serbie	13	73 332	2	9 271	15	82 603
	Togo	1	1 409	0	0	1	1 409
	Tunisie	53	393 945	13	21 685	66	415 630
	Turquie	41	294 381	4	12 268	45	306 650
	Uruguay	1	5 150	0	0	1	5 150
SOUS-TOTAL 2015	483	3 805 706	391	1 634 701	874	5 440 407	
SOUS-TOTAL 2014	473	3 542 614	455	1 667 169	928	5 209 782	
% d'évolution	2,11	7,43	-14,07	-1,95	-5,82	4,43	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	3	21 867	1	7 924	4	29 792
	Polynésie française	8	71 524	0	0	8	71 524
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2015	11	93 392	1	7 924	12	101 316
	SOUS-TOTAL 2014	9	82 937	1	7 913	10	90 849
% d'évolution	22,22	12,61	0,00	0,15	20,00	11,52	
TOTAL GÉNÉRAL 2015	494	3 899 098	392	1 642 625	886	5 541 723	
TOTAL GÉNÉRAL 2014	482	3 625 550	456	1 675 081	938	5 300 632	
% d'évolution	2,49	7,54	-14,04	-1,94	-5,54	4,55	

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS D'INVALIDITÉ

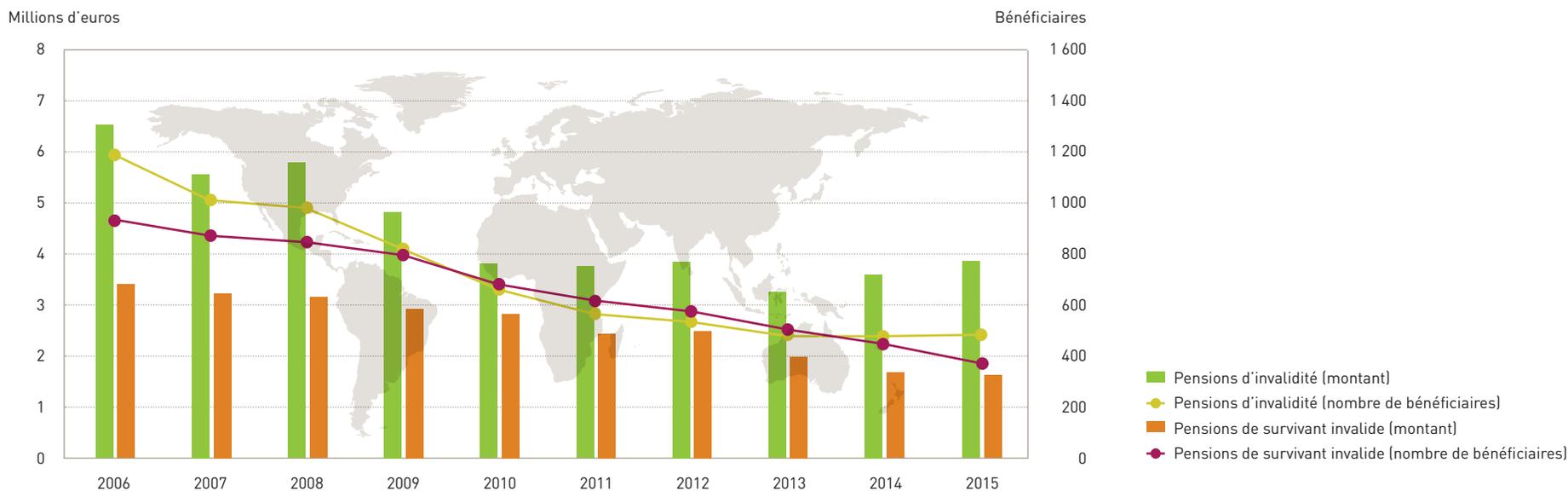
Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	1 200	6 543 256	933	3 413 378	2 133	9 956 634	
2007	1 017	5 597 869	882	3 276 063	1 899	8 873 931	-10,87
2008	984	5 838 420	851	3 189 526	1 835	9 027 946	1,74
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	-13,66
2010	663	3 845 804	683	2 838 927	1 346	6 684 731	-14,24
2011	571	3 757 819	621	2 481 640	1 192	6 239 458	-6,66
2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	2,43
2013	487	3 279 677	503	1 994 562	990	5 274 239	-17,47
2014	482	3 625 550	456	1 675 081	938	5 300 632	0,50
2015	494	3 899 098	392	1 642 625	886	5 541 723	4,55



• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a diminué de 58,5% au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 9,5% (pour le montant global des pensions, respectivement : - 44,3% sur la décennie et - 6,3% par an).

• Les titulaires d'une pension d'invalidité et de survivant invalide connaissent une tendance à la baisse quasi-identique (- 58,8% pour les premiers et - 58% pour les seconds).

• Sur la période, les paiements de pensions d'invalidité ont diminué, en moyenne, de 5,6% par an ; les pensions de survivant invalide ont quant à elles baissé de 7,8% par an.



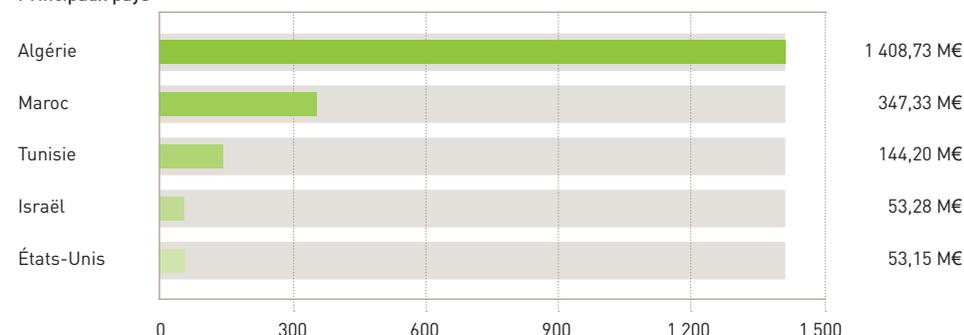
Pensions de vieillesse

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2015

Principaux pays



Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	240 930	759 579 499	233 985	649 153 084	474 915	1 408 732 583
Andorre	826	3 060 049	144	241 926	970	3 301 975
Argentine	128	582 360	84	182 939	212	765 299
Bénin	278	1 159 050	17	41 915	295	1 200 966
Bosnie-Herzégovine	1 273	2 382 781	425	632 375	1 698	3 015 156
Brésil	166	574 918	60	191 839	226	766 757
Cameroun	755	2 972 610	68	165 692	823	3 138 302
Canada	8 393	26 564 088	1 622	3 063 445	10 015	29 627 533
Cap-Vert	191	747 948	125	403 629	316	1 151 577
Chili	669	3 343 319	114	367 607	783	3 710 926
Congo	100	411 792	1	0	101	411 792
Corée	136	357 373	5	23 108	141	380 481
Côte d'Ivoire	782	3 735 150	45	115 349	827	3 850 499
États-Unis	15 582	50 269 821	1 226	2 876 818	16 808	53 146 640
Gabon	220	1 343 586	19	47 549	239	1 391 135
Guernesey	18	37 283	2	245	20	37 528
Inde	318	1 482 193	77	250 768	395	1 732 961
Israël	8 890	51 011 557	842	2 267 031	9 732	53 278 589
Japon	2 014	4 666 846	78	208 963	2 092	4 875 809
Jersey	94	203 667	15	16 936	109	220 603
Kosovo	0	0	0	0	0	0

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Accords internationaux

PAIEMENTS DES PENSIONS DE VIEILLESSE EN 2015 (SUITE ET FIN)

	Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
CONVENTIONS BILATÉRALES	Macédoine	935	1 626 531	302	448 286	1 237	2 074 817
	Madagascar	1 626	10 440 239	162	500 414	1 788	10 940 653
	Mali	5 490	10 416 790	1 593	5 174 243	7 083	15 591 033
	Maroc	53 343	211 913 230	49 649	135 418 624	102 992	347 331 854
	Mauritanie	1 541	4 257 664	1 508	3 175 262	3 049	7 432 927
	Monaco	2 177	12 234 709	305	1 300 734	2 482	13 535 443
	Monténégro	230	526 309	66	124 438	296	650 747
	Niger	31	131 316	1	3 393	32	134 709
	Philippines	251	1 556 035	21	50 890	272	1 606 924
	Québec	11 829	22 645 694	829	1 182 460	12 658	23 828 153
	Saint-Marin	277	771 852	99	179 862	376	951 714
	Sénégal	5 527	20 425 704	4 053	11 882 845	9 580	32 308 549
	Serbie	10 804	29 990 495	2 855	5 065 955	13 659	35 056 451
	Togo	272	959 039	16	39 783	288	998 822
	Tunisie	26 893	94 583 894	17 675	49 611 482	44 568	144 195 376
	Turquie	13 762	30 161 949	5 873	12 578 895	19 635	42 740 844
Uruguay	29	96 823	9	23 039	38	119 862	
	SOUS-TOTAL 2015	416 780	1 367 224 165	323 970	887 011 823	740 750	2 254 235 988
	SOUS-TOTAL 2014	423 489	1 388 651 821	315 816	868 431 426	739 305	2 257 083 246
	<i>% d'évolution</i>	<i>-1,58</i>	<i>-1,54</i>	<i>2,58</i>	<i>2,14</i>	<i>0,20</i>	<i>-0,13</i>
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	4 475	17 670 396	305	944 460	4 780	18 614 855
	Polynésie française	2 069	9 870 354	117	321 542	2 186	10 191 895
	Saint-Pierre-et-Miquelon	90	920 941	9	58 354	99	979 295
	SOUS-TOTAL 2015	6 634	28 461 690	431	1 324 356	7 065	29 786 046
	SOUS-TOTAL 2014	6 330	27 790 915	423	1 358 952	6 753	29 149 868
	<i>% d'évolution</i>	<i>4,80</i>	<i>2,41</i>	<i>1,89</i>	<i>-2,55</i>	<i>4,62</i>	<i>2,18</i>
	TOTAL GÉNÉRAL 2015	423 414	1 395 685 855	324 401	888 336 178	747 815	2 284 022 033
	TOTAL GÉNÉRAL 2014	429 819	1 416 442 736	316 239	869 790 378	746 058	2 286 233 114
	<i>% d'évolution</i>	<i>-1,49</i>	<i>-1,47</i>	<i>2,58</i>	<i>2,13</i>	<i>0,24</i>	<i>-0,10</i>

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS DE VIEILLESSE

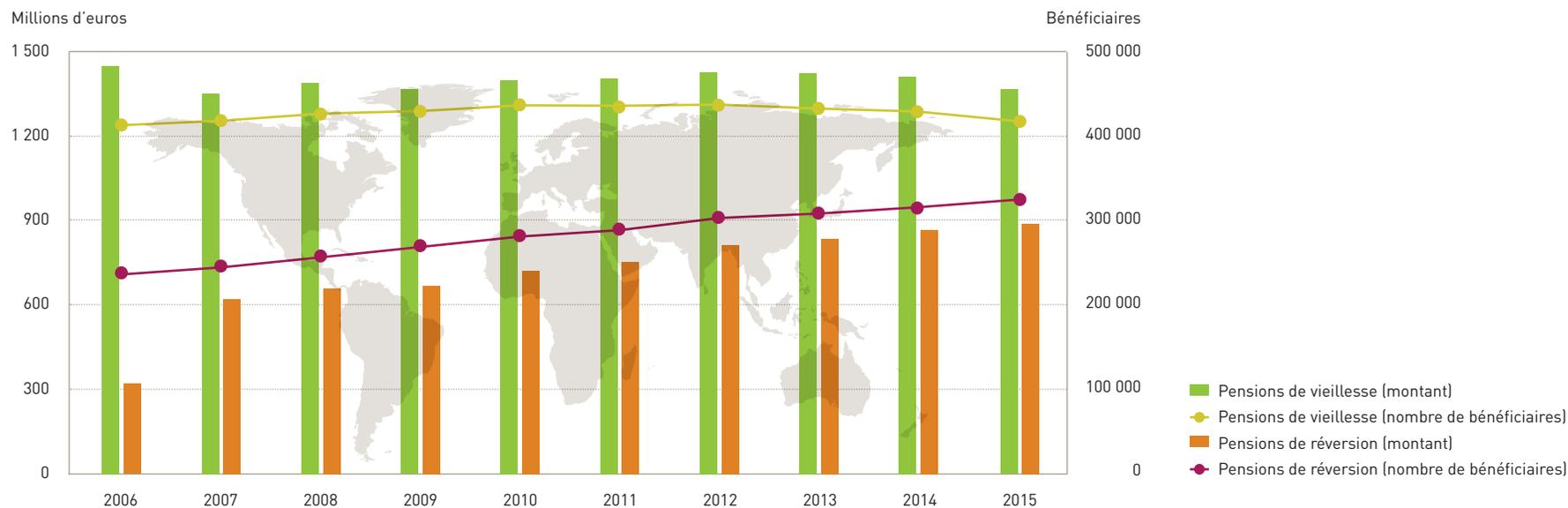
Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	413 261	1 453 034 536	236 028	321 875 594	649 289	1 774 910 130	
2007	418 618	1 356 254 991	244 455	623 061 044	663 073	1 979 316 035	11,52
2008	427 167	1 393 358 628	256 458	661 159 927	683 625	2 054 518 555	3,80
2009	430 300	1 370 771 565	268 791	669 802 297	699 091	2 040 573 861	-0,68
2010	437 110	1 403 972 046	281 229	724 613 248	718 339	2 128 585 294	4,31
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,76
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78
2013	433 193	1 428 320 576	308 661	837 232 932	741 854	2 265 553 508	0,78
2014	429 819	1 416 442 736	316 239	869 790 378	746 058	2 286 233 114	0,91
2015	423 414	1 395 685 855	324 401	888 336 178	747 815	2 284 022 033	-0,10



• Le nombre de pensionnés résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 15,2% au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,6% (pour le montant global des pensions, respectivement : + 28,7% sur la décennie et + 2,8% par an).

• Les titulaires d'une pension de réversion progressent davantage (+ 37,4%) que ceux d'une pension de vieillesse (+ 2,5%).

• Sur la période, les paiements de pensions de vieillesse ont diminué, en moyenne, de 0,5% par an ; les pensions de réversion quant à elles se sont accrues de 12% par an.

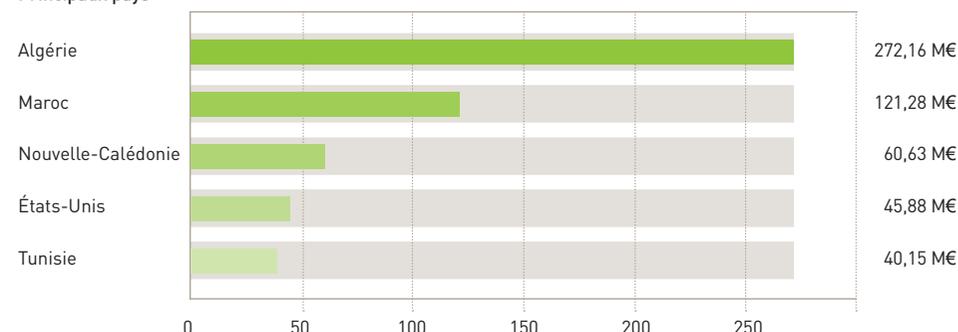


Allocations de retraite complémentaire

L'**allocation de retraite complémentaire** complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).

On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Principaux pays



PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2015

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	185 600	154 832 085	154 730	117 327 495	340 330	272 159 580
Andorre	522	2 528 464	118	458 275	640	2 986 739
Argentine	495	2 720 517	214	861 896	709	3 582 413
Bénin	246	731 235	50	109 230	296	840 465
Bosnie-Herzégovine	680	730 857	148	149 991	828	880 848
Brésil	1 471	10 454 800	491	2 579 495	1 962	13 034 295
Cameroun	631	2 884 657	99	321 445	730	3 206 102
Canada	2 895	5 470 284	681	1 133 496	3 576	6 603 780
Cap-Vert	106	263 136	54	89 172	160	352 308
Chili	453	1 914 503	87	344 759	540	2 259 262
Congo	101	370 100	15	67 885	116	437 985
Corée	36	278 301	3	6 843	39	285 144
Côte d'Ivoire	790	4 396 444	125	408 913	915	4 805 357
États-Unis	9 187	40 143 032	1 769	5 738 611	10 956	45 881 643
Gabon	221	1 967 537	42	306 526	263	2 274 063
Guernesey	0	0	0	0	0	0
Inde	283	895 608	30	78 585	313	974 193
Israël	7 597	32 042 520	1 747	4 474 344	9 344	36 516 864
Japon	2 521	10 295 779	170	594 609	2 691	10 890 388
Jersey	0	0	0	0	0	0
Kosovo	0	0	0	0	0	0
Macédoine	421	434 155	81	79 864	502	514 019

(1)

CONVENTIONS BILATÉRALES

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	
CONVENTIONS BILATÉRALES	Madagascar	1 467	8 540 016	228	796 388	1 695	9 336 404
	Mali	3 579	3 168 896	743	754 566	4 322	3 923 462
	Maroc	35 455	86 488 583	30 792	34 788 431	66 247	121 277 014
	Mauritanie	994	1 024 395	452	385 247	1 446	1 409 642
	Monaco	5 465	31 931 624	1 395	5 226 325	6 860	37 157 949
	Monténégro	175	254 430	43	49 247	218	303 677
	Niger	39	178 948	5	7 608	44	186 556
	Philippines	283	1 916 520	37	65 345	320	1 981 865
	Québec	7 058	14 758 809	1 391	2 564 797	8 449	17 323 606
	Saint-Marin	112	141 803	45	41 568	157	183 371
	Sénégal	4 264	9 641 865	2 627	3 268 548	6 891	12 910 413
	Serbie	8 100	9 088 137	2 593	2 363 439	10 693	11 451 576
	Togo	255	744 503	32	65 951	287	810 454
	Tunisie	20 779	29 443 423	11 955	10 706 693	32 734	40 150 116
	Turquie	8 827	9 711 628	3 399	2 806 449	12 226	12 518 077
	Uruguay	189	797 642	51	254 502	240	1 052 144
SOUS-TOTAL 2015	311 297	481 185 236	216 442	199 276 538	527 739	680 461 774	
SOUS-TOTAL 2014	319 854	455 168 620	211 040	188 064 342	530 894	643 232 962	
<i>% d'évolution</i>	<i>-2,68</i>	<i>5,72</i>	<i>2,56</i>	<i>5,96</i>	<i>-0,59</i>	<i>5,79</i>	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	15 808	53 565 597	3 394	7 059 969	19 202	60 625 566
	Polynésie française	3 664	14 924 102	691	2 132 877	4 355	17 056 979
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0
	SOUS-TOTAL 2015	19 472	68 489 699	4 085	9 192 846	23 557	77 682 545
	SOUS-TOTAL 2014	18 820	64 883 089	3 907	8 482 652	22 727	73 365 741
<i>% d'évolution</i>	<i>3,46</i>	<i>5,56</i>	<i>4,56</i>	<i>8,37</i>	<i>3,65</i>	<i>5,88</i>	
TOTAL GÉNÉRAL 2015	330 769	549 674 935	220 527	208 469 384	551 296	758 144 319	
TOTAL GÉNÉRAL 2014	338 674	520 051 709	214 947	196 546 994	553 621	716 598 703	
<i>% d'évolution</i>	<i>-2,33</i>	<i>5,70</i>	<i>2,60</i>	<i>6,07</i>	<i>-0,42</i>	<i>5,80</i>	

(1)

(1) : En 2015, le Girc (Groupement Informatique de la Retraite Complémentaire) a fait évoluer son outil d'extraction de données afin de permettre une dissociation plus pertinente des éléments Canada/Québec.

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'AGIRC)

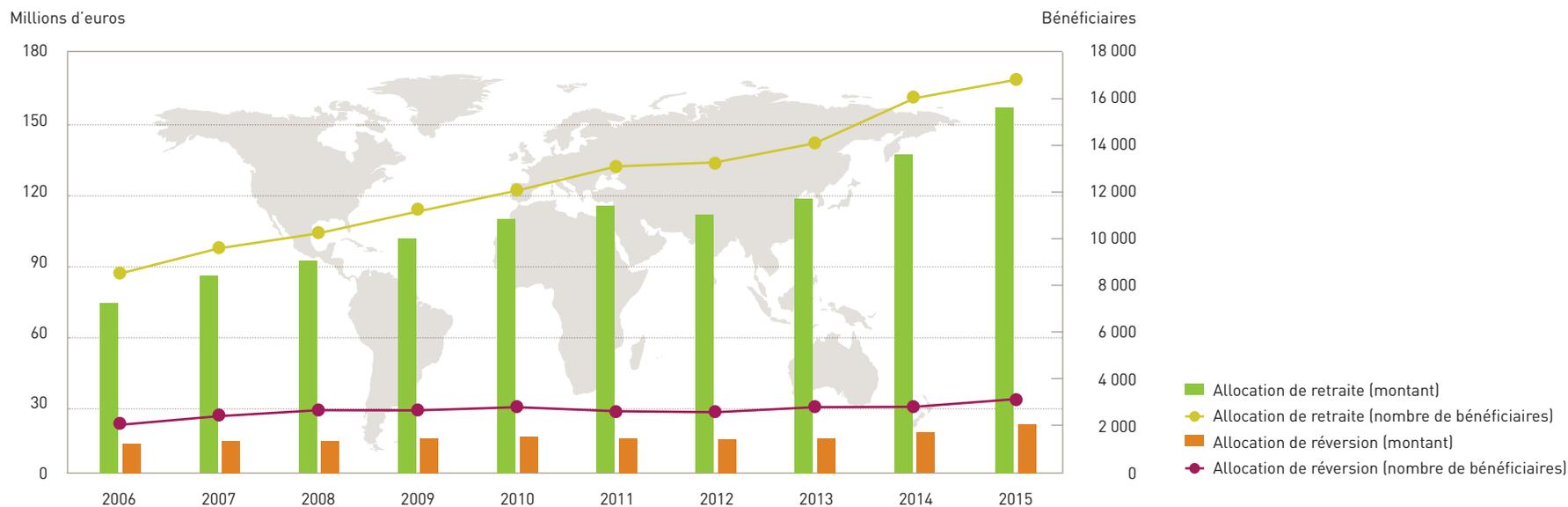
Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	8 489	73 211 980	2 283	12 605 771	10 772	85 817 751	
2007	9 580	84 918 294	2 424	14 144 829	12 004	99 063 123	15,43
2008	10 223	91 536 654	2 431	14 367 175	12 654	105 903 829	6,91
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	10,03
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00
2012	13 275	111 514 281	2 621	14 944 456	15 896	126 458 737	-3,27
2013	14 098	118 544 687	2 683	15 314 819	16 781	133 859 506	5,85
2014	16 030	135 354 414	3 006	17 044 770	19 036	152 399 184	13,85
2015	16 780	155 715 937	3 162	20 463 999	19 942	176 179 936	15,60



• Le nombre d'allocataires AGIRC résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 85,1 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 7,1 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 105,3 % sur la décennie et + 8,3 % par an).

• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite AGIRC présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+ 97,7 %) que les bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 38,5 %).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 8,8 % par an tandis que les allocations de réversion ont augmenté de près de 5,5 % par an.



ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE (RÉGIME DE L'ARRCO)

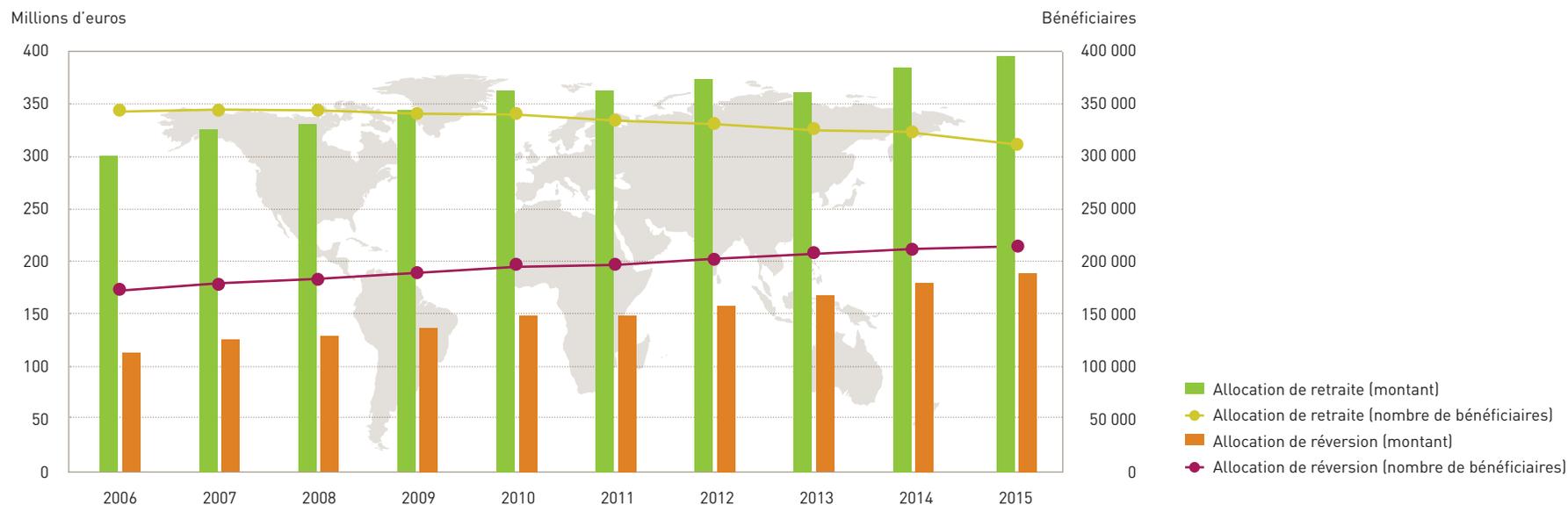
Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	342 211	301 644 582	172 016	114 322 384	514 227	415 966 966	
2007	344 202	325 772 941	179 097	124 214 756	523 299	449 987 697	8,18
2008	343 424	331 308 669	183 316	129 369 272	526 740	460 677 941	2,38
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	4,39
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61
2012	330 163	373 107 108	202 545	160 533 358	532 708	533 640 466	4,07
2013	324 202	361 460 929	207 216	167 654 879	531 418	529 115 808	-0,85
2014	322 644	384 697 295	211 941	179 502 224	534 585	564 199 519	6,63
2015	313 989	393 958 998	217 365	188 005 385	531 354	581 964 383	3,15



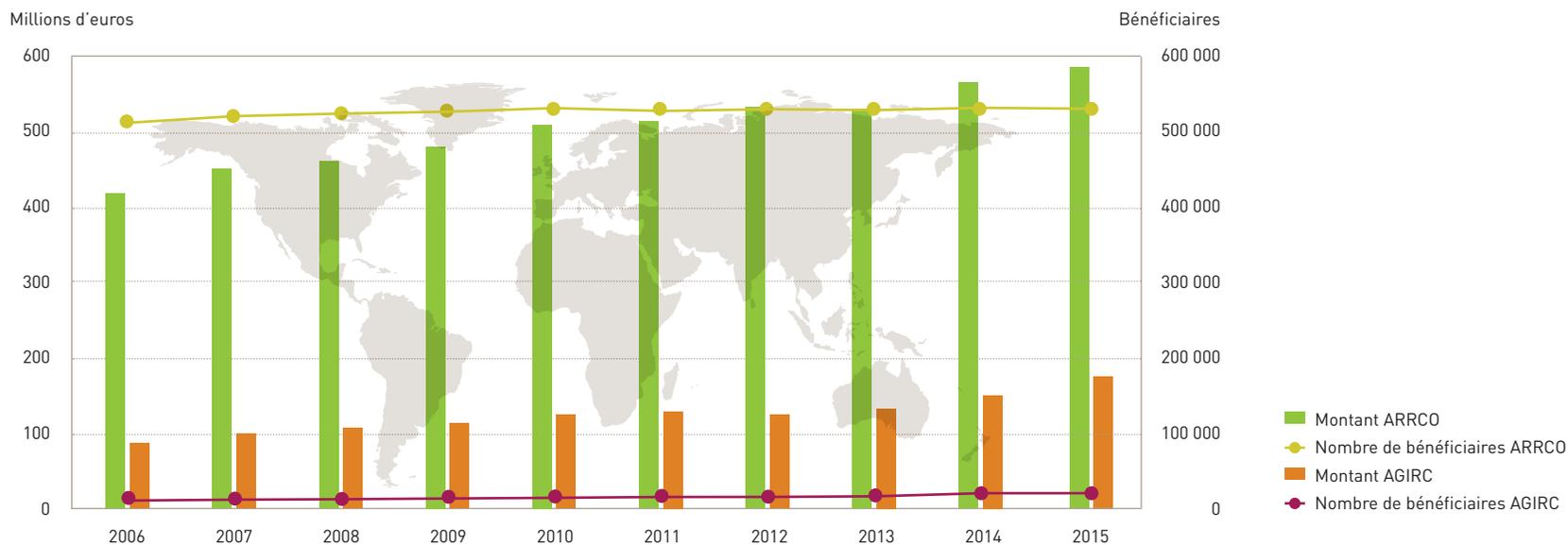
• Le nombre d'allocataires ARRCO résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 3,3 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,4 % (pour le montant global des allocations, respectivement : + 39,9 % sur la décennie et + 3,8 % par an).

• Les bénéficiaires d'une allocation de retraite ARRCO présentent une tendance à la baisse (- 8,2 %) contrairement aux bénéficiaires d'une allocation de réversion (+ 26,4 %).

• Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 3 % par an et les allocations de réversion se sont accrues de 5,7 % par an.



RETRAITE COMPLÉMENTAIRE AGIRC ET ARRCO ET NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES



- Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 80,3 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.
- Au cours de cette même période, le nombre des bénéficiaires du régime de l'ARRCO représente en moyenne 97,2 % de l'ensemble des bénéficiaires.

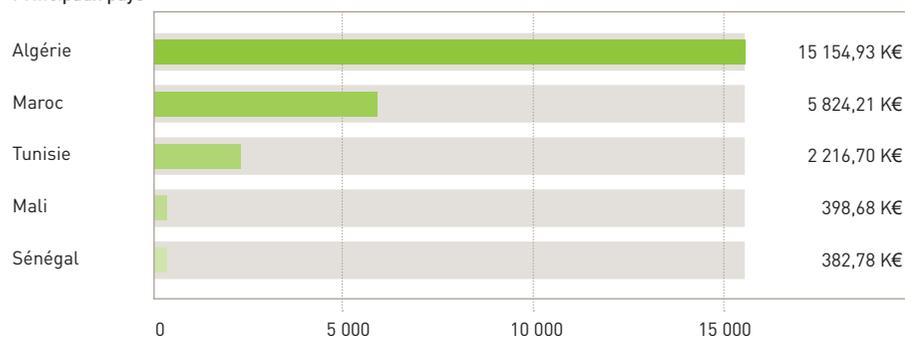


Allocations de veuvage

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond. Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2015

Principaux pays



Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	1 835	15 154 934
Andorre	0	0
Argentine	0	0
Bénin	1	0
Bosnie-Herzégovine	3	15 663
Brésil	0	0
Cameroun	1	19 834
Canada	1	7 385
Cap-Vert	0	0
Chili	0	0
Congo	0	0
Corée	0	0
Côte d'Ivoire	0	0
États-Unis	0	14 046
Gabon	0	0
Guernesey	0	0
Inde	0	0
Israël	0	0
Japon	0	0
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	0
Mali	52	398 684
Maroc	568	5 824 213
Mauritanie	6	73 492
Monaco	0	0
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	0	0
Saint-Marin	0	0
Sénégal	47	382 783
Serbie	7	81 647
Togo	0	14 046
Tunisie	237	2 216 704
Turquie	14	66 504
Uruguay	0	0
SOUS-TOTAL 2015	2 772	24 269 936
SOUS-TOTAL 2014	2 391	24 338 901
<i>% d'évolution</i>	<i>15,93</i>	<i>-0,28</i>

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Accords internationaux

PAIEMENTS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE EN 2015 (SUITE ET FIN)

	Pays	Allocation de veuvage	
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	0	0
	Polynésie française	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	SOUS-TOTAL 2015	0	0
	SOUS-TOTAL 2014	0	0
	% d'évolution	-	-
TOTAL GÉNÉRAL 2015		2 772	24 269 936
TOTAL GÉNÉRAL 2014		2 391	24 338 901
%		15,93	-0,28

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES ALLOCATIONS DE VEUVAGE

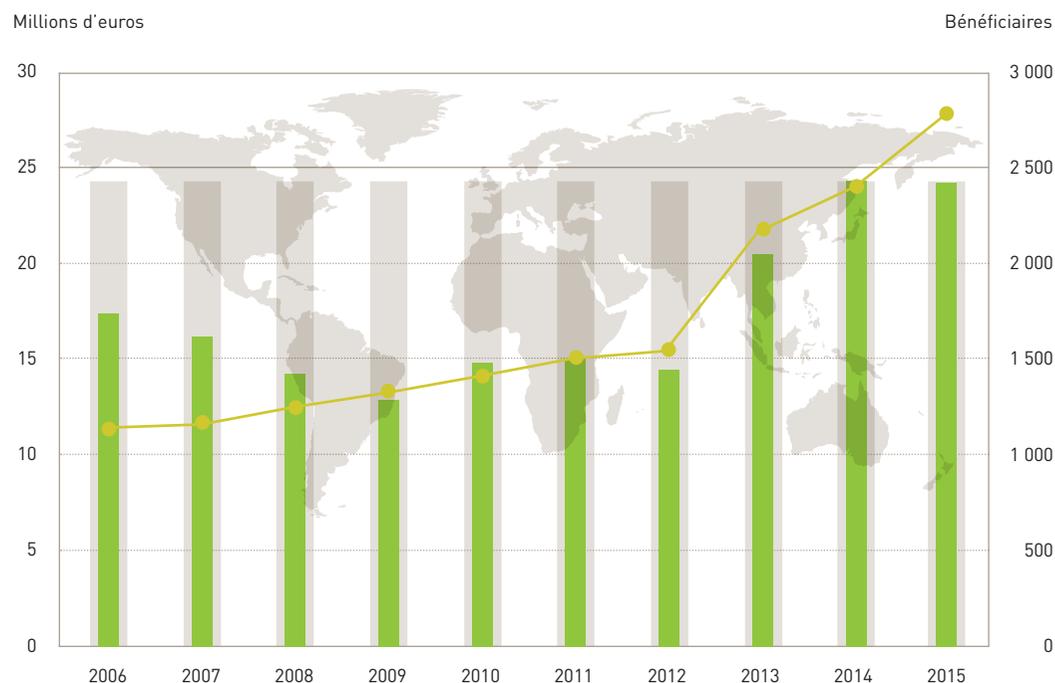
Années	Allocation de veuvage		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	1 135	17 397 080	
2007	1 152	16 196 645	-6,90
2008	1 243	14 263 458	-11,94
2009	1 318	12 904 892	-9,52
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77
2013	2 161	20 502 539	41,43
2014	2 391	24 338 901	18,71
2015	2 772	24 269 936	-0,28



Le nombre d'allocataires résidant dans l'un pays ayant signé un accord international avec la France a plus que doublé au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 10,4 %.

Le montant global versé a également augmenté, dans une moindre mesure, sur la même période : + 39,5%, soit 3,8% d'augmentation annuelle moyenne.

■ Montant (euros)
● Nombre de bénéficiaires



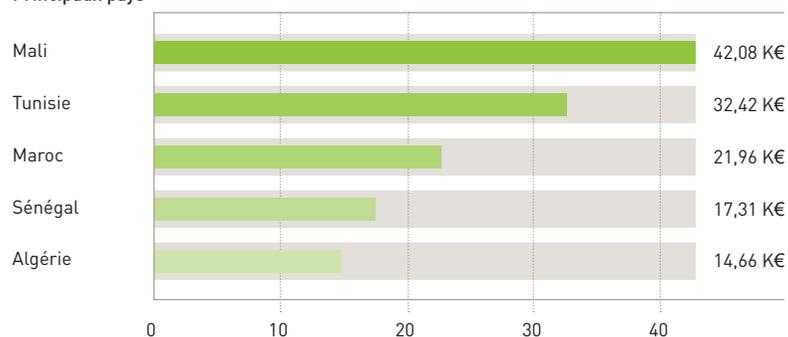
Capitaux décès

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique ; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, le droit de priorité est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

PAIEMENTS DES CAPITAUX DÉCÈS EN 2015

Principaux pays



Pays	Capital décès	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Algérie	5	14 659
Andorre	0	0
Argentine	0	0
Bénin	1	4 625
Bosnie-Herzégovine	0	0
Brésil	0	0
Cameroun	1	7 398
Canada	2	2 834
Cap-Vert	0	0
Chili	0	0
Congo	0	0
Corée	0	0
Côte d'Ivoire	2	6 449
États-Unis	0	0
Gabon	1	2 247
Guernesey	0	0
Inde	0	0
Israël	0	0
Japon	0	0
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	1	5 363
Mali	16	42 076
Maroc	8	21 964
Mauritanie	0	0
Monaco	0	0
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	0	0
Saint-Marin	0	0
Sénégal	8	17 312
Serbie	0	0
Togo	0	0
Tunisie	9	32 422
Turquie	3	13 658
Uruguay	0	0
SOUS-TOTAL 2015	57	171 007
SOUS-TOTAL 2014	44	193 245
<i>% d'évolution</i>	<i>29,55</i>	<i>-11,51</i>

PAIEMENTS DES CAPITAUX DÉCÈS EN 2015 (SUITE ET FIN)

	Pays	Capital décès	
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	0	0
	Polynésie française	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	SOUS-TOTAL 2015	0	0
	SOUS-TOTAL 2014	1	8 275
	% d'évolution	-100,00	-100,00
TOTAL GÉNÉRAL 2015		57	171 007
TOTAL GÉNÉRAL 2014		45	201 520
% d'évolution		26,67	-15,14

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES CAPITAUX DÉCÈS

Années	Capital décès		
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2006	43	173 160	
2007	41	184 325	6,45
2008	47	198 412	7,64
2009	36	141 016	-28,93
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27
2013	37	148 006	-5,82
2014	45	201 520	36,16
2015	57	171 007	-15,14



• Le nombre d'allocataires résidant dans l'un des pays ayant signé un accord international avec la France a augmenté de 32,6% au cours de ces 10 dernières années, soit une progression annuelle moyenne de 3,2%.

• En revanche, le montant global a diminué de 1,25% sur la même période, soit une évolution annuelle moyenne de -0,14 %.



Pensions, rentes et allocations

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de prestations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens ;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Un détail pour tous les pays de cette zone «hors conventions» est dorénavant demandé aux différents régimes de sécurité sociale français.

Ces derniers n'étant pas tous en mesure de nous fournir ces informations, les données recueillies pour l'exercice sont partielles et ne figurent donc pas dans le présent chapitre. Toutefois, sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, les données des pays «hors conventions» vous seront communiquées.

PAIEMENTS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Type de prestation	Droits propres		Droits dérivés		Total	
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
Rente d'accident du travail	355	1 027 260	21	311 145	376	1 338 405
Pension d'invalidité	112	994 931	7	58 136	119	1 053 066
Pension de vieillesse	17 265	90 666 573	2 401	7 878 517	19 666	98 545 090
Allocation de retraite complémentaire	12 004	66 733 918	2 094	6 126 691	14 098	72 860 609
Allocation de veuvage	4	18 669			4	18 669
Capital décès	2	9 662			2	9 662
TOTAL GÉNÉRAL 2015	29 742	159 451 012	4 523	14 374 489	34 265	173 825 501
TOTAL GÉNÉRAL 2014	30 141	162 088 582	4 966	17 357 087	35 107	179 445 669
<i>% d'évolution</i>	<i>-1,32</i>	<i>-1,63</i>	<i>-8,92</i>	<i>-17,18</i>	<i>-2,40</i>	<i>-3,13</i>

RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS • Pays hors conventions

ÉVOLUTION SUR 10 ANS DES PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Années	Rente d'accident du travail	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2006	666 195	652 546	35 422 799	57 397 371	13 458	0	94 152 369	
2007	1 005 531	640 557	53 559 494	82 995 571	22 532	0	138 223 685	46,81
2008	1 016 741	1 019 786	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 730 433	9,77
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	-1,11
2010	957 347	783 804	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 224 321	7,45
2011	1 155 507	1 010 707	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 666 366	7,10
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17
2013	1 068 646	912 786	93 096 803	70 599 525	4 817	23 204	165 705 781	1,20
2014	1 134 188	984 415	96 039 543	81 281 984	1 806	3 733	179 445 669	8,29
2015	1 338 405	1 053 066	98 545 090	72 860 609	18 669	9 662	173 825 501	-3,13

Millions d'euros



- Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a fortement augmenté (+ 84,6%) au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 7,1%.
- Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 99% du montant total versé.



ASSURANCE CHÔMAGE

- Règlements européens

→ Prestations de chômage versées au regard des règlements européens 116



Allocations d'assurance chômage versées en 2015

PRESTATIONS VERSÉES AUX FRONTALIERS INDEMNISÉS EN FRANCE

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous, résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65 du règlement 883/04.

Etat de dernier emploi	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant total des prestations versées en euros*
Allemagne	7 384	1 384 268	70 242 474
Belgique	8 269	1 340 628	60 032 656
Espagne	584	95 480	3 980 246
Luxembourg	12 988	2 097 192	109 144 303
Suisse	34 894	6 242 285	525 886 819
TOTAL 2015	64 119	11 159 853	769 286 498
TOTAL 2014	57 356	10 757 420	729 419 419
% d'évolution	11,79	3,74	5,47

* Montants avant toute retenue sociale.
Source : Pôle Emploi

PRESTATIONS EXPORTÉES DANS UN PAYS DE L'UE-EEE-SUISSE

Il s'agit de prestations versées par Pôle Emploi à des assurés ayant exporté leurs droits au régime d'assurance chômage dans un autre pays de l'UE-EEE-Suisse conformément à l'article 64 du règlement 883/04.

Etat de destination	Montant total des prestations versées en euros*	Etat de destination	Montant total des prestations versées en euros*	Etat de destination	Montant total des prestations versées en euros*
Allemagne	792 186	Grèce	31 907	Pays-Bas	124 053
Autriche	66 108	Hongrie	20 296	Pologne	199 933
Belgique	846 170	Irlande	314 578	Portugal	623 814
Bulgarie	15 959	Islande	26 887	République tchèque	79 936
Croatie	6 927	Italie	250 672	Roumanie	57 201
Danemark	89 817	Lettonie	1 871	Royaume-Uni	1 731 361
Espagne	1 013 121	Lituanie	4 217	Slovaquie	9 065
Estonie	4 620	Luxembourg	177 045	Suède	251 891
Finlande	30 054	Malte	47 955	Suisse	539 047
		Norvège	43 051	TOTAL 2015	7 399 739

* Montants avant toute retenue sociale.
Source : Pôle Emploi

LÉGISLATION APPLICABLE

- Avant-propos 118
- Règlements européens
 - France (Pays d'envoi) → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant (2015) 122
 - France (pays d'envoi/accueil) ↔ Pays de l'UE-EEE-Suisse :
Flux sortant et entrant (2014) 126
 - Pays de l'UE-EEE-Suisse (pays d'envoi) ↔ Pays de l'UE-EEE-Suisse (pays d'accueil):
Flux sortant et entrant (2014) 129
 - Détachement exceptionnel 132
- Accords internationaux
 - Les détachements 133
 - Le détachement exceptionnel 136
- Pays hors conventions
 - Détachement de droit commun 137



En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements « sortants » de la France vers l'étranger) dans le cadre des règlements européens, des accords internationaux ou de la législation interne.

Concernant plus spécifiquement les règlements européens, le Cleiss exploite également la base XI de la Cnamts, qui regroupe l'ensemble des formulaires européens émis par les CPAM ; ainsi, pour la première fois en 2015, le Cleiss diffuse, à la fois, des informations sur le secteur d'activité des entreprises françaises qui détachent des travailleurs dans les pays de la zone UE-EEE-Suisse et les durées moyennes de détachement.

Depuis 2014, le Cleiss publie dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année auprès de la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) à Bruxelles.

En matière de sécurité sociale, les personnes ne doivent être soumises qu'à la législation d'un seul État.

Le principe de territorialité veut que la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement du régime local de sécurité sociale. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui

nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les autorités compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction de/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un assuré et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation va être différente au regard de la sécurité sociale française, mais aussi de la réglementation du pays où il exerce son emploi.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

La mission

C'est un détachement (voir ci-après) de courte durée, généralement inférieur à 3 mois. Il s'agit le plus souvent de missions d'ordre professionnel ou de voyages d'affaires qui conduisent certains collaborateurs d'une entreprise à des déplacements fréquents, successifs et souvent imprévisibles, soit dans un même État, soit dans plusieurs États.

Le détachement initial ou de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi.

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit mais sous certaines conditions qui incombent aussi bien à l'employeur qu'à l'employé :

- Maintien du lien de subordination avec le travailleur détaché ;
- L'employeur doit exercer une activité significative en France ; Le travailleur détaché est envoyé dans un autre Etat pour le compte de son employeur ;
- La travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché ;
- Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'emploi depuis au moins un mois.

La pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activités salariées(s) ou non salariées(s) sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres. Les articles 13 & 1-2 et 3 du règlement CE n° 883/2004 précisent qu'une personne « pluriactive » ne peut être assujettie qu'à la législation d'un seul État membre ; celle-ci étant déterminée par la partie substantielle de l'activité de la personne.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable :

- en raison de sa longue durée, ce détachement, qui excède la période prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert donc un accord préalable des institutions des États concernés. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement initial ou de plein droit ne sont pas réunies (durée de détachement, conditions liées à l'employeur et au salarié...).
- en vue de régulariser une situation exceptionnelle.

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

Les règlements européens pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

- Allemagne,
- Autriche,
- Belgique,
- Bulgarie,
- Chypre,
- Croatie,
- Danemark,
- Espagne,
- Estonie,
- Finlande,
- Grèce,
- Hongrie,
- Irlande,
- Islande,
- Italie,
- Lettonie,
- Liechtenstein,
- Lituanie,
- Luxembourg,
- Malte,
- Norvège,
- Pays-Bas,
- Pologne,
- Portugal,
- République tchèque,
- Roumanie,
- Royaume-Uni,
- Slovaquie,
- Slovénie,
- Suède,
- Suisse.

Les conventions bilatérales signées par la France pour le travailleur qui se rend dans l'un des pays suivants :

- Algérie,
- Andorre,
- Argentine,
- Bénin,
- Bosnie-Herzégovine,
- Brésil,
- Cameroun,
- Canada,
- Cap-Vert,
- Chili,
- Congo,
- Corée,
- Côte d'Ivoire,
- Etats-Unis,
- Gabon,
- Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou,
- Inde,
- Israël,
- Japon,
- Jersey,
- Kosovo,
- Macédoine,
- Madagascar,
- Mali,
- Maroc,
- Mauritanie,
- Monaco,
- Monténégro,
- Niger,
- Philippines,
- Québec,
- Saint-Marin,
- Sénégal,
- Serbie,
- Togo,
- Tunisie,
- Turquie,
- Uruguay.

Les décrets de coordination signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'un des pays suivants :

- Nouvelle-Calédonie,
- Polynésie française,
- Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les dispositions prévues par la législation française pour les personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment où elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

La législation française s'appliquera également dans 2 situations particulières :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'Etat cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 133)
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

D'où viennent ces informations ?

Dans le sens France → Étranger

Concernant les règlements européens, sont dénombrés uniquement les formulaires E101 et A1 émis par les caisses du régime général, du régime agricole et de la RATP.

De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les régimes détenant ces informations (actuellement les caisses des régimes général, agricole et RATP).

Dans le sens Étranger → France

Il s'agit des données collectées régulièrement par la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) auprès des partenaires européens au titre des articles 12.1 et 12.2 des règlements européens 883/04 et 987/09 uniquement. Les formulaires émis dans le cadre de la pluriactivité au titre des articles 13.1 et 13.2 ne sont pas dénombrés par tous les pays et ne figurent donc pas dans le document. Les dernières données disponibles concernent l'exercice 2014.

LÉGISLATION APPLICABLE • Avant-propos

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

Pays	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
1 - RÈGLEMENTS EUROPÉENS						
Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse	E101 ou A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
2 - ACCORDS INTERNATIONAUX						
A - CONVENTIONS BILATÉRALES						
ALGÉRIE	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
ANDORRE ⁽¹⁾	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
ARGENTINE	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
BÉNIN	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
BOSNIE-HERZÉGOVINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
BRÉSIL	SE 416-01	2 ans	-	SE 416-01	2 ans	-
CAMEROUN	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
CANADA ⁽¹⁾	SE 401-01	3 ans*	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
CAP-VERT	SE 396-01	3 ans*	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CHILI	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
CONGO	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
CORÉE ⁽¹⁾	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
CÔTE D'IVOIRE	SE 326-01	2 ans*	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
ÉTATS-UNIS ⁽¹⁾	SE 404-02	5 ans*	2 ans*	-	-	-
GABON	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
GUERNESEY, AURIGNY, HERM, JÉTHOU	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
INDE ⁽¹⁾	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-

* y compris la durée des congés

(1) Les ressortissants d'états tiers peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de la procédure de détachement.

LÉGISLATION APPLICABLE • Avant-propos

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ? (SUITE ET FIN)

Pays	FORMULAIRE ET DURÉE MAXIMALE			FORMULAIRE ET PROLONGATION		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
ISRAËL	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-
JAPON ⁽¹⁾	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
JERSEY	SE 132-J-01	1 an	-	SE 132-J-01	Durée à convenir entre autorités compétentes	-
KOSOVO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MACÉDOINE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
MADAGASCAR	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
MALI	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
MAROC	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
MAURITANIE	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
MONACO ⁽¹⁾	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
MONTÉNÉGRO	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
NIGER	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
PHILIPPINES ⁽¹⁾	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
QUÉBEC ⁽¹⁾	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
SAINT-MARIN	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-
SÉNÉGAL	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
SERBIE	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
TOGO	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
TUNISIE	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
TURQUIE	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
URUGUAY	SE 423-01	2 ans	-	-	-	-
B - DÉCRETS DE COORDINATION						
NOUVELLE-CALÉDONIE ⁽¹⁾	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
POLYNÉSIE FRANÇAISE ⁽¹⁾	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - PAYS HORS CONVENTIONS						
AUTRES PAYS	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* y compris la durée des congés

(1) Les ressortissants d'états tiers peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de la procédure de détachement.

France (pays d'envoi) → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant (2015)

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ

Qu'est ce que le détachement ?

Pour reprendre en substance la définition énoncée dans l'avant-propos, il s'agit du maintien au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi d'un travailleur, salarié ou non salarié, qui va exécuter un travail prévu à l'avance, pour le compte de son employeur habituel. **Dans le cadre des règlements européens**, ce travail se fera dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, avec une certaine continuité et durant **un temps déterminé et limité à 24 mois maximum**.

Les conditions nécessaires au maintien du travailleur au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi sont les mêmes que celles indiquées dans l'avant-propos.

Toujours dans le cadre des règlements européens, le maintien du travailleur indépendant au régime de protection sociale du pays habituel d'exercice est de droit si la durée prévisible de l'activité ne dépasse pas 24 mois.

Qu'est-ce-que la pluriactivité ?

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) pour le compte d'un ou plusieurs employeur(s) dans deux ou plusieurs Etats membres.

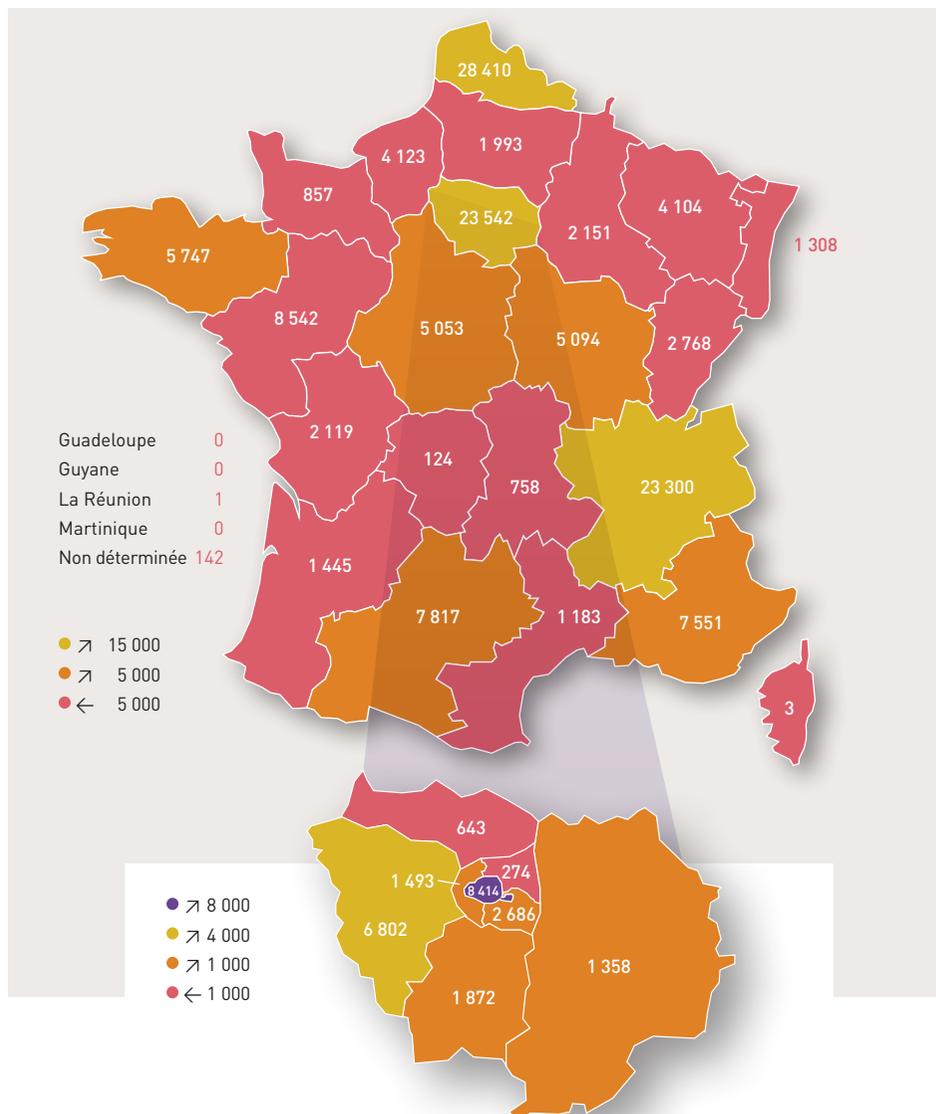
Afin de distinguer la notion de pluriactivité de celle de détachement, il est important de considérer le caractère permanent d'une activité (pluriactivité) du caractère temporaire ou ponctuel de celle-ci (détachement).

L'unicité de la législation applicable au salarié pluriactif est l'objectif fixé par le règlement 883/04 : unicité applicable tant à l'ensemble des activités en termes de cotisations sociales que de droits. De façon simplifiée, la législation retenue sera soit celle de l'Etat de la résidence de la personne, soit celle du siège du ou des employeur(s) ou des entreprises.

Depuis la mise en œuvre des règlements européens n° 883/2004 et 987/2009, le document portable A1 attestant de la législation applicable remplace le formulaire E101, mais celui-ci peut continuer d'être utilisé par les organismes de sécurité sociale.

Dans les tableaux suivants, sont comptabilisés le nombre de formulaires E101 (ou A1) émis par les caisses de sécurité sociale, dans le cadre du détachement ou de la pluriactivité.

FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS EUROPÉENS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



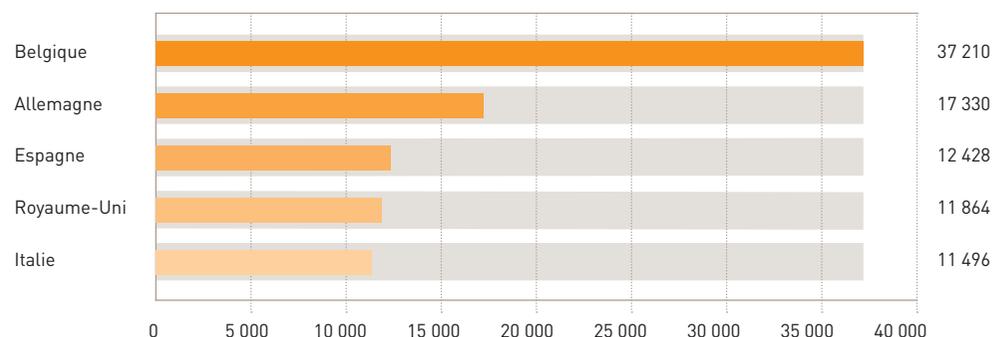
France (pays d'envoi) → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant (2015)

Conformément aux articles 12.1 et 12.2 du règlement 883/04 et des articles 14.1.a et 14 bis.1.a du règlement 1408/71, sont dénombrés dans le tableau ci-dessous les formulaires de détachements A1 (ou E101) émis par la France à des travailleurs pour un **détachement de plein droit** dans les pays européens.

Les articles 13.1 à 13.4 du règlement 883/04 et les articles 14.2.b et 14 bis 2 du règlement 1408/71 visent la **pluriactivité**.

En 2015, la France a délivré **130 468** formulaires dans le cadre d'un détachement dans l'UE-EEE-Suisse. **69%** de ces formulaires concernaient les 5 pays suivants : Belgique, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni et Italie. Le détachement français en Europe est un détachement qui s'effectue essentiellement avec ses principaux partenaires économiques. Il est marqué également par une proximité géographique élevée.

France (pays d'envoi) → Principaux d'accueil



DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2015 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

Pays	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS						INDICATEURS			
	Base XI - Cnamts ⁽¹⁾					Collecte Cleiss ⁽²⁾	TOTAL	Nombre de travailleurs différents ⁽³⁾	Durée moyenne (en nb de jours) ⁽³⁾	
	Industrie ⁽⁴⁾	Bâtiment - TP ⁽⁴⁾	Commerce ⁽⁴⁾	Services ⁽⁴⁾	Non affecté ⁽⁴⁾				par formulaire	par travailleur
Allemagne	7 529	245	876	4 908	3 441	331	17 330	10 896	18	28
Autriche	554	14	85	613	318	139	1 723	1 319	15	18
Belgique	6 633	2 210	494	7 752	3 768	16 353	37 210	11 910	41	71
Bulgarie	141	3	20	165	91	15	435	313	37	49
Chypre	13	7	8	68	11	2	109	96	31	34
Croatie	94	73	10	342	99	20	638	526	30	35
Danemark	440	15	75	239	313	24	1 106	842	29	37
Espagne	3 613	140	414	4 466	3 198	597	12 428	8 673	33	44
Estonie	27	17	3	53	41	0	141	126	32	36
Finlande	256	14	25	181	236	16	728	610	45	53
Grèce	144	19	16	738	238	7	1 162	1 009	55	63
Hongrie	412	3	108	312	315	314	1 464	925	20	24
Irlande	298	1	46	350	409	24	1 128	973	24	27
Islande	7	2	10	39	9	21	88	65	12	12
Italie	3 660	193	364	4 321	2 705	253	11 496	8 138	26	35
Lettonie	27	1	10	54	22	0	114	106	14	15
Liechtenstein	5	0	0	8	0	15	28	12	38	41

France (pays d'envoi) → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant (2015)

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ EN 2015 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS							INDICATEURS			
	Base XI - Cnamts ⁽¹⁾					Collecte Cleiss ⁽²⁾	TOTAL	Nombre de travailleurs différents ⁽³⁾	Durée moyenne (en nb de jours) ⁽³⁾		
	Industrie ⁽⁴⁾	Bâtiment - TP ⁽⁴⁾	Commerce ⁽⁴⁾	Services ⁽⁴⁾	Non affecté ⁽⁴⁾				par formulaire	par travailleur	
DÉTACHEMENT	Lituanie	56	3	3	74	33	2	171	138	13	16
	Luxembourg	466	771	74	786	884	131	3 112	2 089	66	94
	Malte	23	2	103	123	107	13	371	347	20	21
	Norvège	515	43	20	243	238	52	1 111	749	28	40
	Pays-Bas	1 779	50	208	1 648	925	339	4 949	3 369	27	36
	Pologne	1 295	117	101	567	750	69	2 899	2 003	22	31
	Portugal	1 078	7	109	1 132	581	46	2 953	2 421	27	32
	République tchèque	770	52	50	418	485	59	1 834	1 360	18	24
	Roumanie	592	113	58	619	525	211	2 118	1 401	28	38
	Royaume-Uni	3 904	508	380	3 704	2 986	382	11 864	8 052	29	41
	Slovaquie	322	21	7	122	158	5	635	450	35	49
	Slovénie	92	1	8	261	76	9	447	359	18	22
	Suède	714	27	95	344	369	113	1 662	1 188	30	39
	Suisse	2 130	572	291	3 337	1 886	798	9 014	5 950	30	42
	TOTAL 2015	37 589	5 244	4 071	37 987	25 217	20 360	130 468			
TOTAL 2014	-	-	-	-	-	-	120 253				
<i>% évolution</i>	-	-	-	-	-	-	<i>8,49</i>				
PLURIACTIVITÉ	Tous pays confondus ⁽⁵⁾	1 091	34	37	447	50	6 008	7 667	1 564	87	91
	TOTAL 2015	1 091	34	37	447	50	6 008	7 667			
	TOTAL 2014	-	-	-	-	-	-	4 451			
	<i>% évolution</i>	-	-	-	-	-	-	<i>72,25</i>			

(1) : Depuis 2010, les caisses du régime général (Cpam) sont tenues d'enregistrer les formulaires A1 (ou E101) qu'elles émettent dans l'outil XI de la Cnamts. En 2015, cela représente 111 767 formulaires.

(2) : Le Cleiss effectue une collecte statistique (dénombrement de formulaires) auprès des caisses du régime agricole (MSA) et de certains régimes spéciaux (RATP notamment) mais aussi auprès des caisses du régime général qui n'enregistrent pas l'intégralité de leurs formulaires sur XI.

(3) : Le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir des données enregistrées sur XI soit 111 767 formulaires.

(4) : Sur les 111 767 formulaires enregistrés sur XI, 86 500 ont pu être répartis par secteurs d'activité.

(5) : Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

France (pays d'envoi) → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant (2015)

QUI SONT LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS DÉTACHÉS

OU PLURIACTIFS EN 2015 ?



Sexe : 8 travailleurs détachés ou pluriactifs sur 10 sont des **hommes**

Age moyen : **42 ans**

Nationalité : plus de 9 travailleurs détachés ou pluriactifs sur 10 sont de **nationalité française**

Secteur activité : près de 9 travailleurs détachés ou pluriactifs sur 10 sont employés dans **l'industrie ou les services**

Nombre de formulaires (détachement uniquement) : titulaire de près de **2 formulaires par an**

Durée moyenne d'un détachement : **57 jours par an**

QUELLE RÉPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN 2015 ?



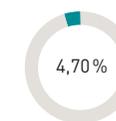
Industrie



Services



Commerce



Bâtiment - TP

Note de lecture :

La répartition par secteurs d'activité a été réalisée à partir de 86 500 formulaires émis puis enregistrés sur la base XI de la Cnamts, soit 77,4% du volume global de cette base.

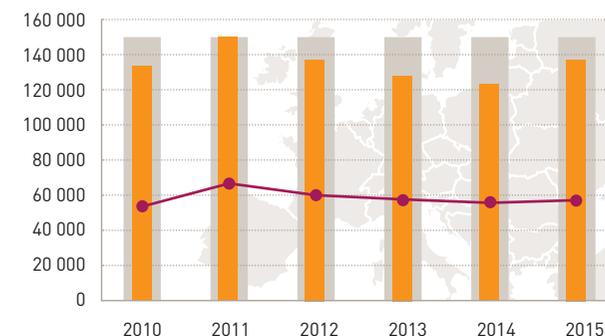
99% : Au sein du secteur de l'industrie, part des formulaires qui ont été émis pour des travailleurs appartenant à une entreprise manufacturière.

33% : Au sein du secteur des services, part des formulaires qui ont été émis pour des travailleurs appartenant à une entreprise des services artistiques et du spectacle.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS

Années	DÉTACHEMENT				PLURIACTIVITÉ			
	Nbre de formulaires émis	Nbre de travailleurs uniques*	Durée moyenne (en jours)*		Nbre de formulaires émis	Nbre de travailleurs uniques*	Durée moyenne (en jours)*	
			par formulaire	par travailleur			par formulaire	par travailleur
2010	133 896	53 326	38	66	1 014	217	76	99
2011	144 256	64 993	35	65	6 451	1 227	167	192
2012	129 314	59 681	35	65	9 370	1 237	177	194
2013	124 105	56 388	32	59	5 869	1 102	121	131
2014	120 253	56 516	33	60	4 451	648	100	109
2015	130 468	56 894	30	57	7 667	1 564	87	91

* : Le nombre de travailleurs uniques et la durée moyenne du détachement ou de la pluriactivité sont calculés à partir des formulaires A1 (ou E101) enregistrés sur la base XI de la Cnamts soit : 117 267 (2015), 104 287 (2014), 108 322 (2013), 114 037 (2012), 124 643 (2011) et 93 814 (2010).



■ Nombre de formulaires émis

◆ Nombre de travailleurs uniques

France (pays d'envoi/accueil) ↔ Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant et entrant (2014)



L'analyse porte ici sur les données 2014 du fait de la non disponibilité auprès de la CACSSS (Commission de Bruxelles) des données 2015 pour l'ensemble des pays de la zone UE-EEE-Suisse au moment de la diffusion du rapport.

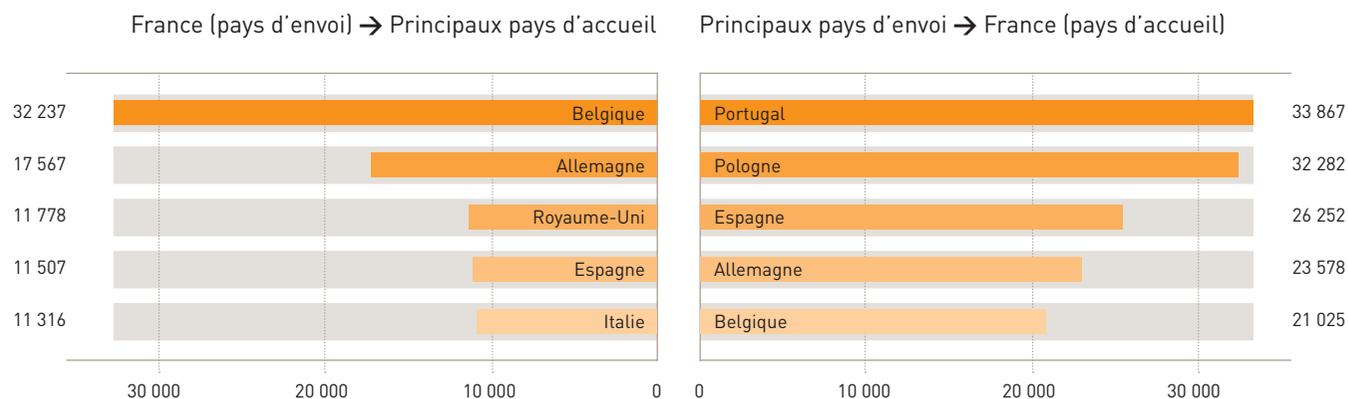
Les graphiques et les tableaux suivants présentent un état des lieux du détachement «entrant» et «sortant» de la France avec ses 31 pays partenaires de l'UE-EEE-Suisse.

En 2014, la France a délivré **120 253** formulaires dans le cadre d'un détachement dans la zone UE-EEE-Suisse. **70%** des formulaires concernaient les 5 pays suivants : Belgique, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne et Italie.

Le détachement français en Europe est un détachement qui s'effectue essentiellement avec ses principaux partenaires économiques. Il est marqué par une proximité géographique élevée.

Réciproquement, en 2014, les pays de l'UE-EEE-Suisse ont délivré **190 848** formulaires dans le cadre d'un détachement en France.

72% des formulaires concernaient les 5 pays suivants : Portugal, Pologne, Espagne, Allemagne et Belgique.

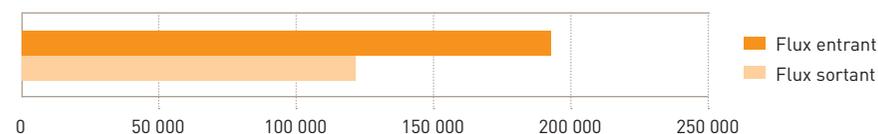


La sur-représentation des travailleurs détachés portugais et polonais en France peut être reliée à la pénurie de main d'œuvre qui touche certains secteurs d'activité de notre économie, en particulier le BTP, et le faible coût de cette main d'œuvre.

DÉTACHEMENT EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

En 2014, la France a délivré 120 253 formulaires pour des détachements au sein des pays de l'UE-EEE-Suisse et en a reçu 190 848 de leur part. Le solde entre les flux « sortant » et « entrant » est donc de **- 70 595**. Lorsque la France détache un travailleur dans l'UE-EEE-Suisse, elle en accueille 1,6.

Etat des lieux 2014 sur les flux entrant/sortant de travailleurs détachés (France ↔ Pays de l'UE-EEE-Suisse)



France (pays d'envoi/accueil) ↔ Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant et entrant (2014)

DÉTACHEMENT EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

(SUITE ET FIN)

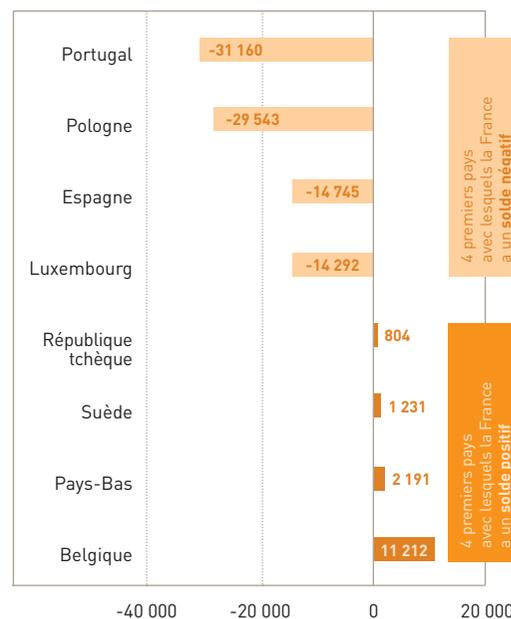
Pays	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS		
	France (pays d'envoi) flux sortant	France (pays d'accueil) flux entrant	SOLDE
Allemagne	17 567	23 578	-6 011
Autriche	1 707	1 336	371
Belgique	32 237	21 025	11 212
Bulgarie	398	610	-212
Chypre	125	0	125
Croatie	50	273	-223
Danemark ⁽¹⁾	1 059	-	-
Espagne	11 507	26 252	-14 745
Estonie	188	32	156
Finlande	748	124	624
Grèce	998	231	767
Hongrie	1 081	2 188	-1 107
Irlande	863	178	685
Islande	81	19	62
Italie	11 316	10 767	549
Lettonie	125	104	21
Liechtenstein	12	23	-11
Lituanie	106	1 789	-1 683
Luxembourg	2 832	17 124	-14 292
Malte	300	6	294
Norvège ⁽²⁾	968	-	-
Pays-Bas	4 886	2 695	2 191
Pologne	2 739	32 282	-29 543
Portugal	2 507	33 867	-31 360
République tchèque	1 602	798	804
Roumanie	1 865	8 759	-6 894
Royaume-Uni ⁽¹⁾	11 778	-	-

Pays	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS		
	France (pays d'envoi) flux sortant	France (pays d'accueil) flux entrant	SOLDE
Slovaquie	504	4 923	-4 419
Slovénie	469	1 408	-939
Suède	1 688	457	1 231
Suisse ⁽¹⁾	7 947	-	-
TOTAL 2014	120 253	190 848	-70 595

(1) : Le Danemark, le Royaume-Uni et la Suisse ne ventilent pas leurs données par pays.
(2) : La Norvège n'a communiqué aucune information.

Solde 2014

sur les flux entrant /sortant de travailleurs détachés
(France ↔ UE-EEE-Suisse)



Les 31 pays membres de la zone UE-EEE-Suisse, dans leur relation avec la France, peuvent être divisés en 2 catégories : ceux avec lesquels la France a un solde positif, soit 14 pays et ceux avec lesquels la France a un solde négatif, soit 13 pays. Sont isolés le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse du fait de la non communication de leurs données par pays.

Dans la première catégorie, la Belgique se détache nettement : en effet, elle a accueilli 11 212 travailleurs en provenance de France de plus que la France ne l'a fait en provenance de Belgique.

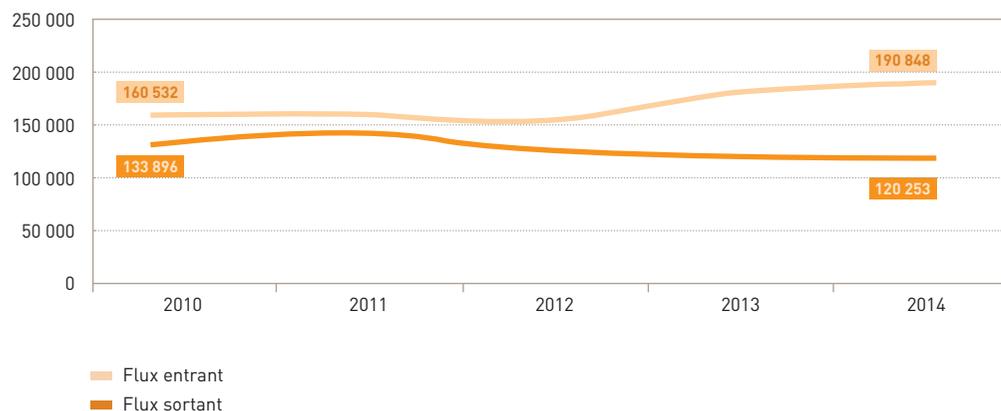
Dans la seconde catégorie, 2 pays se détachent également : le Portugal a détaché vers la France 31 360 travailleurs de plus que la France ne l'a fait en sens inverse. Pour la Pologne, ce nombre atteint 29 543 travailleurs.

France (pays d'envoi/accueil) ↔ Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant et entrant (2014)

EVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS

Années	NOMBRE DE FORMULAIRES A1 (OU E101) ÉMIS*		SOLDE
	France (pays d'envoi) flux sortant	France (pays d'accueil) flux entrant	
2010	133 896	160 532	-26 636
2011	144 256	161 954	-17 698
2012	129 314	156 490	-27 176
2013	124 105	182 219	-58 114
2014	120 253	190 848	-70 595

* Depuis 2010, les chiffres mentionnés en flux sortant proviennent de 2 sources différentes : les formulaires A1 (ou E101) enregistrés par les caisses du régime général sur l'outil XI de la Cnamts et une collecte statistique réalisée auprès des différents régimes de sécurité sociale (principalement le régime agricole).



Depuis 2010, le flux entrant (France pays d'accueil) est supérieur au flux sortant (France pays d'envoi).

Ce constat (excepté pour 2011) s'accroît d'année en année : on observe un écart de - **26 636** en 2010 et - **70 595** en 2014.

Sur la période 2010-2014, la France a émis et reçu un volume global de **1,5 million de formulaires pour des travailleurs détachés. 43%** d'entre eux concernaient la France en tant que pays d'envoi et **57%** en tant que pays d'accueil.

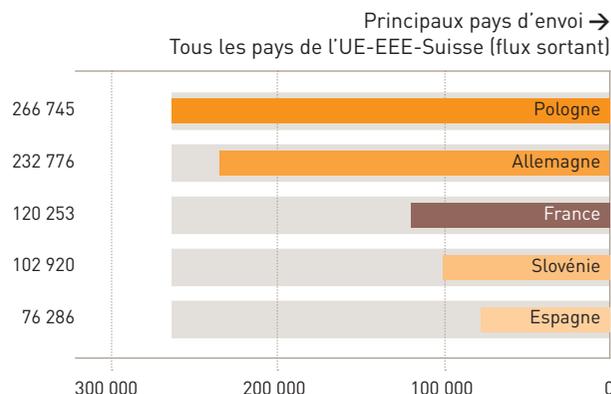
Les constats énoncés ci-dessus doivent être néanmoins nuancés du fait de l'absence de données en flux entrant pour le Danemark, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse.

Pays de l'UE-EEE-Suisse ← → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant et entrant (2014) (pays d'envoi) (pays d'accueil)

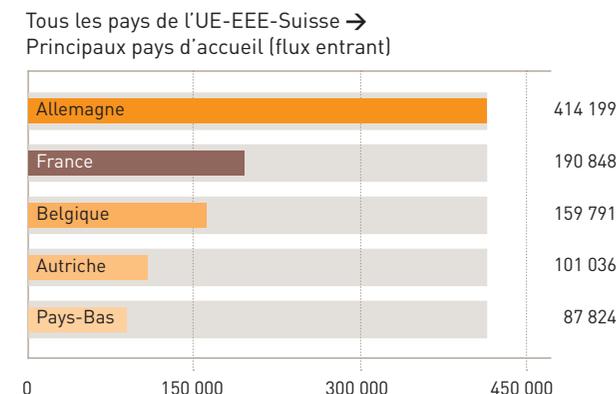
! L'analyse porte ici sur les données 2014 du fait de la non disponibilité auprès de la CACSSS (Commission de Bruxelles) des données 2015 pour l'ensemble des pays de la zone UE-EEE-Suisse au moment de la diffusion du rapport.

En matière de détachement, les formulaires A1 (règlement 883/04) et E101 (règlement 1408/71) pris en compte dans les graphiques et tableaux ci-dessous sont les suivants : ceux relatifs aux articles 12.1 ou 14.1.a pour les travailleurs salariés et 12.2 ou 14 bis.1.a pour les travailleurs non salariés.

En 2014, le volume global des formulaires A1 (ou E101) émis par les pays de l'UE-EEE-Suisse a été de 1,45 million (ce chiffre ne prend pas en compte les formulaires émis dans le cadre de la pluriactivité, des dérogations et des activités de personnels navigants techniques et commerciaux).



En 2014, sur les 1,45 million de formulaires délivrés par les pays de l'UE-EEE-Suisse :
55% concernaient les 5 pays d'envoi suivants : Pologne, Allemagne, France, Slovénie et Espagne.
18% des travailleurs détachés par les pays de l'UE-EEE-Suisse viennent de Pologne.



En 2014, sur les 1,45 million de formulaires délivrés par l'UE-EEE-Suisse :
65% concernaient les 5 pays d'accueil suivants : Allemagne, France, Belgique, Autriche et Pays-Bas.
28% des travailleurs détachés par les pays de l'UE-EEE-Suisse ont pour pays d'accueil l'Allemagne.

DÉTACHEMENT EUROPÉEN EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

Pays	Nombre de formulaires A1 (ou E101) émis				Détachement et population active		
	Flux sortant (Fs)	Flux entrant (Fe)	Solde	% pays / Détachement UE-EEE-Suisse	Population active de 15 ans ou plus ⁽¹⁾	Ratio des sortants : Fs / pop. active	Ratio des entrants : Fe / pop. active
Allemagne	232 776	414 199	-181 423	22,23%	41 968 800	0,55%	0,99%
Autriche	41 113	101 036	-59 923	4,88%	4 357 700	0,94%	2,32%
Belgique	58 611	159 791	-101 180	7,50%	4 967 300	1,18%	3,22%
Bulgarie	13 275	3 269	10 006	0,57%	3 365 900	0,39%	0,10%
Chypre	114	944	-830	0,04%	432 200	0,03%	0,22%
Croatie	24 060	5 115	18 945	1,00%	1 892 700	1,27%	0,27%
Danemark	3 869	10 870	-7 001	0,51%	2 905 300	0,13%	0,37%
Espagne	76 286	44 853	31 433	4,16%	22 954 700	0,33%	0,20%
Estonie	7 147	2 964	4 183	0,35%	674 300	1,06%	0,44%

! Les indicateurs mis en avant ci-contre s'appuient sur le nombre de formulaires émis et non le nombre de travailleurs différents détachés au cours de l'année (un travailleur pouvant être détaché plusieurs fois dans l'année). De ce fait, les pourcentages indiqués dans le tableau présentent surtout un intérêt pour comparer les pays entre eux

[1] : La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs. La mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales (BIT, recensement de la population, la Comptabilité nationale).

Pays de l'UE-EEE-Suisse ← → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant et entrant (2014)

(pays d'envoi) (pays d'accueil)

DÉTACHEMENT EUROPÉEN EN 2014 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays	Nombre de formulaires A1 (ou E101) émis				Détachement et population active		
	Flux sortant (Fs)	Flux entrant (Fe)	Solde	% pays / Détachement UE-EEE-Suisse	Population active de 15 ans ou plus ⁽¹⁾	Ratio des sortants : Fs / pop. active	Ratio des entrants : Fe / pop. active
Finlande	2 786	16 594	-13 808	0,67%	2 679 200	0,10%	0,62%
France	120 253	190 848	-70 595	10,69%	28 803 100	0,42%	0,66%
Grèce	2 325	4 747	-2 422	0,24%	4 811 000	0,05%	0,10%
Hongrie	65 655	8 965	56 690	2,56%	4 444 100	1,48%	0,20%
Irlande	3 261	3 982	-721	0,25%	2 156 900	0,15%	0,18%
Islande	140	338	-198	0,02%	192 655	0,07%	0,18%
Italie	69 279	52 526	16 753	4,19%	25 515 200	0,27%	0,21%
Lettonie	1 655	1 505	150	0,11%	992 400	0,17%	0,15%
Liechtenstein	89	417	-328	0,02%	-	-	-
Lituanie	16 683	1 931	14 752	0,64%	1 477 300	1,13%	0,13%
Luxembourg	50 345	21 760	28 585	2,48%	261 100	19,28%	8,33%
Malte	145	1 063	-918	0,04%	192 300	0,08%	0,55%
Norvège	3 252	21 257	-18 005	0,84%	2 726 774	0,12%	0,78%
Pays-Bas	37 775	87 824	-50 049	4,32%	8 895 800	0,42%	0,99%
Pologne	266 745	14 534	252 211	9,66%	17 428 000	1,53%	0,08%
Portugal	74 735	12 827	61 908	3,01%	5 225 500	1,43%	0,25%
République tchèque	10 380	17 164	-6 784	0,95%	5 297 800	0,20%	0,32%
Roumanie	57 194	9 714	47 480	2,30%	9 242 200	0,62%	0,11%
Royaume-Uni	23 501	50 895	-27 394	2,56%	32 637 300	0,07%	0,16%
Slovaquie	73 791	7 629	66 162	2,80%	2 721 800	2,71%	0,28%
Slovénie	102 920	6 550	96 370	3,76%	1 014 700	10,14%	0,65%
Suède	4 182	33 029	-28 847	1,28%	5 183 200	0,08%	0,64%
Suisse	10 851	87 580	-76 729	3,38%	4 754 113	0,23%	1,84%
Données géographiques non précisées	-	58 473	-	2,01%	-	-	-
TOTAL	1 455 193	1 455 193	-	100,00%	250 171 342	0,58%	

Les constats sur le détachement européen

1 - L'Allemagne est le pays de l'UE-EEE-Suisse qui pèse le plus dans le phénomène du détachement dans la zone UE-EEE-Suisse :

Sur les 1,45 million de formulaires émis en 2014, près de 22% la concernait soit au titre de pays d'accueil soit au titre de pays d'envoi. La France quant à elle y contribue à hauteur de 11,1% et la Pologne à hauteur de 9,6%.

2 - Le Luxembourg est le pays de l'UE-EEE-Suisse dont la population active est la plus impactée par le phénomène du détachement :

En 2014, 19% de sa population active a connu une période de détachement dans la zone UE-EEE-Suisse (flux sortant).

En parallèle, le flux entrant de travailleurs détachés en provenance des pays de l'UE-EEE-Suisse a représenté 8% de sa population active. Ces 2 pourcentages le différencient sensiblement de ses homologues européens.

3 - Le Royaume-Uni est le pays de l'UE-EEE-Suisse dont la population active est la moins impactée par le phénomène du détachement :

En 2014, 0,07% de sa population active a connu une période de détachement dans la zone UE-EEE-Suisse (flux sortant).

En parallèle, le flux entrant de travailleurs détachés en provenance des pays de l'UE-EEE-Suisse a représenté 0,16% de sa population active.

4 - Sur les 32 Etats membres de l'UE-EEE-Suisse, la moitié a accueilli ou envoyé un flux de travailleurs détachés représentant moins de 1% de sa population active.

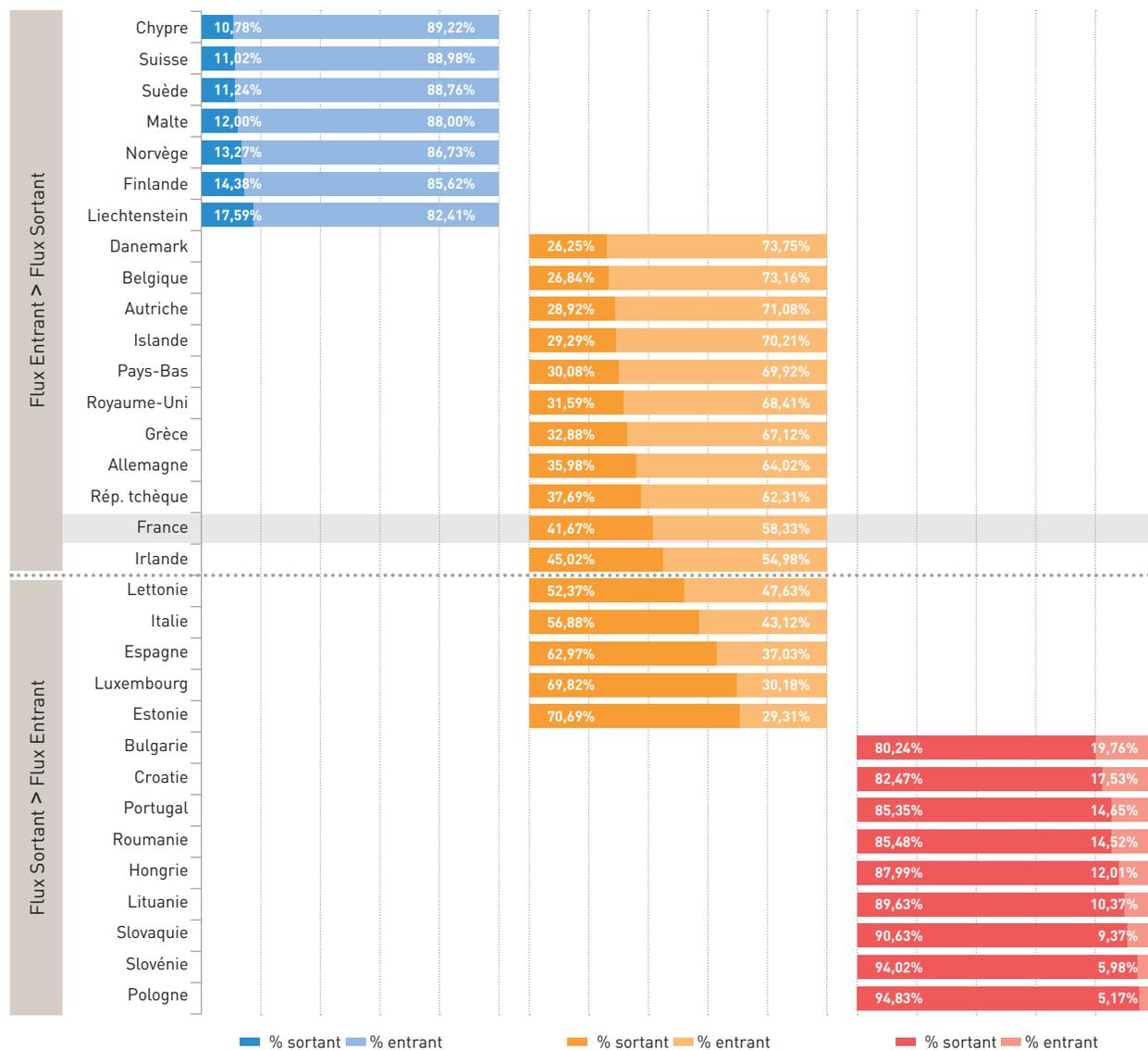
Le Luxembourg fait ainsi figure d'exception avec un taux de 27,62% (la moyenne européenne étant de 0,58%).

Pour information, le taux de la France est de 1,08%.

Pays de l'UE-EEE-Suisse ← → Pays de l'UE-EEE-Suisse : Flux sortant et entrant (2014)

(pays d'envoi) (pays d'accueil)

PHÉNOMÈNE DU DÉTACHEMENT DANS LES PAYS DE L'UE-EEE-SUISSE (2014)



3 catégories de pays peuvent être distinguées :

Les pays dont le flux entrant est largement supérieur au flux sortant, soit un ratio entrant > à 80% (graphique bleu) :

Dans cette 1^{ère} catégorie (7 pays sur 32), les ratios «entrant/sortant» sont relativement homogènes (82% - 18% à 89% - 11%).

La Suisse doit être mise en avant de part son poids en valeur absolue. Elle accueille ainsi 76 729 travailleurs de plus au sein de l'Europe qu'elle n'en détache dans cette même zone.

Les pays dont le flux entrant-sortant est relativement équilibré, soit des ratios entrants et sortants compris entre 20% et 80% (graphique orange) :

Cette 2^{ème} catégorie réunit 16 Etats membres sur 32. L'Allemagne et la Belgique doivent être mises en avant de part leur poids en valeur absolue. Elles accueillent ainsi respectivement 181 423 et 101 180 travailleurs de plus au sein de l'Europe qu'elles n'en détachent dans cette même zone.

Le solde des autres pays de cette catégorie varie de + 31 433 (Espagne) à - 54 523 (Autriche).

Les pays dont le flux sortant est largement supérieur au flux entrant, soit un ratio sortant > à 80% (graphique rouge) :

Au sein de cette 3^{ème} catégorie (9 pays sur 32), 2 pays se distinguent particulièrement : Pologne et Slovénie avec un ratio «sortant/entrant» de [95% - 5%] et [94% - 6%].

Ce constat en valeur relative se confirme en valeur absolue puisque la Pologne et la Slovénie détachent au sein de la zone UE-EEE-Suisse respectivement 252 211 et 96 370 travailleurs de plus qu'elles n'en reçoivent.



Détachement exceptionnel

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels ou dérogatoires sont prévus par l'article 16 du règlement 883/2004 et l'article 17 du règlement 1408/71.

Les accords exceptionnels ou dérogatoires des articles 16 et 17 sont utilisés pour :

- Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois ;
- La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois ;
- La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement) ;

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾
Allemagne	327	0	122	0
Autriche	4	0	7	0
Belgique	140	0	209	0
Bulgarie	5	0	9	0
Chypre	0	0	1	0
Croatie	5	0	3	0
Danemark	15	0	3	0
Espagne	159	0	61	0
Estonie	0	0	0	0
Finlande	21	0	2	0
Grèce	4	0	3	0
Hongrie	4	0	14	0
Irlande	13	0	3	0
Islande	1	0	0	0
Italie	200	3	110	0
Lettonie	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	1	0	0	0
Luxembourg	23	0	6	0

- Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque les conditions du détachement ne sont pas remplies (ex : lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil).

Dans ces cas de figure, une demande d'application des articles 16 ou 17 : « maintien d'affiliation au régime de l'Etat qui détache » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner et autoriser cette demande, conjointement avec l'autorité ou institution compétente de l'autre Etat. Cette dernière, dans tous les cas, fait connaître son avis au Cleiss.

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾	selon article 16 ⁽¹⁾	selon article 17 ⁽²⁾
Malte	0	0	0	0
Norvège	20	0	33	0
Pays-Bas	94	0	35	0
Pologne	33	0	21	0
Portugal	36	0	11	0
République tchèque	5	0	9	0
Roumanie	10	0	24	0
Royaume-Uni	203	5	145	0
Slovaquie	2	0	3	0
Slovénie	4	0	0	0
Suède	16	0	9	0
Suisse	145	0	67	0
Total 2015	1 490	8	910	0
Total 2014	1 194	17	1 015	6
<i>% d'évolution</i>	<i>24,79</i>	<i>-52,94</i>	<i>-10,34</i>	<i>-100,00</i>

(1) : Article 16 du règlement (CE) n° 883/04 : le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités des Etats en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).

(2) : Article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 : cf article 16.

Les détachements

Actuellement, 38 États (ou États fédérés) et 3 territoires d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Il s'agit de :

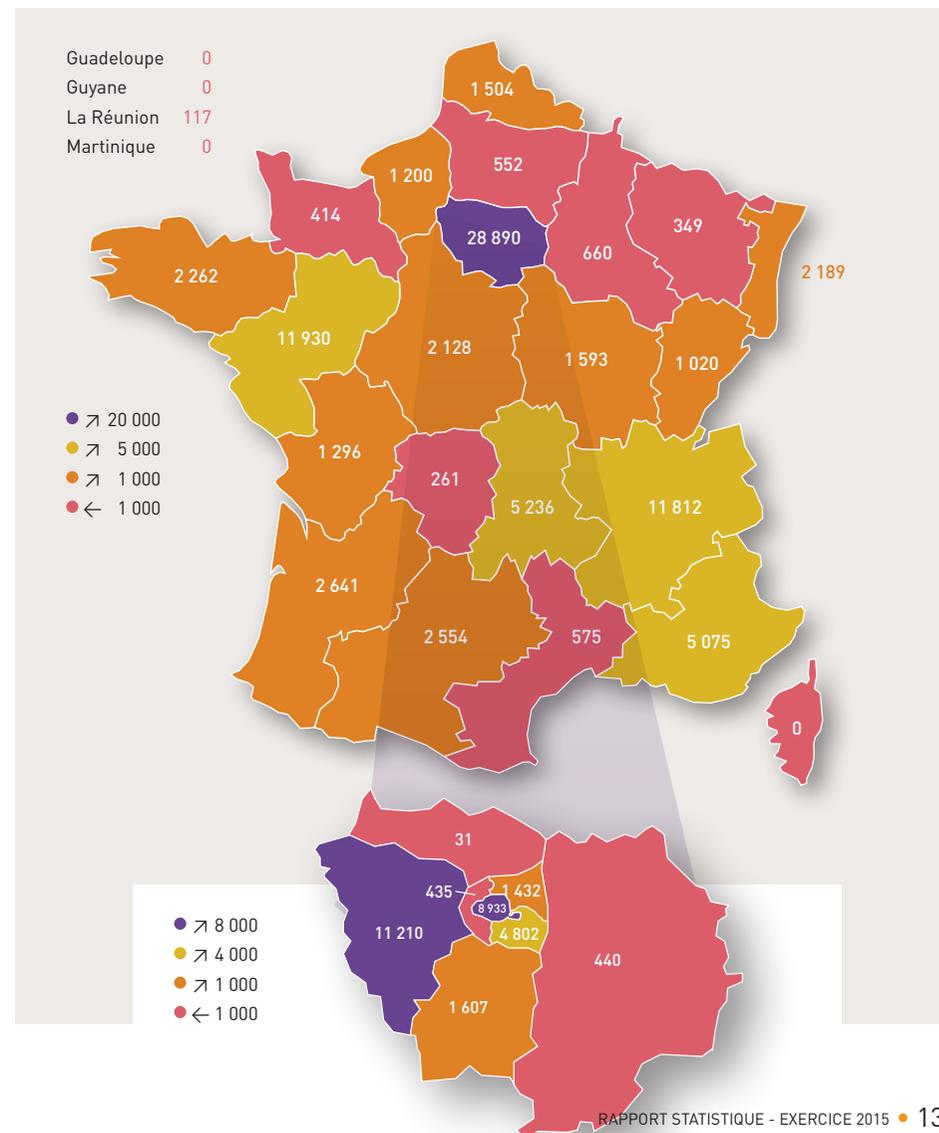
- Algérie,
- Andorre,
- Argentine,
- Bénin,
- Bosnie-Herzégovine,
- Brésil,
- Cameroun,
- Canada,
- Cap-Vert,
- Chili,
- Congo,
- Corée,
- Côte d'Ivoire,
- États-Unis,
- Gabon,
- Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou,
- Inde,
- Israël,
- Japon,
- Jersey,
- Kosovo,
- Macédoine,
- Madagascar,
- Mali,
- Maroc,
- Mauritanie,
- Monaco,
- Monténégro,
- Niger,
- Philippines,
- Québec,
- Saint-Marin,
- Sénégal,
- Serbie,
- Togo,
- Tunisie,
- Turquie,
- Uruguay,
- Nouvelle-Calédonie,
- Polynésie française,
- Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention. Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. tableau récapitulatif pages 120 et 121).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

Au même titre que les règlements européens, les conventions bilatérales et décrets de coordination, ont pour objectifs de coordonner les législations de deux États, afin de garantir la continuité du droit à la protection sociale aux personnes en situation de mobilité, et d'éviter ainsi les risques de double affiliation.

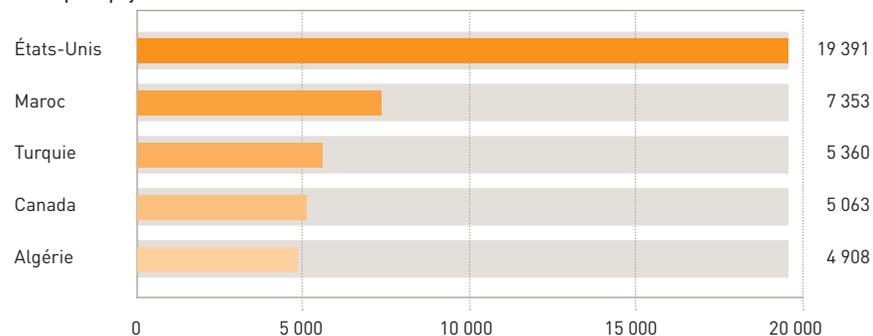
FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES ACCORDS INTERNATIONAUX (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)



Les détachements

DÉTACHEMENT EN 2015 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)

Principaux pays



	Pays	Nombre de formulaires émis
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	4 908
	Andorre	1 032
	Argentine	960
	Aurigny	0
	Bénin	687
	Bosnie-Herzégovine	469
	Brésil	3 454
	Cameroun	1 340
	Canada	5 063
	Cap-Vert	503
	Chili	1 155
	Congo	1 966
	Corée	2 566
	Côte d'Ivoire	1 867
	Etats-Unis	19 391
	Gabon	1 056
	Guernesey	1
	Herm	5
	Inde	4 079
	Israël	858
Japon	4 813	
Jersey	80	

	Pays	Nombre de formulaires émis
CONVENTIONS BILATÉRALES	Jethou	0
	Kosovo	3
	Macédoine	40
	Madagascar	730
	Mali	468
	Maroc	7 353
	Mauritanie	276
	Monaco	1 807
	Monténégro	99
	Niger	220
	Philippines	362
	Québec	581
	Saint-Marin	7
	Sénégal	1 350
	Serbie	504
	Togo	298
	Tunisie	3 886
	Turquie	5 360
	Uruguay	87
	SOUS-TOTAL 2015		79 684
SOUS-TOTAL 2014		70 495
% évolution		13,03

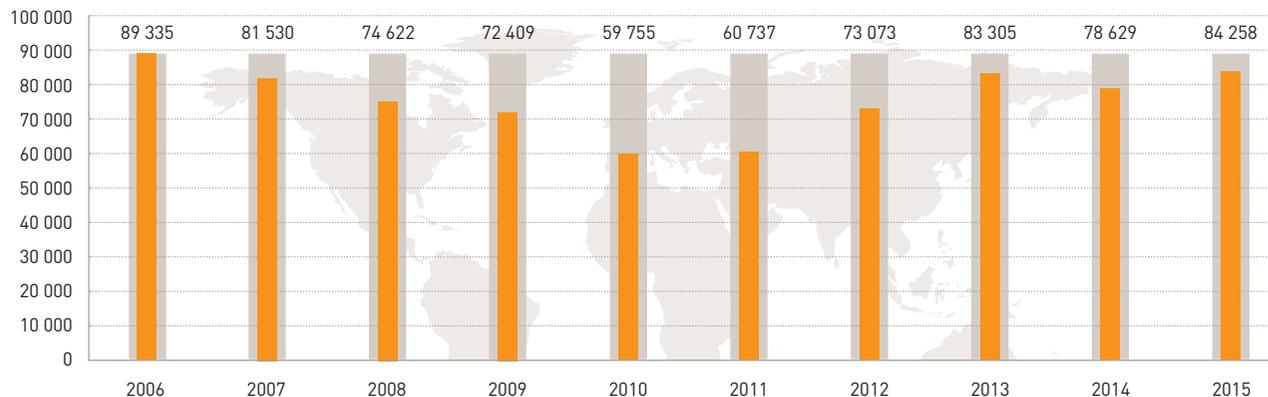
Les détachements

DÉTACHEMENT EN 2015 (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS) (SUITE ET FIN)

Pays		Nombre de formulaires émis
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	385
	Polynésie française	175
	Saint-Pierre-et-Miquelon	80
	SOUS-TOTAL 2015	640
	SOUS-TOTAL 2014	813
<i>% évolution</i>		<i>-21,28</i>
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾		3 934
SOUS-TOTAL 2015		3 934
SOUS-TOTAL 2014		7 321
<i>% évolution</i>		<i>-46,26</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2015		84 258
TOTAL GÉNÉRAL 2014		78 629
<i>% évolution</i>		<i>7,16</i>

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS ET NON SALARIÉS)



Entre 2006 et 2010, le nombre de formulaires de détachement émis a connu une baisse continue. L'année 2011 marque un léger regain qui se poursuit plus nettement en 2012 pour se stabiliser depuis.



Le détachement exceptionnel

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Algérie	4	6
Andorre	0	0
Argentine	1	0
Bénin	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0
Brésil	0	0
Cameroun	1	1
Canada	10	0
Cap-Vert	0	0
Chili	2	10
Congo	0	0
Corée	8	3
Côte d'Ivoire	0	2
Etats-Unis	0	0
Gabon	0	0
Guernesey	0	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Aurigny	0	0
Herm	0	0
Jethou	0	0
Israël	6	6
Japon	43	1
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	3
Mali	0	0
Maroc	6	19
Mauritanie	0	0
Monaco	22	1
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Québec	41	2
Saint-Marin	0	0
Sénégal	2	7
Serbie	1	0
Suisse (1)	600	10
Togo	0	0
Tunisie	13	21
Turquie	1	5
Uruguay	0	0
Nouvelle-Calédonie	1	30
Polynésie française	0	1
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
Total 2015	762	128
Total 2014	304	159
<i>% d'évolution</i>	<i>150,66</i>	<i>-19,50</i>

(1) Pour les ressortissants d'États-tiers, application de l'article 10 de la convention franco-suisse de sécurité sociale du 03/07/1975.

Les détachements de droit commun

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

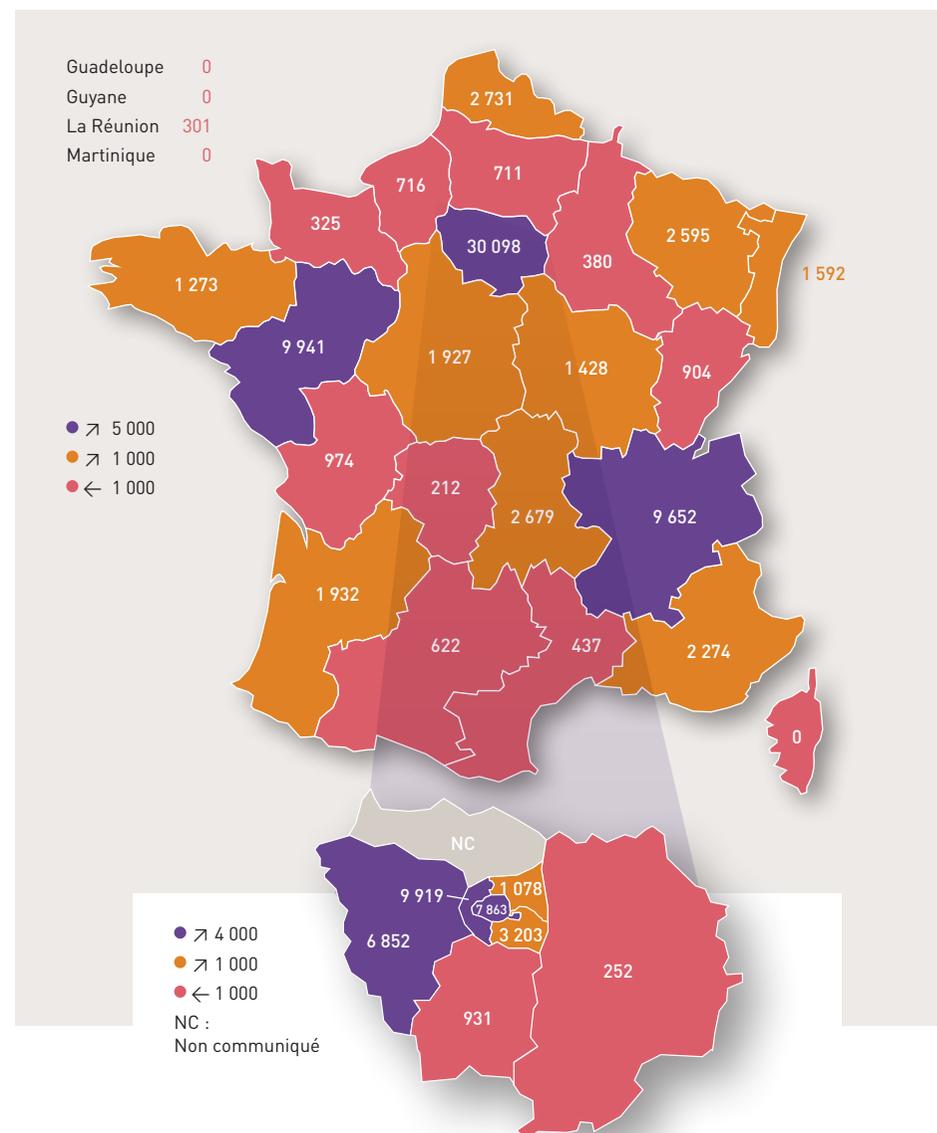
- dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;
- dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

- le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 133)
- la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de **la législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

FORMULAIRES DE DÉTACHEMENT ÉMIS PAR LA FRANCE DANS LE CADRE DES PAYS HORS CONVENTIONS (RÉPARTITION PAR RÉGIONS)

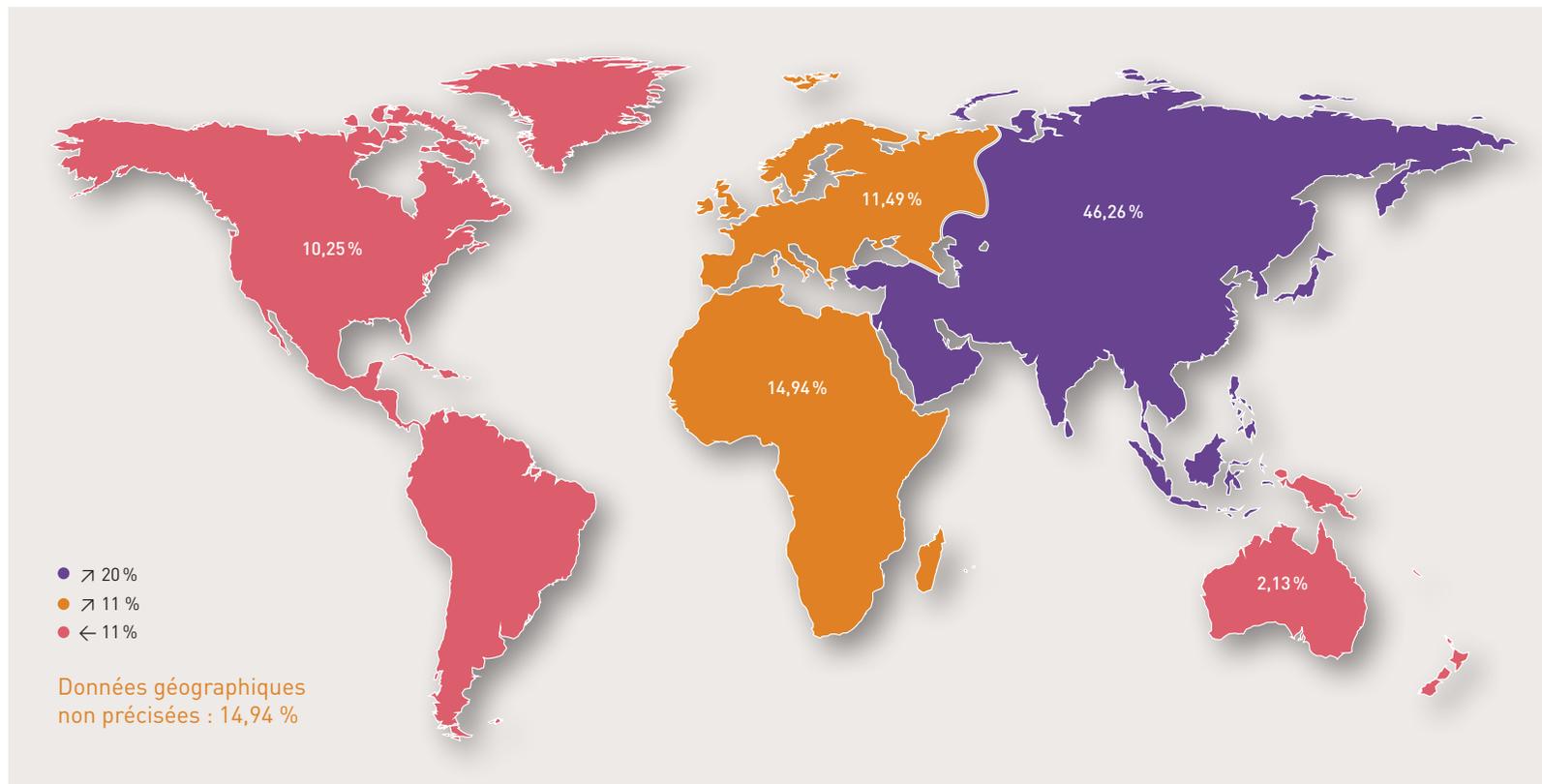




Les détachements de droit commun

DÉTACHEMENTS EFFECTUÉS EN 2015 DANS LE CADRE

DES PAYS HORS CONVENTIONS



Remarque : cette carte est une représentation par continents : les pays ayant signé un accord de sécurité sociale avec la France sont donc exclus.

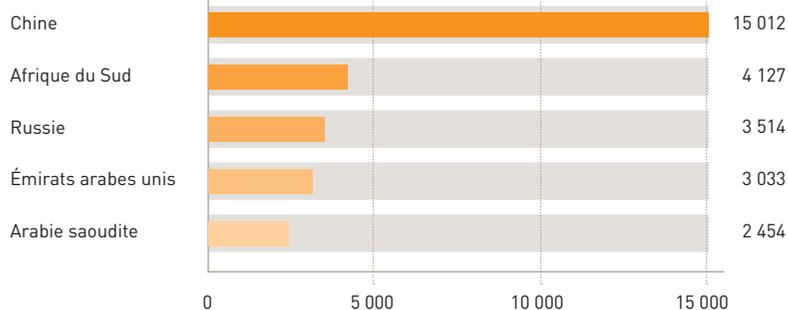


Dans le cadre des pays hors conventions, près de la moitié des missions et détachements se font vers des pays d'Asie.

Les détachements de droit commun

DÉTACHEMENT DE DROIT COMMUN EN 2015 (TRAVAILLEURS SALARIÉS)

Principaux pays



	Pays	Nombre de formulaires émis
EUROPE	Albanie	446
	Biélorussie	484
	Moldavie	36
	Russie	3 514
	Ukraine	491
	Autres pays d'Europe	3 499
	SOUS-TOTAL 2015	8 470
	SOUS-TOTAL 2014	7 962
	<i>% évolution</i>	<i>6,38</i>
AFRIQUE	Afrique du Sud	4 127
	Burkina Faso	866
	Burundi	416
	Djibouti	190
	Egypte	1 061
	Ethiopie	276
	Kenya	219
	Libye	77
	Ile Maurice	725
	Ouganda	150
	Tchad	349
	Autres pays d'Afrique	2 553
	SOUS-TOTAL 2015	11 009
	SOUS-TOTAL 2014	9 495
	<i>% évolution</i>	<i>15,95</i>
ASIE	Afghanistan	85
	Arabie saoudite	2 454
	Chine	15 012
	Emirats arabes unis	3 033
	Indonésie	854
	Irak	116
	Iran	382

	Pays	Nombre de formulaires émis
ASIE	Jordanie	345
	Kazakhstan	336
	Koweït	348
	Liban	581
	Malaisie	840
	Qatar	1 254
	Singapour	1 830
	Syrie	40
	Taiwan	617
	Thaïlande	2 113
Autres pays d'Asie	3 854	
	SOUS-TOTAL 2015	34 094
	SOUS-TOTAL 2014	31 447
	<i>% évolution</i>	<i>8,42</i>
AMÉRIQUE	Bolivie	656
	Colombie	1 099
	Costa Rica	502
	Cuba	998
	Equateur	304
	Haiti	224
	Honduras	134
	Mexique	2 079
	Nicaragua	35
	Paraguay	111
	Pérou	379
	Venezuela	139
Autres pays d'Amérique	892	
	SOUS-TOTAL 2015	7 552
	SOUS-TOTAL 2014	6 644
	<i>% évolution</i>	<i>13,67</i>

Les détachements de droit commun

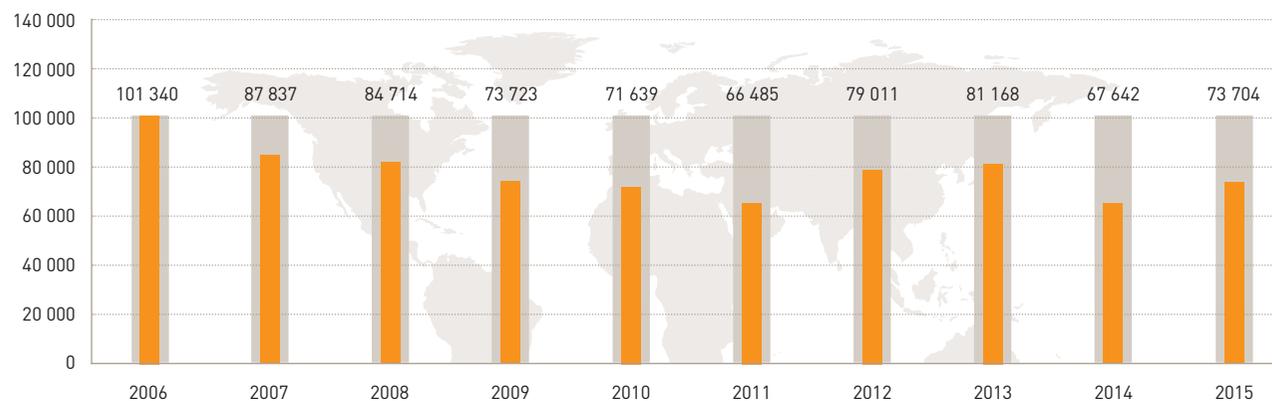
DÉTACHEMENT DE DROIT COMMUN EN 2015

[TRAVAILLEURS SALARIÉS] (SUITE ET FIN)

Pays	Nombre de formulaires émis
Océanie	
Australie	1 295
Fidji	12
Nouvelle-Zélande	164
Papouasie	16
Wallis et Futuna	16
Autres pays d'Océanie	67
SOUS-TOTAL 2015	1 570
SOUS-TOTAL 2014	1 561
<i>% évolution</i>	<i>0,58</i>
Données géographiques non précisées ⁽¹⁾	11 009
SOUS-TOTAL 2015	11 009
SOUS-TOTAL 2014	10 533
<i>% évolution</i>	<i>4,52</i>
TOTAL GÉNÉRAL 2015	73 704
TOTAL GÉNÉRAL 2014	67 642
<i>% évolution</i>	<i>8,96</i>

(1) lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FORMULAIRES ÉMIS (TRAVAILLEURS SALARIÉS)



Le nombre de formulaires émis en 2015, bien qu'ayant augmenté par rapport à 2014 (+ 8,96 %), reste toutefois en baisse comparé à 2013 (-7464 formulaires), pour partie en raison de la signature en 2014 de conventions bilatérales entre la France et le Brésil et l'Uruguay, ces pays n'étant plus comptabilisés comme « pays hors conventions ».



FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

- Règlements européens

→ Les pensions de vieillesse et d'invalidité versées en France 142



FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE • Règlements européens



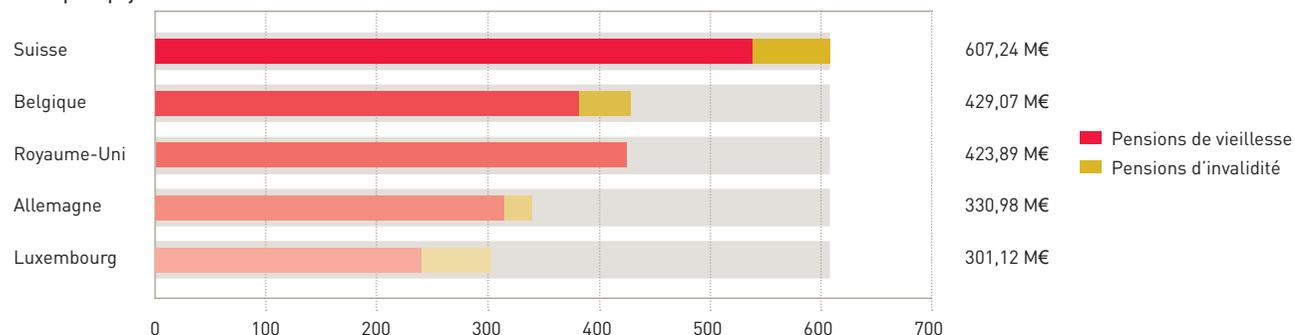
Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte des données statistiques auprès de la plupart de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse et d'invalidité versées à des personnes résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel elles ont cotisé pendant leur durée de travail.

Le tableau ci-dessous regroupe donc les pensions de vieillesse et d'invalidité transférées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France.

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2015

Principaux pays



Pays	Organismes de liaison*	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
		Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
Allemagne	DRB - Deutsche Rentenversicherung Bund	62 573	264 236 000	14 999	45 917 000	4 039	20 825 000
Autriche	Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger	1 691	6 037 994	385	1 232 073	19	112 252
	ONP - Office National des Pensions	39 393	240 803 499	8 809	49 880 079		
Belgique	SdPSP - Service des Pensions du Service Public	3 373	88 594 868	671	10 997 159		
	INAMI - Institut National d' Assurance Maladie Invalidité					3 651	38 794 408
Bulgarie	NOI - Национален осигурителен институт	66	90 627	9	4 526	4	1 781
Chypre	MLSI - Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων	24	59 757	1	275	1	7 196
Croatie	HZMO - Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb	518	429 047	97	135 601	0	0
Danemark	Udbetaling Danmark	2 343	19 470 000 (1)	NC	NC	85	1 620 000
Espagne	Instituto Nacional de la Seguridad Social	24 530	83 675 769	11 730	44 943 379	380	3 604 801
Estonie	Sotsiaalkindlustusamet	13	76 294	0	0	3	24 994
Finlande	KELA - Kansaneläkelaitos / Folkpensionsanstalten	168	278 329	2	3 144	7	27 766
	ETK - Eläketurvakeskus	497	9 858 492	43	587 724	9	108 972
Grèce	IKA - Idruma Koinonikon Asphaliseon	348	725 911	65	162 436	12	50 719
Hongrie	ONYF - Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság	NC	NC	NC	NC	NC	NC

FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE • Règlements européens

PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE EN 2015 (SUITE ET FIN)

Pays	Organismes de liaison*	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
		Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
Irlande	Department of Social Protection - Social Welfare Services	442	2 755 705	57	542 749	15	171 267
Islande	TR - Tryggingastofnun Ríkisins	4	26 640	0	0	6	37 114
Italie	INPS - Istituto Nazionale della Previdenza Sociale	27 589	65 179 850	17 962	33 516 586	1 329	4 926 146
Lettonie	VSAA - Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Liechtenstein	AHV-IV-FAK Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung	32	182 139	2	0	1	27 535
Lituanie	SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba	27	52 644	8	4 777	3	5 470
Luxembourg	CNAP - Caisse Nationale d'Assurance Pension	14 392	196 949 995	4 288	43 240 615	4 627	60 930 766
Malte	Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali	13	65 939	2	16 322	0	0
Norvège	NAV Pensjon	762	10 047 404 (1)	NC	NC	135	2 492 844
Pays-Bas	Sociale Verzekeringsbank	13 110	88 993 080	49	669 118		
	UWV - Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen					NC	NC
Pologne	ZUS - Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków	3 572	7 568 400	528	1 319 672	41	145 458
Portugal	IP - Instituto da Segurança Social	31 045	72 776 026	8 179	17 019 352	932	2 679 679
République-tchèque	CSSZ - Česká Správa Sociálního Zabezpečení	636	1 177 778	105	126 091	8	23 614
Roumanie	CNPAS - Casa Națională de Pensii Publice	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Royaume-Uni	DWP - Department for Work and Pensions	65 390	423 888 005 (1)	NC	NC	NC	NC
Slovaquie	Sociálna poisť ovňa	187	308 827	16	17 921	9	18 817
Slovénie	ZPIZ - Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije	345	431 646	79		3	NC
Suède	Pensionsmyndigheten	2 087	12 441 695	140	522 246		
	Försäkringskassan					30	305 373
Suisse	CDC - Schweizerische Ausgleichskasse	61 666	475 341 797	8 364	64 221 846	4 730	67 676 867
TOTAL 2015		356 836	2 072 524 156	76 590	315 080 693	20 079	204 618 838

* pour plus d'informations : www.cleiss.fr - NC : données non communiquées - (1) : Données non distinguées entre les droits propres et les droits dérivés



En 2015, **2,6 milliard d'euros** ont été versés par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité résidant en France. Ce chiffre représente une hausse de 9,5 % par rapport à 2014. Il faut toutefois se montrer prudent avec cette évolution dans la mesure où chaque année un ou plusieurs pays ne sont pas en mesure de nous communiquer leurs données.

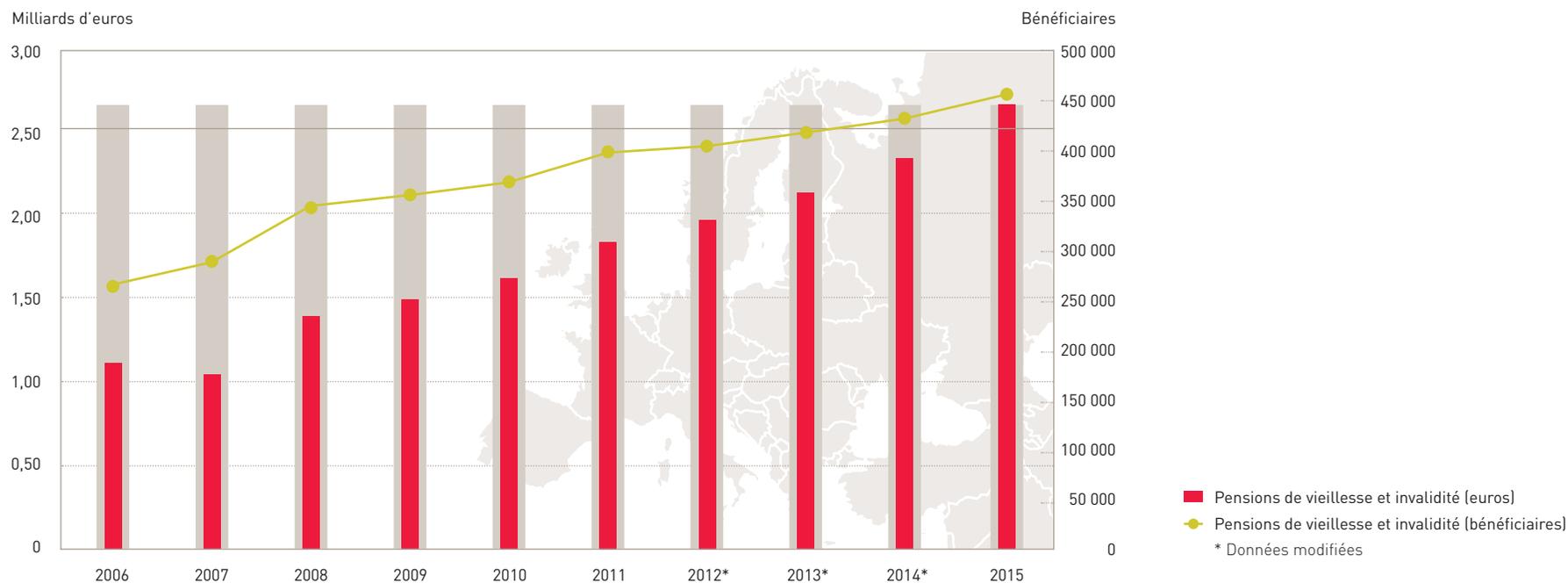
La Suisse, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Luxembourg sont les 5 principaux exportateurs de pensions en France. A eux seuls, ils représentent près de 81% du montant total versé.



PENSIONS DE VIEILLESSE ET INVALIDITÉ SERVIES EN FRANCE DEPUIS 10 ANS

Année	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
	Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
2006	201 878	801 712 110	44 676	152 807 321	18 547	162 457 988
2007	205 701	707 389 360	65 823	201 577 704	18 075	145 066 410
2008	262 691	1 029 341 926	66 847	210 692 485	19 042	156 665 040
2009	274 774	1 118 086 969	67 110	224 189 368	18 967	160 619 806
2010	285 445	1 201 558 637	68 288	235 302 748	19 960	182 980 818
2011	308 309	1 347 958 441	71 723	253 786 755	20 519	189 060 491
2012*	317 640	1 494 756 108	70 860	261 377 028	19 324	192 347 078
2013*	327 831	1 645 454 110	71 319	278 890 883	19 542	196 039 134
2014*	345 884	1 863 994 536	73 751	296 731 435	20 285	205 648 372
2015	356 836	2 072 524 156	76 590	315 080 693	20 079	204 618 838

Sources : voir page précédente - * Données modifiées



MOUVEMENTS MIGRATOIRES

- Les travailleurs étrangers entrés en France 146
- L'immigration familiale 152
- Les Français à l'étranger (immatriculation dans les consulats) 156



RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2015

Continents / Pays		Salariés							Non salariés	Total général	
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total salariés
AFRIQUE DU NORD		6 476	187	440	203	4	14	6 329	13 653	807	14 460
dont	Algérie	1329	0	127	3	0	5	0	1 464	434	1 898
	Libye	5	2	0	0	0	0	0	7	1	8
	Maroc	3172	80	143	57	3	5	5318	8 778	228	9 006
	Tunisie	1970	105	170	143	1	4	1011	3 404	144	3 548
AFRIQUE SUBSAHARIENNE		4 159	224	469	147	71	14	101	5 185	939	6 124
dont	Bénin	139	2	15	9	0	1	0	166	14	180
	Cameroun	578	7	52	21	0	2	0	660	84	744
	Cap-Vert	37	0	0	0	0	0	0	37	15	52
	Congo	61	12	11	0	0	0	1	85	66	151
	Congo (Rép. Dém)	125	2	17	1	0	0	0	145	131	276
	Côte d'Ivoire	378	10	31	9	3	2	0	433	77	510
	Égypte	133	15	4	41	1	1	0	195	55	250
	Gabon	112	14	15	1	0	1	0	143	16	159
	Guinée (Rép. de)	172	1	17	1	20	1	0	212	85	297
	Madagascar	179	6	14	9	0	2	0	210	18	228
	Mali	692	5	34	1	3	1	0	736	124	860
	Maurice (île)	106	29	22	2	0	0	84	243	3	246
	Mauritanie	98	1	4	1	0	0	0	104	13	117
	Niger	37	6	1	0	0	0	0	44	1	45
	Sénégal	883	22	136	16	1	2	15	1 075	75	1 150
	Togo	95	1	5	5	0	1	0	107	18	125
	Autres pays	334	91	91	30	43	0	1	590	144	734
AMÉRIQUE DU NORD		524	451	1 509	334	19	6	9	2 852	51	2 903
dont	Canada	172	91	290	111	3	2	1	670	15	685
	États-Unis	352	360	1219	223	16	4	8	2 182	36	2 218

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France

RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2015 (SUITE)

Continents / Pays	Salariés								Non salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total salariés		
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	850	209	591	712	55	2	41	2 460	155	2 615
dont										
Argentine	45	25	71	48	3	1	1	194	3	197
Brésil	226	100	65	459	15	0	20	885	25	910
Chili	27	3	24	34	4	0	2	94	0	94
Colombie	151	24	66	45	3	1	0	290	13	303
Haiti	73	0	6	1	0	0	0	80	64	144
Mexique	81	44	119	68	6	0	2	320	6	326
Pérou	56	0	14	12	0	0	0	82	2	84
Venezuela	68	5	28	14	0	0	0	115	2	117
Autres pays	123	8	198	31	24	0	16	400	40	440
ASIE	2 905	1 875	405	1 163	65	2	27	6 442	311	6 753
dont										
Chine (RPC)	1124	285	136	412	57	1	1	2 016	123	2 139
Corée du Sud	59	52	20	65	2	0	0	198	8	206
Inde	270	1037	145	341	0	0	0	1 793	16	1 809
Japon	153	365	34	183	2	1	2	740	23	763
Philippines	289	30	10	3	0	0	0	332	12	344
Thaïlande	23	13	0	29	0	0	5	70	12	82
Vietnam	202	11	11	64	3	0	2	293	10	303
Autres pays	785	82	49	66	1	0	17	1 000	107	1 107
PROCHE ET MOYEN ORIENT	539	51	90	258	2	2	3	945	101	1 046
dont										
Iran	49	5	7	87	1	1	0	150	4	154
Israël	7	5	14	17	0	0	2	45	1	46
Liban	309	17	31	122	1	0	1	481	15	496
Pakistan	94	8	5	16	0	1	0	124	39	163
Autres pays	80	16	33	16	0	0	0	145	42	187

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration



MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France

RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR PAYS EN 2015 (SUITE ET FIN)

Continents / Pays	Salariés								Non salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total salariés		
EUROPE DE L'EST	1 156	169	386	279	85	6	191	2 272	460	2 732
dont										
Bosnie-Herzégovine	9	0	5	3	0	0	14	31	14	45
Croatie	3	1	2	0	0	0	0	6	0	6
Macédoine	11	0	3	1	0	0	0	15	8	23
Moldavie	18	1	3	1	2	0	0	25	7	32
Russie	323	91	203	118	9	3	2	749	48	797
Serbie	54	10	69	17	2	0	14	166	29	195
Turquie	306	44	18	50	1	0	160	579	103	682
Ukraine	189	15	33	59	61	0	0	357	19	376
Autres pays	243	7	50	30	10	3	1	344	232	576
OCÉANIE	102	31	96	43	8	2	4	286	6	292
dont										
Australie	56	26	47	37	8	1	3	178	5	183
Nouvelle-Zélande	18	5	35	6	0	1	1	66	0	66
Autres pays	28	0	14	0	0	0	0	42	1	43
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE	1	0	2	0	1	0	0	4	20	24
TOTAL GÉNÉRAL	16 712	3 197	3 988	3 139	310	48	6 705	34 099	2 850	36 949

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

RÉPARTITION PAR CONTINENT DES TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE EN 2015



MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France

RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS

	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	
AFRIQUE DU NORD	TOTAL	14 460	13 721	12 248	12 338	12 685	12 024	11 910	13 124	11 251	10 538
	Salariés permanents et en mission	6 663	5 842	5 323	5 038	5 477	4 663	4 436	5 240	3 883	2 594
	Autorisations provisoires et autres catégories	661	495	617	857	885	1 031	778	1 156	1 060	1 060
	Saisonniers	6 329	6 237	5 758	5 975	5 939	5 890	6 696	6 728	6 308	6 884
	Total salariés	13 653	12 574	11 698	11 870	12 301	11 584	11 910	13 124	11 251	10 538
	Non salariés	807	1 147	550	468	384	440	NC	NC	NC	NC
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	TOTAL	6 124	5 603	4 522	4 293	5 837	5 486	5 785	4 518	2 553	1 919
	Salariés permanents et en mission	4 383	4 261	3 850	3 582	5 207	4 718	5 322	3 843	1 856	1 221
	Autorisations provisoires et autres catégories	701	506	418	428	428	547	463	663	696	690
	Saisonniers	101	81	65	100	54	36	0	12	1	8
	Total salariés	5 185	4 848	4 333	4 110	5 689	5 301	5 785	4 518	2 553	1 919
	Non salariés	939	755	189	183	148	185	NC	NC	NC	NC
AMÉRIQUE DU NORD	TOTAL	2 903	2 747	2 756	2 945	3 271	3 023	1 947	3 171	2 985	3 285
	Salariés permanents et en mission	975	886	903	1 036	964	967	655	1 140	776	739
	Autorisations provisoires et autres catégories	1 868	1 451	1 375	1 650	2 077	1 802	1 292	2 026	2 193	2 541
	Saisonniers	9	4	7	4	4	7	0	5	16	5
	Total salariés	2 852	2 341	2 285	2 690	3 045	2 776	1 947	3 171	2 985	3 285
	Non salariés	51	406	471	255	226	247	NC	NC	NC	NC
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	TOTAL	2 615	2 498	2 326	2 156	2 394	2 351	1 454	2 306	2 073	2 101
	Salariés permanents et en mission	1 059	922	891	931	1 032	1 027	874	1 049	983	583
	Autorisations provisoires et autres catégories	1 360	710	727	853	1 069	1 022	580	1 189	1 025	1 445
	Saisonniers	41	14	36	106	32	46	0	68	65	73
	Total salariés	2 460	1 646	1 654	1 890	2 133	2 095	1 454	2 306	2 073	2 101
	Non salariés	155	852	672	266	261	256	NC	NC	NC	NC

NC = non communiqué

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration



RÉPARTITION PAR CONTINENT ET PAR CATÉGORIE DE SALARIÉS (SUITE ET FIN)

		2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006
ASIE	TOTAL	6 753	6 052	5 211	4 787	5 051	5 097	3 663	4 892	4 011	3 404
	Salariés permanents et en mission	4 780	4 007	3 387	3 242	3 442	3 387	2 765	3 227	2 307	1 552
	Autorisations provisoires et autres catégories	1 635	484	515	879	940	1 116	898	1 657	1 695	1 849
	Saisonniers	27	18	21	11	22	18	0	8	9	3
	Total salariés	6 442	4 509	3 923	4 132	4 404	4 521	3 663	4 892	4 011	3 404
	Non salariés	311	1 543	1 288	655	647	576	NC	NC	NC	NC
PROCHE ET MOYEN-ORIENT	TOTAL	1 046	987	1 100	1 016	998	960	794	1 164	1 190	863
	Salariés permanents et en mission	590	537	610	646	639	565	627	768	769	519
	Autorisations provisoires et autres catégories	352	129	204	258	243	270	167	395	420	344
	Saisonniers	3	6	5	1	0	0	0	1	1	0
	Total salariés	945	672	819	905	882	835	794	1 164	1 190	863
	Non salariés	101	315	281	111	116	125	NC	NC	NC	NC
EUROPE DE L'EST	TOTAL	2 732	2 663	2 175	6 874	8 289	7 446	6 405	14 425	20 810	15 412
	Salariés permanents et en mission	1 325	1 294	1 160	3 666	4 347	4 335	4 463	7 474	5 902	2 688
	Autorisations provisoires et autres catégories	756	461	443	1 694	1 897	1 540	1 103	2 212	2 385	2 495
	Saisonniers	191	197	164	1 332	1 909	1 428	839	4 739	12 523	10 229
	Total salariés	2 272	1 952	1 767	6 692	8 153	7 303	6 405	14 425	20 810	15 412
	Non salariés	460	711	408	182	136	143	NC	NC	NC	NC
OCÉANIE	TOTAL	292	331	254	335	333	298	180	346	311	322
	Salariés permanents et en mission	133	164	97	170	151	129	86	134	102	95
	Autorisations provisoires et autres catégories	149	100	101	135	156	144	94	208	208	225
	Saisonniers	4	1	1	2	2	3	0	4	1	2
	Total salariés	286	265	199	307	309	276	180	346	311	322
	Non salariés	6	66	55	28	24	22	NC	NC	NC	NC
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE		24	30	4	13	13	2	746	285	553	34
TOTAL GÉNÉRAL		36 949	34 632	30 596	34 757	38 871	36 687	32 884	44 231	45 737	37 878

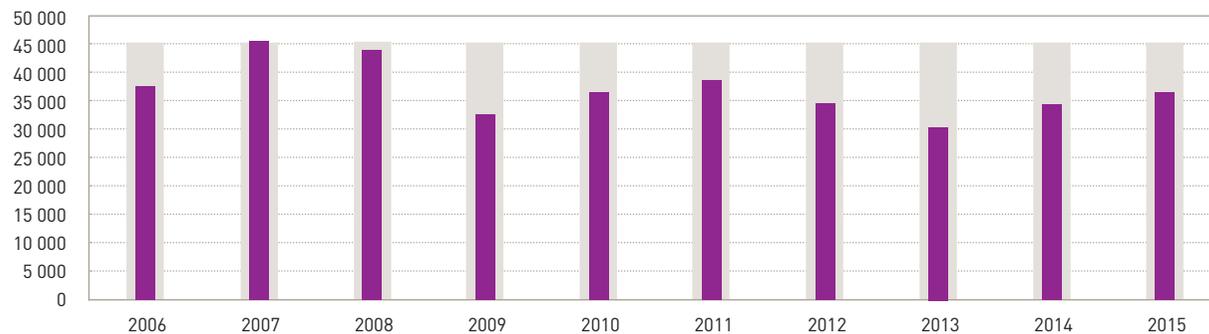
NC = non communiqué

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

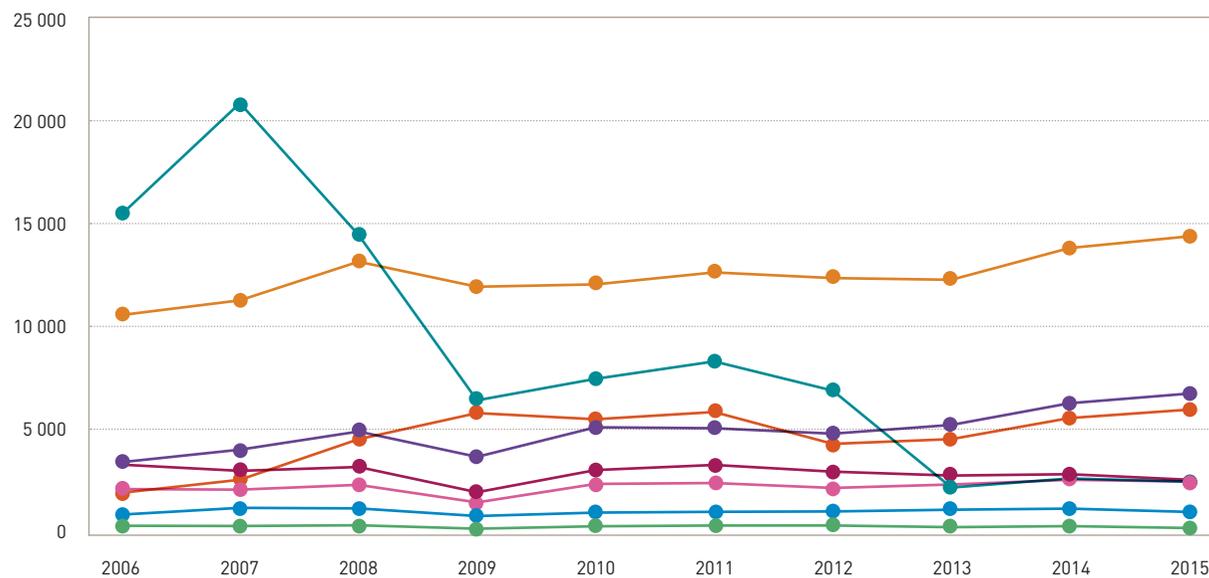
MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les travailleurs étrangers entrés en France



ÉVOLUTION DU NOMBRE TOTAL DE TRAVAILLEURS ENTRÉS EN FRANCE CES 10 DERNIÈRES ANNÉES



IMMIGRATION DES TRAVAILLEURS - HISTORIQUE PAR CONTINENT



- Afrique du Nord
- Asie
- Afrique subsaharienne
- Amérique du Nord
- Europe de l'Est
- Amérique centrale et du Sud
- Proche et Moyen-Orient
- Océanie



FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2015 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL

Continents / Pays de nationalité		2006		2014		2015		% évolution 2015/2006	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
AFRIQUE DU NORD		6 974	10 592	6 680	8 460	6 162	7 895	-11,64%	-25,46%
dont	Algérie	1 994	2 829	3 006	3 596	2 654	3 226	33,10%	14,03%
	Libye	0	0	2	2	1	1	-	-
	Maroc	3 520	5 338	2 151	2 806	2 096	2 780	-40,45%	-47,92%
	Tunisie	1 460	2 425	1 521	2 056	1 411	1 888	-3,36%	-22,14%
AFRIQUE SUBSAHARIENNE		1 493	2 281	2 001	3 079	1 914	2 941	28,20%	28,93%
dont	Bénin	33	52	41	75	51	82	54,55%	57,69%
	Cameroun	316	486	326	492	278	441	-12,03%	-9,26%
	Cap-Vert	35	44	31	45	26	34	-25,71%	-22,73%
	Congo	104	146	60	92	69	101	-33,65%	-30,82%
	Congo (Rép. Dém)	29	46	153	268	171	289	489,66%	528,26%
	Côte d'Ivoire	102	144	271	368	334	449	227,45%	211,81%
	Égypte	61	91	43	75	44	81	-27,87%	-10,99%
	Gabon	42	62	28	30	21	30	-50,00%	-51,61%
	Guinée (Rép. de)	33	48	38	57	75	121	127,27%	152,08%
	Madagascar	117	162	138	184	81	109	-30,77%	-32,72%
	Mali	115	207	277	469	224	358	94,78%	72,95%
	Maurice (île)	46	65	22	28	31	37	-32,61%	-43,08%
	Mauritanie	13	16	33	54	45	77	246,15%	381,25%
	Niger	5	8	11	16	19	27	280,00%	237,50%
	Sénégal	216	324	266	387	215	322	-0,46%	-0,62%
	Togo	51	75	56	81	23	41	-54,90%	-45,33%
	Autres pays	175	305	207	358	207	342	18,29%	12,13%
AMÉRIQUE DU NORD		162	314	19	25	12	15	-92,59%	-95,22%
dont	Canada	49	105	10	15	6	9	-87,76%	-91,43%
	États-Unis	113	209	9	10	6	6	-94,69%	-97,13%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Immigration familiale

FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2015 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE)

Continents / Pays de nationalité	2006		2014		2015		% évolution 2015/2006	
	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	311	479	308	429	286	425	-8,04%	-11,27%
dont								
Argentine	18	31	3	4	1	1	-94,44%	-96,77%
Brésil	82	123	29	34	20	26	-75,61%	-78,86%
Chili	8	12	3	4	6	7	-25,00%	-41,67%
Colombie	19	23	19	23	7	10	-63,16%	-56,52%
Haiti	76	118	187	283	195	310	156,58%	162,71%
Mexique	14	32	1	1	4	4	-71,43%	-87,50%
Pérou	21	33	12	13	7	9	-66,67%	-72,73%
Venezuela	7	8	6	10	4	4	-42,86%	-50,00%
Autres pays	66	99	48	57	42	54	-36,36%	-45,45%
ASIE	794	1 076	715	961	667	851	-15,99%	-20,91%
dont								
Chine (RPC)	261	302	274	309	230	269	-11,88%	-10,93%
Corée du Sud	33	59	12	14	15	18	-54,55%	-69,49%
Inde	108	170	60	82	68	96	-37,04%	-43,53%
Japon	80	130	23	24	22	27	-72,50%	-79,23%
Philippines	42	48	40	44	43	56	2,38%	16,67%
Thaïlande	45	54	44	49	38	41	-15,56%	-24,07%
Vietnam	48	57	89	108	78	100	62,50%	75,44%
Autres pays	177	256	173	231	173	244	-2,26%	-4,69%
PROCHE ET MOYEN ORIENT	264	505	223	431	183	354	-30,68%	-29,90%
dont								
Iran	23	27	17	20	11	14	-52,17%	-48,15%
Israël	4	6	2	3	1	1	-75,00%	-83,33%
Liban	99	187	41	56	26	37	-73,74%	-80,21%
Pakistan	120	252	128	295	115	253	-4,17%	0,40%
Autres pays	18	33	35	57	30	49	66,67%	48,48%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration



FAMILLES INTRODUITES EN FRANCE OU RÉGULARISÉES AU COURS DE L'ANNÉE 2015 AU TITRE DU REGROUPEMENT FAMILIAL (SUITE ET FIN)

Continents / Pays de nationalité	2006		2014		2015		% évolution 2015/2006	
	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
EUROPE DE L'EST	1 808	2 869	708	1 014	540	766	-70,13%	-73,30%
dont								
Bosnie-Herzégovine	14	19	16	22	20	23	42,86%	21,05%
Bulgarie	30	42	-	-	-	-	-	-
Croatie	4	5	-	-	-	-	-	-
Macédoine	43	56	4	4	3	6	-93,02%	-89,29%
Moldavie	23	34	9	13	4	6	-82,61%	-82,35%
Roumanie	157	220	-	-	-	-	-	-
Russie	80	102	31	43	27	38	-66,25%	-62,75%
Serbie	167	245	37	51	29	42	-82,63%	-82,86%
Turquie	1 164	1 991	451	670	305	433	-73,80%	-78,25%
Ukraine	56	63	27	33	20	28	-64,29%	-55,56%
Autres pays	70	92	133	178	132	190	88,57%	106,52%
OCÉANIE	10	24	5	5	3	8	-70,00%	-66,67%
dont								
Australie	8	15	2	2	0	0	-100,00%	-100,00%
Nouvelle-Zélande	2	9	0	0	0	0	-100,00%	-100,00%
Autres pays	0	0	3	3	3	8	-	-
NATIONALITÉ INDÉTERMINÉE	0	0	1	1	2	4	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	11 816	18 140	10 660	14 305	9 769	13 259	-17,32%	-26,91%

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

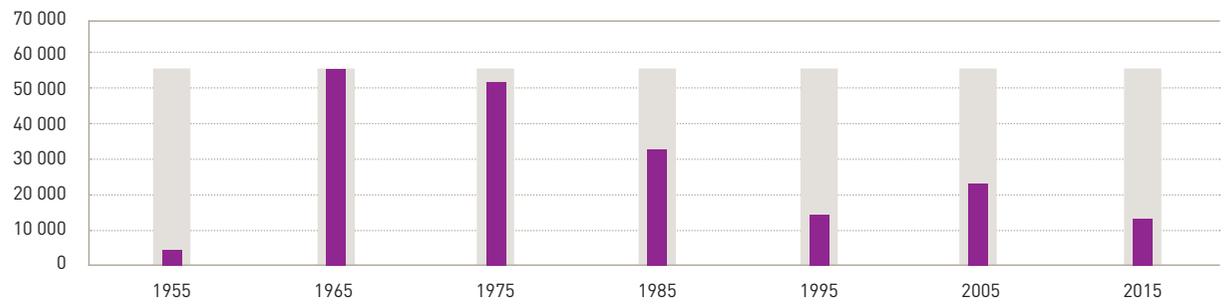
RÉPARTITION PAR CONTINENT, EN 2015, DE L'IMMIGRATION FAMILIALE EN FRANCE



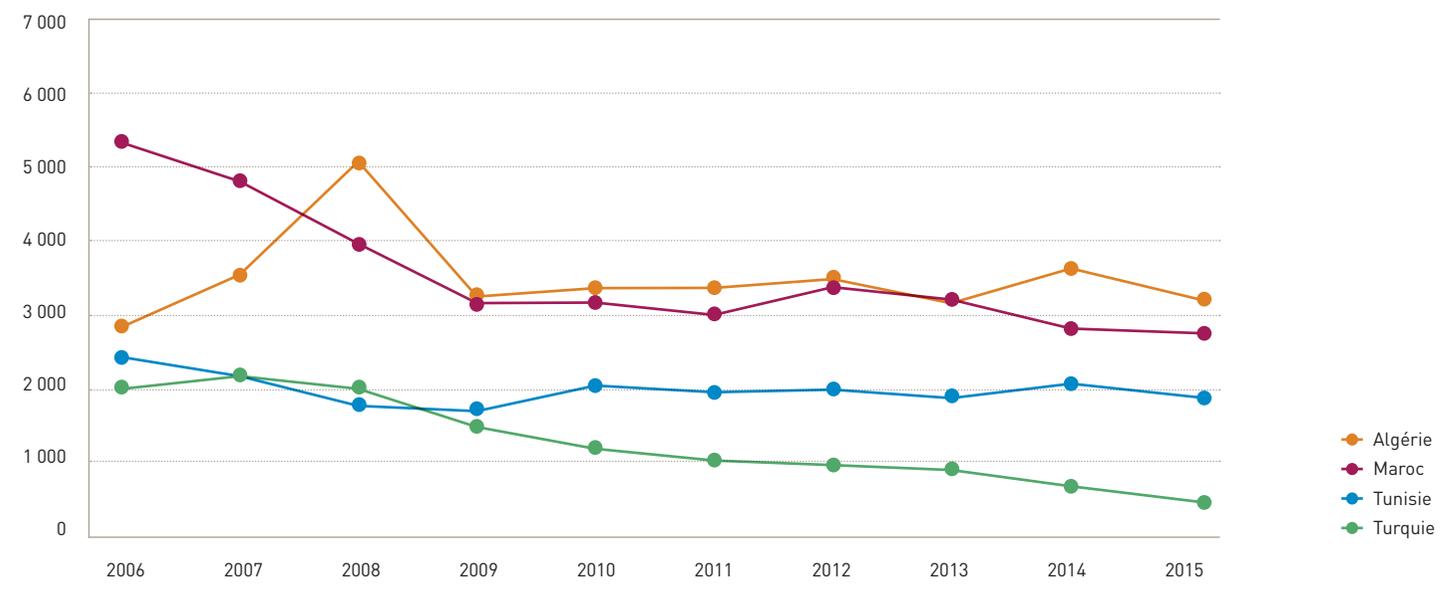
MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Immigration familiale



IMMIGRATION FAMILIALE DEPUIS 60 ANS (NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)



PRINCIPAUX PAYS D'ORIGINE DE L'IMMIGRATION FAMILIALE (NOMBRE DE PERSONNES INTRODUITES)



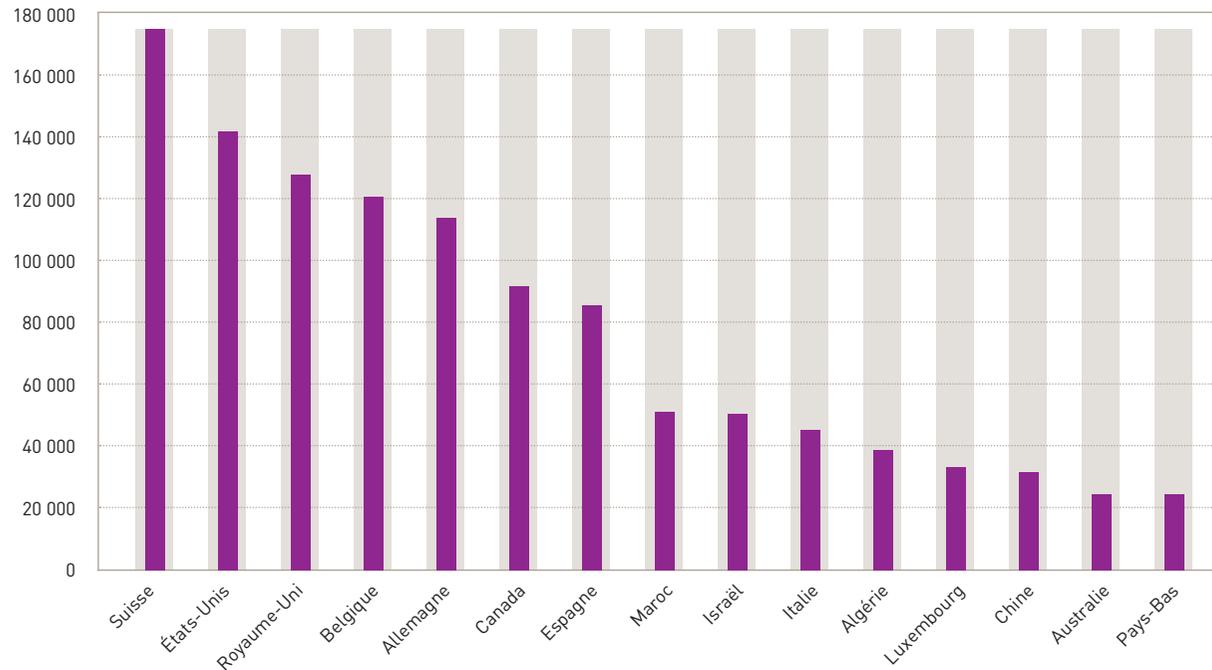
La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2015 a augmenté de 30 351 personnes et s'élève à 1 710 945, soit une augmentation de 1,81 % par rapport à 2014.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 24,7 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 2,48 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 3,5 millions de personnes.

LES 15 PAYS OÙ LA PRÉSENCE FRANÇAISE EST LA PLUS FORTE EN 2015



En 2015, ces 15 pays représentent 67,57 % de la population française à l'étranger. Par rapport à 2014, l'Australie fait son entrée dans ce classement tandis que Jérusalem en sort.

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les Français à l'étranger

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS

Continents / Pays	2006		2014		2015		Variation en nombre 2015/2014	Taux d'évolution (en%)		
	Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure	2015/2014		Annuel moyen 2015/2006	Sur 10 ans	
EUROPE OCCIDENTALE	672 908	803 037	46,94	812 007	47,46	+ 8 970	1,12	2,11	20,67	
dont										
Allemagne	108 821	112 879	6,60	114 020	6,66	+ 1 141	1,01	0,52	4,78	
Andorre	4 207	3 170	0,19	3 141	0,18	- 29	-0,91	-3,19	-25,34	
Autriche	6 465	8 760	0,51	8 859	0,52	+ 99	1,13	3,56	37,03	
Belgique	82 271	117 782	6,88	120 724	7,06	+ 2 942	2,50	4,35	46,74	
Chypre	1 149	1 464	0,09	1 380	0,08	- 84	-5,74	2,06	20,10	
Danemark	4 408	5 176	0,30	5 188	0,30	+ 12	0,23	1,83	17,70	
Espagne	82 458	90 610	5,30	86 016	5,03	- 4 594	-5,07	0,47	4,31	
Finlande	2 158	2 684	0,16	2 901	0,17	+ 217	8,08	3,34	34,43	
Grèce	8 678	10 541	0,62	10 040	0,59	- 501	-4,75	1,63	15,69	
Irlande	8 258	8 735	0,51	9 089	0,53	+ 354	4,05	1,07	10,06	
Islande	273	340	0,02	404	0,02	+ 64	18,82	4,45	47,99	
Italie	44 497	46 113	2,70	44 835	2,62	- 1 278	-2,77	0,08	0,76	
Luxembourg	22 981	33 378	1,95	33 362	1,95	- 16	-0,05	4,23	45,17	
Malte	297	682	0,04	748	0,04	+ 66	9,68	10,81	151,85	
Monaco	8 294	7 731	0,45	7 692	0,45	- 39	-0,50	-0,83	-7,26	
Norvège	3 933	4 854	0,28	4 682	0,27	- 172	-3,54	1,96	19,04	
Pays-Bas	19 968	23 753	1,39	24 001	1,40	+ 248	1,04	2,07	20,20	
Portugal	12 633	15 181	0,89	15 284	0,89	+ 103	0,68	2,14	20,98	
Royaume-Uni	111 186	126 804	7,41	127 837	7,47	+ 1 033	0,81	1,56	14,98	
Suède	5 317	6 723	0,39	7 075	0,41	+ 352	5,24	3,22	33,06	
Suisse	129 872	167 207	9,77	175 700	10,27	+ 8 493	5,08	3,42	35,29	
Turquie	4 719	8 470	0,50	9 029	0,53	+ 559	6,60	7,48	91,33	
Autres pays	65	0	0,00	0	0,00	+ 0	-	-100,00	-100,00	

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2015



REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)

Continents / Pays	2006		2014		2015		Variation en nombre 2015/2014	Taux d'évolution (en%)		
	Effectifs		Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2015/2014	Annuel moyen 2015/2006	Sur 10 ans
EUROPE DE L'EST	23 559		32 013	1,90	32 389	1,89	+ 376	1,17	3,60	37,48
dont										
	Bosnie-Herzégovine	277	385	0,02	402	0,02	+ 17	4,42	4,22	45,13
	Bulgarie	623	1 223	0,07	1 325	0,08	+ 102	8,34	8,75	112,68
	Croatie	847	1 076	0,06	1 005	0,06	- 71	-6,60	1,92	18,65
	Estonie	148	229	0,01	228	0,01	- 1	-0,44	4,92	54,05
	Hongrie	2 336	2 423	0,14	2 489	0,15	+ 66	2,72	0,71	6,55
	Lettonie	190	207	0,01	227	0,01	+ 20	9,66	2,00	19,47
	Lituanie	230	418	0,02	427	0,02	+ 9	2,15	7,12	85,65
	Macédoine	299	225	0,01	241	0,01	+ 16	7,11	-2,37	-19,40
	Pologne	5 152	6 247	0,37	6 170	0,36	- 77	-1,23	2,02	19,76
	République Tchèque	2 749	3 667	0,22	4 017	0,23	+ 350	9,54	4,30	46,13
	Roumanie	2 643	3 337	0,20	3 562	0,21	+ 225	6,74	3,37	34,77
	Russie	4 683	5 961	0,35	5 755	0,34	- 206	-3,46	2,32	22,89
	Serbie	1 228	1 417	0,08	1 576	0,09	+ 159	11,22	2,81	28,34
	Slovaquie	948	834	0,05	841	0,05	+ 7	0,84	-1,32	-11,29
	Slovénie	569	713	0,04	720	0,04	+ 7	0,98	2,65	26,54
	Ukraine	637	938	0,06	850	0,05	- 88	-9,38	3,26	33,44
	Autres pays	0	2 713	0,16	2 554	0,15	- 159	-5,86	-	-
AMÉRIQUE DU NORD		183 638	222 674	13,25	234 058	13,68	+ 11 384	5,11	2,73	27,46
dont										
	Canada	67 200	86 837	5,17	92 116	5,38	+ 5 279	6,08	3,57	37,08
	États-Unis	116 438	135 837	8,08	141 942	8,30	+ 6 105	4,49	2,23	21,90

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2015

MOUVEMENTS MIGRATOIRES • Les Français à l'étranger

REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE)

Continents / Pays	2006		2014		2015		Variation en nombre 2015/2014	Taux d'évolution (en%)		
	Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure	2015/2014		Annuel moyen 2015/2006	Sur 10 ans	
AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD	83 201	101 613	6,05	101 868	5,95	+ 255	0,25	2,27	22,44	
dont										
Argentine	14 811	14 548	0,87	13 456	0,79	- 1 092	-7,51	-1,06	-9,15	
Brésil	16 559	21 509	1,28	21 670	1,27	+ 161	0,75	3,03	30,87	
Chili	8 400	10 936	0,65	10 690	0,62	- 246	-2,25	2,71	27,26	
Colombie	3 468	5 246	0,31	5 428	0,32	+ 182	3,47	5,10	56,52	
Mexique	14 492	17 728	1,05	18 537	1,08	+ 809	4,56	2,77	27,91	
Pérou	2 684	3 804	0,23	3 732	0,22	- 72	-1,89	3,73	39,05	
République Dominicaine	2 885	4 029	0,24	4 106	0,24	+ 77	1,91	4,00	42,32	
Uruguay	2 220	2 909	0,17	2 955	0,17	+ 46	1,58	3,23	33,11	
Venezuela	5 823	4 538	0,27	4 456	0,26	- 82	-1,81	-2,93	-23,48	
Autres pays	11 859	16 366	0,97	16 838	0,98	+ 472	2,88	3,97	41,98	
AFRIQUE DU NORD	91 092	107 103	6,37	111 557	6,52	+ 4 454	4,16	2,28	22,47	
dont										
Algérie	41 498	34 371	2,05	38 325	2,24	+ 3 954	11,50	-0,88	-7,65	
Maroc	32 689	49 195	2,93	51 109	2,99	+ 1 914	3,89	5,09	56,35	
Tunisie	16 421	23 279	1,39	21 932	1,28	- 1 347	-5,79	3,27	33,56	
Autres pays	484	258	0,02	191	0,01	- 67	-25,97	-9,82	-60,54	
AFRIQUE FRANCOPHONE	110 657	122 574	7,29	125 148	7,31	+ 2 574	2,10	1,38	13,10	
dont										
Bénin	3 722	3 791	0,23	3 833	0,22	+ 42	1,11	0,33	2,98	
Cameroun	5 833	6 277	0,37	6 521	0,38	+ 244	3,89	1,25	11,79	
Congo	3 771	6 035	0,36	6 879	0,40	+ 844	13,99	6,91	82,42	
Côte d'Ivoire	13 018	15 229	0,91	16 429	0,96	+ 1 200	7,88	2,62	26,20	
Djibouti	5 495	4 871	0,29	4 638	0,27	- 233	-4,78	-1,87	-15,60	
Gabon	10 031	10 582	0,63	10 568	0,62	- 14	-0,13	0,58	5,35	
Ile Maurice	7 226	10 589	0,63	10 629	0,62	+ 40	0,38	4,38	47,09	
Madagascar	20 124	18 532	1,10	18 299	1,07	- 233	-1,26	-1,05	-9,07	
Mali	5 026	6 158	0,37	7 307	0,43	+ 1 149	18,66	4,25	45,38	
Mauritanie	2 163	1 868	0,11	1 756	0,10	- 112	-6,00	-2,29	-18,82	
Niger	1 495	1 681	0,10	1 477	0,09	- 204	-12,14	-0,13	-1,20	
Sénégal	17 834	20 194	1,20	20 252	1,18	+ 58	0,29	1,42	13,56	
Togo	2 764	2 806	0,17	2 740	0,16	- 66	-2,35	-0,10	-0,87	
Autres pays	12 155	13 961	0,83	13 820	0,81	- 141	-1,01	1,44	13,70	

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2015

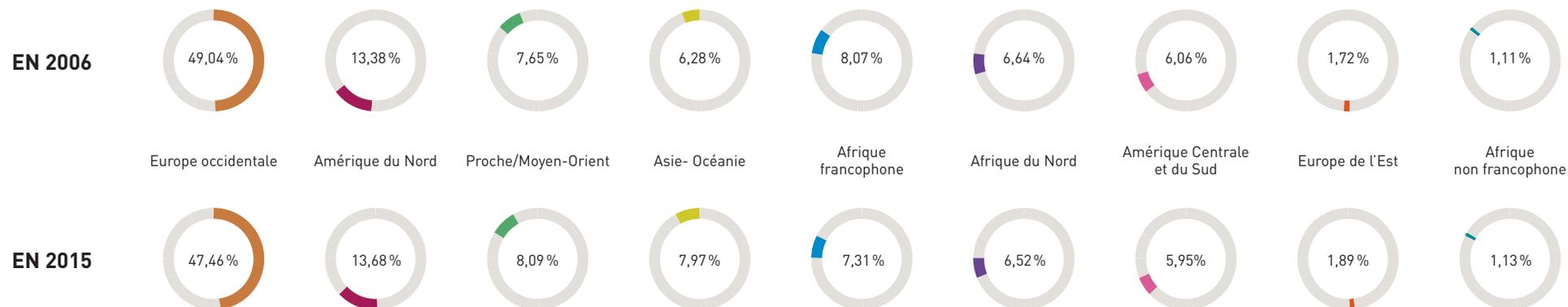


REGISTRE DES FRANÇAIS ÉTABLIS HORS DE FRANCE - DÉTAIL PAR CONTINENTS / PAYS (SUITE ET FIN)

Continents / Pays	2006		2014		2015		Variation en nombre 2015/2014	Taux d'évolution (en%)		
	Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure	2015/2014		Annuel moyen 2015/2006	Sur 10 ans	
AFRIQUE NON FRANCOPHONE	15 916	19 213	1,14	19 286	1,13	+ 73	0,38	2,16	21,17	
dont										
	Afrique du sud	6 560	7 629	0,45	7 659	0,45	+ 30	0,39	1,74	16,75
	Angola	1 447	1 768	0,11	1 838	0,11	+ 70	3,96	2,69	27,02
	Cap-Vert	294	407	0,02	405	0,02	- 2	-0,49	3,62	37,76
	Kenya	1 028	1 493	0,09	1 561	0,09	+ 68	4,55	4,75	51,85
	Nigéria	2 023	1 732	0,10	1 678	0,10	- 54	-3,12	-2,06	-17,05
	Autres pays	4 564	6 184	0,37	6 145	0,36	- 39	-0,63	3,36	34,64
PROCHE/MOYEN ORIENT	104 912	141 065	8,39	138 350	8,09	- 2 715	-1,92	3,12	31,87	
dont										
	Arabie saoudite	3 657	5 710	0,34	5 893	0,34	+ 183	3,20	5,44	61,14
	Égypte	5 872	5 905	0,35	6 090	0,36	+ 185	3,13	0,41	3,71
	Émirats arabes unis	8 045	19 324	1,15	20 638	1,21	+ 1 314	6,80	11,04	156,53
	Israël	44 279	51 945	3,09	50 451	2,95	- 1 494	-2,88	1,46	13,94
	Jérusalem	14 585	24 146	1,44	21 964	1,28	- 2 182	-9,04	4,65	50,59
	Liban	19 279	22 901	1,36	22 121	1,29	- 780	-3,41	1,54	14,74
	Autres pays	9 195	11 134	0,66	11 193	0,65	+ 59	0,53	2,21	21,73
ASIE - OCÉANIE	86 160	131 302	7,81	136 282	7,97	+ 4 980	3,79	5,23	58,17	
dont										
	Australie	17 312	22 539	1,34	24 284	1,42	+ 1 745	7,74	3,83	40,27
	Cambodge	2 626	4 661	0,28	4 731	0,28	+ 70	1,50	6,76	80,16
	Chine	17 185	31 334	1,86	31 296	1,83	- 38	-0,12	6,89	82,11
	Corée du sud	1 526	2 636	0,16	2 927	0,17	+ 291	11,04	7,51	91,81
	Inde	8 793	9 983	0,59	9 585	0,56	- 398	-3,99	0,96	9,01
	Indonésie	2 774	4 162	0,25	4 301	0,25	+ 139	3,34	4,99	55,05
	Japon	7 894	7 561	0,45	8 106	0,47	+ 545	7,21	0,29	2,69
	Nouvelle zélande	2 714	4 035	0,24	4 400	0,26	+ 365	9,05	5,52	62,12
	Philippines	1 501	2 781	0,17	2 926	0,17	+ 145	5,21	7,70	94,94
	Singapour	5 089	11 415	0,68	12 000	0,70	+ 585	5,12	10,00	135,80
	Thaïlande	6 922	10 923	0,65	11 899	0,70	+ 976	8,94	6,20	71,90
	Vietnam	7 869	12 237	0,73	12 426	0,73	+ 189	1,54	5,21	57,91
	Autres pays	3 955	7 035	0,42	7 401	0,43	+ 366	5,20	7,21	87,13
POPULATION INSCRITE TOTALE	1 372 043	1 680 594	100,00	1 710 945	100,00	+ 30 351	1,81	2,48	24,70	

Source : Ministère des affaires étrangères et du développement international, 2015

RÉPARTITION DES FRANÇAIS SELON LES RÉGIONS



Le volume de la population française établie à l'étranger s'est accru en 2015 de près de 30 351 inscrits au registre, mais de manière non uniforme selon les régions géographiques :

1/ Les régions dans lesquelles la population expatriée est en pleine expansion :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 4,5 % :

Asie - Océanie : + 5,23%

- Taux le + élevé : + 10,00 % (Singapour)
- Taux le + faible : + 0,29 % (Japon)

2/ Les régions dans lesquelles la progression est régulière mais modérée :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 3 et 4,5 % :

Europe de l'Est : + 3,60 %

- Taux le + élevé : + 8,75% (Bulgarie)
- Taux le + faible : - 2,17 % (Macédoine)

Proche/moyen-Orient : + 3,12 %

- Taux le + élevé : + 11,04 % (Emirats arabes unis)
- Taux le + faible : + 0,41 % (Egypte)

3/ Les régions dans lesquelles l'expansion de la communauté française ralentit

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 3 % :

Amérique du Nord : + 2,73 %

- Taux le + élevé : + 3,57 % (Canada)
- Taux le + faible : + 2,23 % (Etats-Unis)

Afrique du Nord : + 2,28 %

- Taux le + élevé : + 5,09 % (Maroc)
- Taux le + faible : - 0,88 % (Algérie)

Amérique Centrale et du Sud : + 2,27 %

- Taux le + élevé : + 5,10 % (Colombie)
- Taux le + faible : - 2,93 % (Vénézuéla)

Afrique non francophone : + 2,16 %

- Taux le + élevé : + 4,75 % (Kenya)
- Taux le + faible : - 2,06 % (Nigéria)

Europe occidentale : + 2,11 %

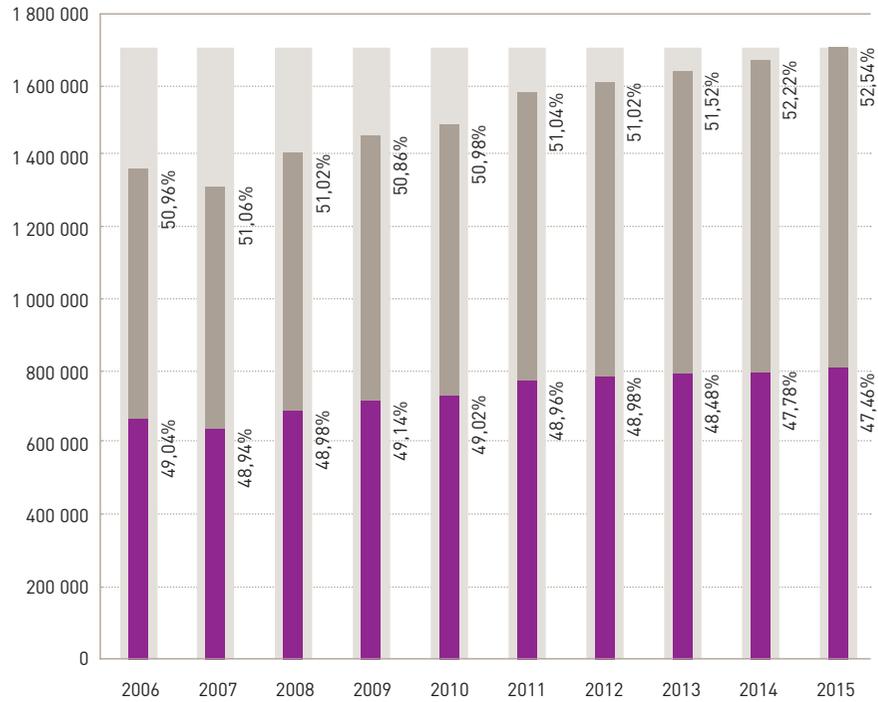
- Taux le + élevé : + 10,81 % (Malte)
- Taux le + faible : - 3,19 % (Andorre)

Afrique Francophone : + 1,38 %

- Taux le + élevé : + 6,91 % (Congo)
- Taux le + faible : - 1,87 % (Djibouti)

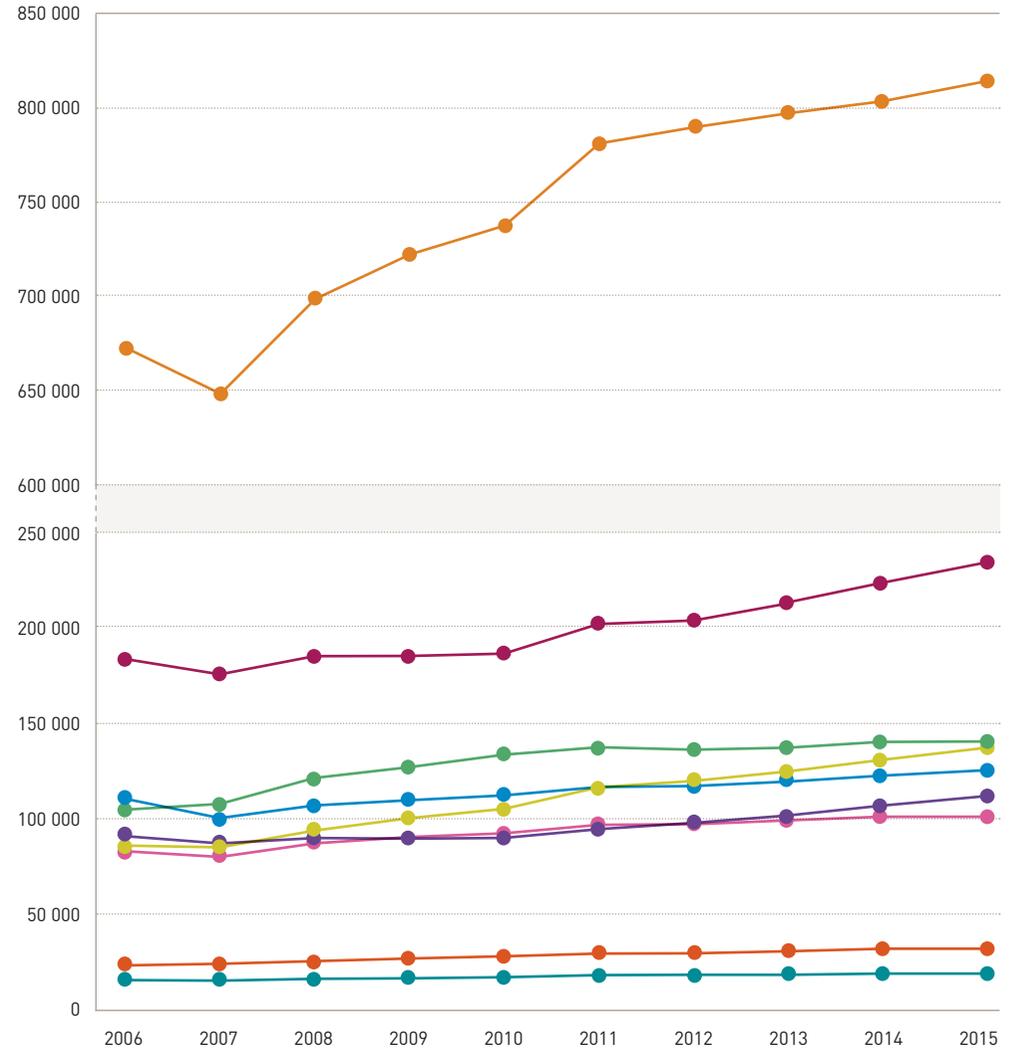


ÉVOLUTION DEPUIS 2006 DU NOMBRE DE FRANÇAIS À L'ÉTRANGER



PAR CONTINENT

Nb de français



- Europe occidentale
- Asie - Océanie
- Amérique Centrale et du Sud
- Amérique du Nord
- Afrique francophone
- Europe de l'Est
- Proche/Moyen-Orient
- Afrique du Nord
- Afrique non francophone



GLOSSAIRE

Allocation de retraite complémentaire :

Revenu complétant les prestations versées par le régime de base. Cette allocation est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

Allocation de veuvage :

Indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Arrêt Vanbraekel :

Complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

Capital décès :

Prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Créances présentées par la France :

Dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

Conventions transfrontalières :

Accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

Détachement de plein droit :

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Détachements « entrants » :

Il s'agit, dans le cadre de la procédure du détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties à des régimes étrangers de protection sociale et qui viennent travailler en France.

Détachements « sortants » :

Il s'agit, dans le cadre de la procédure du détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Dettes présentées/notifiées à la France :

Remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

Factures (dépenses réelles) :

Montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.

Forfaits :

Montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

Pension d'invalidité :

Prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité a pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

Pension de survivant invalide :

Pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

Pension de vieillesse :

Revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

Pension de réversion :

Après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.



**Pluriactivité** (règlements européens uniquement) :

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs Etats membres de l'UE-EEE-Suisse.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire :

Elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Prestations familiales exportables (règlements européens) :

Les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

Rente AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle) :

Revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants.

Résidence hors de l'État compétent :

Personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un État autre que l'État compétent et bénéficie(nt) dans l'État de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

Séjour temporaire :

Cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

Soins liés à la résidence :

Prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un Etat autre que l'Etat d'emploi ou que l'Etat débiteur de la pension.

Soins médicalement nécessaires :

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Soins programmés :

Prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

Soins urgents :

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire en dehors de la zone UE-EEE-Suisse ou aux assurés des régimes hors UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Travailleur frontalier :

Au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre et qui réside dans un autre État membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

Directeur de la publication : Philippe SANSON
Réalisation : Direction des Études Financières et Statistiques
Contact : defs@cleiss.fr

Création : T2BH / **Crédits Photos :** © Shutterstock /Arthimedes, Syda Productions, Halfpoint, goodluz, mimagephotography, vlastas, Delpixel.



**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11 rue de la Tour des Dames
75436 PARIS cedex 09
Tél. : 33 (0)1 45 26 33 41
Fax : 33 (0)1 49 95 06 50



www.cleiss.fr